

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 179/180
JUILLET
ET AOUT 94

32 F

Somport

L'ÉTÉ POUR UNE
VICTOIRE

Banque Mondiale,
FMI, GATT

CINQUANTE ANS,
ÇA SUFFIT !

Alternatives :

UTOVIE,
MAISON D'ÉDITION

Economie :

DERNIÈRE
HOOVERISATION
AVANT LIQUIDATION

Teddy Goldsmith :

ECONOMIE
VERNACULAIRE
AUTOSUFFISANTE



VOUS AVEZ DIT PROGRES ?

Sommaire

Vous avez dit progrès ?

• **Du progrès dans l'histoire**
de *Dominique LECOURT*.....page 4

• **Discutons de la rationalité scientifique**
de *Jean-Marc LEVY-LEBLOND*.....page 7

• **L'ère de la précaution**
de *Martine REMOND-GOUILLOT* page 10

• **La nature marchande de la science**
d' *Ettore GELPI*.....page 12

• **Sortir du progrès ?**
de *Patrick PETITJEAN*.....page 14

Energiespage 18
• Les français prêts à passer aux énergies renouvelablespage 18

Environnementpage 19
• Europe : les arbres sont toujours maladespage 19
• Ozone : stabilisation du trou ?.....page 20
• Barrages sur la Loire : non à Naussac II et Chambonchard.....page 21
• Deux-sèvres : action contre les nitratespage 21
• Autoroute Grenoble-Sisteron : Réseau d'urgencepage 21

Somport : l'été pour la victoire
d' *Alain Fournier*.....page 22

Santépage 25

Société.....page 25

Politique.....page 26
• Cuisine électorale chez les écolospage 26
• Irak : soutien aux Kurdespage 27

La presse différente.....page 28

Paixpage 30
• Stock de plutonium dans le monde ...page 30
• Baisse des dépenses d'armementpage 31
• Baisse des ventes d'armespage 31
• Inégalités sociales et risques de conflitpage 31
• Yougoslavie : intervention civilepage 32

Banque Mondiale, FMI, GATT 50 ans, ça suffit !
de *FIAN* et *Ecoropa*page 33

Annonces.....page 37

Alternativespage 38
• Massif Central : Hyppopotoufer.....page 38
• Vacances écolospage 39

Utovie, maison d'édition
de *Michel BERNARD*page 40

Economie : dernière Hooverisation avant liquidation
de *Christian GLASSON*page 44

Nord-Sudpage 53
• Démographie et épuisement des ressourcespage 53

Qui sont les lecteurs de Silence ?page 54

Nucléairepage 55
• Superphénix : le gaspillage financierpage 55

L'économie vernaculaire est locale dont largement autosuffisante
de *Teddy GOLDSMITH*.....page 56

Livrespage 62
• La baleine qui cache la forêtpage 63

Courrier.....page 66

REABONNEMENT GRATUIT ?

Il existe un moyen simple et astucieux pour bénéficier d'un réabonnement gratuit : trouver trois personnes souhaitant s'abonner, collecter leurs trois chèques et renvoyer le tout avec votre relance de fin d'abonnement.

Autre moyen de lire la revue à l'œil, venir aux expéditions où l'on vous donne un numéro gratuit.

UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

Lors de son Assemblée générale du 4 juin 1994, Silence a pris la décision de demander aux associations Comité Malville et Primevère d'assurer une médiation pour tenter de résoudre le conflit qui oppose la Maison de l'Écologie et Silence. En attendant un résultat concret, l'argent collecté par l'opération «Un toit pour l'écologie» reste sur un compte bloqué.

136 Essais nucléaires, Campagnes bouteilles, Aliments irradiés, Étain, Écologie et pauvreté, Coffre-fort au delta-plane... 14 F

139 Climat, Migrants de l'environnement, La forêt avance, Guerre du Golfe, Le manganèse, Déchets, Énergie et électroménager, Cuisers solaires, Co-évolution... 14 F

141 Tchernobyl : la désinformation, Le choix des normes, Campagne emballages, Métaux : fer et cancer, Golfe et femmes de parler, Femmes et IVG, Chantier nature... 14 F

142 Jeunes en difficulté : les lieux de vie, Placements éthiques, Bangladesh, Vert Tige, Campagne bouteilles, Golfe et pacifistes allemands, Paix : le poids sioniste, L'affaire Brèze... 14 F

146 Les Verts, Maison de vigilance de Taverny, Traité Start, Larzac, Délinquance des immigrés, Rhin-Rhône, Vallée d'Aspe, Santé ; Semaine de 4 jours, Eoliennes, Orades... 18 F

150 Nucléaire : seuil d'exemption ? L'invasion des déchets, Karl Morgan, Forbach, Yougoslavie, Adrosols, Vallée d'Aspe, Sexe et politique, Paris-Le Cap, Tibet, L'écologie, nouvelle idéologie ?... 18 F

154 Amiante, Vallée d'Aspe, Arsenic en Ardèche, Lignes à haute tension, Malville, Squatts, Agir ici, Assises de l'écologie, Essais nucléaires, Femmes et travail... 18 F

157 Non à l'écologie libérale, Maastricht, Plutonium connection, Fessenheim, Civaux, Malville, Vercors : électrification solaire, Quelle aide au développement, Essais nucléaires, Appel de Heidelberg... 18 F

158 Extrême-droite et écologie, le Green Belt Movement, Télé et violence, Yougoslavie, Japon et plutonium, Métaux : Nickel et chrome, plastiques : arnaque, Label environnement, Boycott Nike, boycott Nestlé, La "pensée sauvage"... 18 F

159 Tabac : la loi Evvin, Ecopole, Chômage, Effet de serre, moratoire sur les essais, Yougoslavie, Japon : plutonium, Maastricht : l'élite et la populace, après la clarification... 18 F

160 Énergies : que choisir ? Le scénario "Détente", Tchernobyl, Nord-Sud et tabac, Rigoberta Menchu, Boycott Nestlé, Métaux : cobalt et cuivre, Femmes et politique, Réponses à l'appel de Heidelberg... 18 F

162 La prison autrement, Vallée d'Aspe, Forêts tropicales menacées, Indonésie : le développement destructeur, Yougoslavie : le temps des va-t-en-guerre, Malville, l'argent et le pouvoir comme drogues, l'utopie verte... 20 F

163 L'Alliance contre le GATT, désertification et école, marécages noirs, centrales nucléaires à l'Est, Ferry : une écologie très subjective... 20 F

164 La décroissance, bioéconomie et biosphère, Narmada, Malville, Bio-carburants, Tchernobyl, seuil d'exemption, Economiser l'électricité... 20 F

165 Yougoslavie, les semences de la famine, GATT, Plantes comestibles sauvages, politique, la proie pour l'ombre, Génération escroquerie, Superphénix... 20 F

166 Moruron : comment s'arrêter, Yougoslavie, Tomsk, Malville, Vallée d'Aspe, Bavures, la Banque Mondiale et les citoyens, Nouveaux écologistes, Ecotopia, Banques alternatives, Eoliennes en Espagne, Croissance durable ou limitée... 20 F

167-168 Transports solidaires, Ferroutage, Voyage d'un yaourt aux fraises, transports clandestins, Vallée d'Aspe, Emballages : l'arnaque du Point Vert, les semences de la famine (2), Max Havelaar, Jeux à l'arsenic, les Jardins de Coengne, l'Écologie ou la mort !... 32 F

169 Délocalisation, chômage et solidarité, Vêtements toxiques, Vallée d'Aspe, Ambiance bois, Reconversion des usines d'armement, Malville, Semences de la famine, Verts et GE : marée basse... 20 F

170 Racisme et environnement, Vallée d'Aspe, La paix au fil de l'eau, chanvre, télévision et violence, Petits déjeuners solidaires, Le Bio-Lopin, l'AIEA, Énergie solaire et barrages, l'emprise des logiques sociales... 20 F

171 Pollutions électromagnétiques, Phébus, Superphénix : débranchez-le !, Inondations : pour un aménagement doux, Rue des chambres à gaz, Le travail a-t-il un avenir sur terre ? Les conditions de changement du système planétaire... 20 F

172 Après Rio : un monde à venir, Feuille d'érable, Palestine-Israël, La dérive technologiste, Esperanto, Superphénix, Inondations... 20 F

173 Mir Sada, ingérence méfiance, Déchets toxiques suisses, Développement, environnement et aide étrangère, Superphénix, Vallée d'Aspe... 20 F

174 Vallée d'Aspe : l'alternative ferroviaire, Arsenic, Barrages et nucléaire, Entre réduction et ouverture (1)... 20 F

175 Eoliennes : le vent en poupe ! Eoliennes au Danemark, à Dunkerque, le potentiel éolien en France, Atout Vent, Co-voiturage, Entre réduction et ouverture (2)... 20 F

176 Superphénix : la marche en avant, La fin d'un mythe Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3)... 20 F

177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire, la marche contre le chômage, voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe : l'évitable autoroute, Superphénix, L'escroquerie du développement durable... 20 F

178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix, conscription, service civil, reconversion de l'industrie d'armement, L'Inestène, institut sur l'énergie, Superphénix : après la marche, Les importations de déchets en France, Jeunes : sous le Mac-do, la galère... 20 F

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi est fait avec l'expédition du numéro suivant. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Le bluff technologique (1)



ue Karl Friedrich Benz ait mis au point en 1885 la première voiture à essence qui ait fonctionné, il s'agit d'un progrès technologique. Quant aux 65 heures passées annuellement en moyenne par chaque automobiliste dans les bouchons induits par

l'extension généralisée du tout-voiture, elles relèvent plutôt de l'« absurde ».

Que Thomas Alva Edison nous ait propulsé dès 1878 dans la lumière incandescente, cela procède d'une avancée technologique. Mais, qu'il faille à tout prix, selon une clique d'experts, recourir aux centrales nucléaires, autant de cocottes-minute diaboliques, pour nous éclairer, il s'agit bien plus d'un arbitraire techno-scientifique.

Qu'autour de l'envol d'Icare se soit greffé le rêve de franchir les océans par les airs, passe encore. Mais que le Rafale, et plus encore, son porte-avion, soient considérés comme un « petit bijou de haute technologie » (2), il s'agit d'une macabre propagande, d'un assujettissement à la chose militaire.

Aussi, selon le discours ambiant, le progrès devrait être garant du bonheur, nous débarrasser entre autres du chômage. Cette affirmation serait plutôt à attribuer à la logorrhée médiatico-experte. Car le progrès véritable, la science, ne peuvent faire bon ménage avec cupidité et pression financière. Prétendre le contraire c'est participer au règne du « Bluff ». Comment pourrait-il en être autrement (?), si nous songeons que « *Le gouvernement mondial est en place. La Thanatocratie. Le gouvernement de la mort. Les bombes orbitales entourent la planète, comme le boulevard des maréchaux encerclait Paris. La fin de l'histoire, le triomphe de la Raison.* » (3)

Christian GLASSON

(1) D'après le titre d'un ouvrage de Jacques Ellul paru chez Hachette en 1987. Cet éditorial est un hommage de la rédaction à Jacques Ellul, mort le 19 mai 1994.

(2) France Inter, 9H00, aux informations le 7/5/94, au sujet du Charles de Gaulle.

(3) Michel Serres, Hermes III, La traduction, Les éditions de Minuit, 1974.

PROGRES

DU PROGRES DANS L'HISTOIRE

La notion de progrès se présente comme une idée philosophique qui fait corps avec la pensée du monde occidental moderne. Elle s'est d'abord affirmée dès le début du XVII^e siècle comme un mot d'ordre politique, puis, en se com-

Le terme de «progrès» (*progressus*) n'a eu longtemps qu'une acception militaire : avancée triomphante des troupes. Avant de recueillir en français au XVI^e siècle, chez Montaigne, le sens moral qui se trouvait attaché au substantif *progressio* : chemin vers la vertu.

Le progrès est à l'origine est un terme militaire. Après l'enrichissement apporté par les philosophes, le progrès, qu'il soit scientifique, social ou autre, apparaît comme n'étant ni linéaire, ni continu...

posant avec d'autres, un siècle et demi plus tard, comme la catégorie majeure d'une philosophie de l'histoire avant de redevenir, ainsi transformée, un mot d'ordre politique. Depuis le milieu du XIX^e siècle la catégorie est entrée en décomposition. Aujourd'hui, on peut parler d'une indéniable décadence de l'idée de progrès (Canguilhem). La fin de son empire ouvre-t-elle sur la restauration d'anciennes convictions ? Sur la dispersion d'idées rebelles et hostiles entre elles ? Ou sur quelque regain de liberté, susceptible de donner forme et consistance à une pensée nouvelle ?

C'est Francis Bacon qui a contribué de façon décisive à lui conférer son sens moderne. Mais c'est au mot *advancement* qu'il doit avoir recours. *Progress* ne désignant alors en anglais que le voyage. Le chancelier s'adresse au roi : La prospérité du pays ne sera assurée que si les « inventions » cessent d'être le fait d'amateurs isolés, que si s'établit un lien, une chaîne ininterrompue, une mémoire socialement instituée des uns aux autres. C'est à l'Etat d'y pourvoir. Le progrès surgit ainsi dans l'histoire de l'Occident comme un mot d'ordre politique, en faveur de la conservation d'un patrimoine

intellectuel et de sa fructification pour des raisons économiques. Il qualifie l'acquisition du savoir (*learning*) et fonde sa continuité souhaitée sur celle qui est supposée régner dans la nature par la volonté de Dieu.

Traversons la Manche. Ici le progrès s'inscrit d'emblée dans une philosophie de l'histoire de tonalité franchement apologétique. Pascal, puis Bossuet dans son *Discours sur l'histoire universelle* (1681), proposent d'envisager la succession des générations humaines comme un seul individu qui « progresserait » de l'enfance à l'âge adulte. Et lorsque Condorcet écrit à la hâte en 1793, à la veille de son exécution, sa très fameuse *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain*, il en emprunte l'idée à son ami Turgot, lequel en tant que prier e élu en Sorbonne avait lui-même écrit en 1750 le *plan de Deux discours sur l'histoire universelle*, comme une réécriture du *Discours* de Bossuet !

Nul ne fut plus hostile au christianisme que Condorcet. Mais sa philosophie du progrès porte la trace de son origine cachée. Il s'agit des progrès de « l'esprit humain ». L'histoire tout entière n'est que celle de la raison prenant conscience d'elle-même. Si les inventions techniques (l'imprimerie par exemple) ont un intérêt, c'est parce qu'elles contribuent à augmenter la puissance de cet esprit. Mais il le définit symptomatiquement comme « l'être qui ne meurt pas », formule de pure théologie chrétienne pour désigner Dieu. Pour finir, Condorcet ne craint d'ailleurs pas de consacrer au futur la dernière époque de son *Esquisse* : il prophétise alors la destruction de l'inégalité entre les nations, entre les citoyens d'une même nation, entre les sexes...

Cette prophétie, il la fonde sur une conception déterminée de la nature humaine, indéfiniment perfectible, ainsi que sur la conception newtonienne de la nature, sous deux aspects : un aspect cosmologique, car seule la stabilité du « système du monde » autorise la prévision ; un aspect mécanique : les êtres humains peu-

vent être tenus pour des atomes sociaux, leurs rapports peuvent être traités mathématiquement grâce au calcul des probabilités. Une science de la société est désormais possible, qui soit susceptible de neutraliser le jeu des passions par le calcul et d'émanciper ainsi les esprits des croyances et des préjugés.

Cette philosophie de l'histoire, dont le schéma de pensée fondamental s'avère ainsi secrètement théologique, se traduit dans le *Tableau* par une cartographie du progrès qui présente la marche de la raison comme allant d'Est en Ouest (Athènes, Italie, Paris, Londres, Amérique) jusqu'à la révolution américaine, puis faisant retour vers Paris. L'idée de progrès se souvient de son sens premier du voyage... Sous le chapeau de Napoléon, elle se remémorera son sens militaire.

Auguste Comte, qui écrit après 1830, ne cesse de dénoncer les philosophes des lumières comme des fauteurs d'anarchie intellectuelle et morale. Il ne se reconnaît pourtant qu'un seul pré-décesseur: Condorcet. Comte frappe sa maxime majeure: «Ordre et progrès»; celle que chacun peut lire à Rio sur le drapeau brésilien.

Le progrès se trouve maintenant défini comme «développement de l'ordre». De la marche au développement, le registre change: on ne développe que ce qui est d'abord enveloppé. Le progrès apparaît comme déploiement ou agrandissement d'une structure donnée dès

Vous avez dit progrès ?

Les textes que nous vous proposons sont extraits des actes du colloque «Vous avez dit progrès» organisé le 8 mai 1993 par plusieurs associations scientifiques :

- **L'AITEC**, association internationale de techniciens, experts et chercheurs, qui a pour vocation première d'être un espace où des praticiens et des chercheurs peuvent, sur des thèmes d'intérêt commun, confronter leurs expériences, en tirer des enseignements et des positions publiques.
14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

- **Global Chance** qui se veut un lieu de réseau d'échanges et d'approfondissement entre diverses disciplines scientifiques concernées par l'étude et la mise en œuvre de réponses collectives aux problèmes de développement et d'environnement global de la planète.
41 rue Rouget de Lisle, 92150 Suresnes.

L'intégralité des actes a fait l'objet d'une publication sous la forme d'un numéro de la revue «Archimède et Léonard», publié par l'AITEC. Ce numéro est disponible contre 70 F à l'adresse de l'AITEC, indiquée ci-dessus.

- **CONSCIENCE**, conseil scientifique et culturel pour l'écologie, qui se veut un lieu de rencontre et de réflexion entre des personnalités du monde scientifique (au sens large du terme), du monde culturel et des citoyens conscients des enjeux de la crise écologique mondiale et soucieux de réfléchir collectivement aux solutions démocratiques possibles.

Université Denis Diderot, Institut Buffon, Couloir 444, 3ème étage, 2 place Jussieu, 75005 Paris.

- **Le SNCS**, syndicat national des chercheurs scientifiques, associe la défense des chercheurs et de la recherche publique à la réflexion sur les enjeux de la Science et les implications du travail scientifique. Il participe aux débats sur ces sujets, sans que, compte tenu de la diversité d'opinion de ses adhérents, les différents appels expriment ses positions officielles.

4 rue Las Cases, 75007 Paris.

l'origine; il obéit à un principe interne de conservation. La métaphore biologique ouvre la voie au mot d'«évolution» qui ne tardera pas à s'imposer (H. Spencer), en provenance de l'embryologie.

On ne parle plus des seuls «progrès de l'esprit humain». Mais du Progrès, avec majuscule. Quitte à le monnayer en progrès scientifique, technique, social, moral... Et la finalité de ce mouvement historique, la «liberté» chez Condorcet, devient avec Comte la maîtrise rationnelle des relations sociales par la science de la société (sociologie). La plupart de ses successeurs n'ont pas pardonné à Comte d'avoir eu le juste sentiment qu'une telle maîtrise ne saurait être assurée par les seuls «sociocrates»: il faut mobiliser les affects pour conserver l'ordre social. D'où, au nom de la «politique positive», son projet d'une nouvelle religion, celle de l'Humanité!

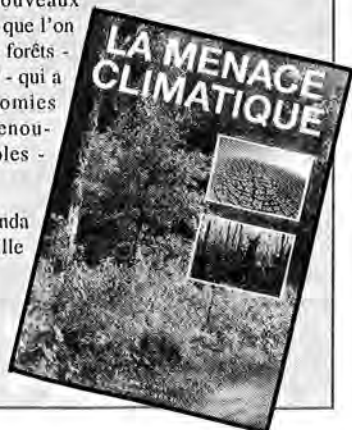
De cette religion, le scientisme français de la Troisième République, dont Emile Littré donne le ton, ne veut rien savoir. Il

Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : du soleil à l'effet de serre - gaz et effet de serre - prévoir le climat - effet de serre et histoire des sciences - les esprits chauffent ! - les nouveaux déserts tropicaux - ces forêts que l'on détruit - pour que vivent les forêts - quelle énergie pour demain ? - qui a dit nucléaire ? - les économies d'énergie - les énergies renouvelables - pratiques agricoles - apprendre à guérir...

Rédaction : Dominique Zanda avec la collaboration de Bulle Bleue et Ecoropa

Bon de commande page 39



installe «la science» en objet de croyance, en référence absolue. Sa pratique, dit-on, comporte en elle-même une morale - esprit d'objectivité, communion des esprits, dévouement à la collectivité... - à enseigner dans les Ecoles (Paul Bert). C'est ce fétiche qui mobilise les énergies de nos colonisateurs. Lesquels se livrent à leur passion éducative (Jules Ferry) et technologique, pour répandre ce qu'ils appellent, d'un terme qui en dit long, «la civilisation» : au regard de la croyance qui prend la science pour l'objet, toutes les autres sont traitées comme préjugés religieux; ces sociétés sont dites «primitives», il s'agit de les faire accéder de l'«état théologique» à l'«état positif» en leur épargnant la phase critique de l'état métaphysique.

Si l'Allemagne y a souscrit un bref instant par l'autorité de Kant, le monde anglo-saxon n'a jamais adhéré à ce mythe français. Il a, en définitive, composé son idée du progrès en combinant les leçons de Bacon avec celles de Spencer: du premier il retient essentiellement la finalisation économique de la recherche. Le technocratie tient ici lieu de scientisme; du second, il adopte la thèse générale d'un développement de l'ordre par différenciations et intégrations successives. Ainsi se compose, au nom du Progrès, une véritable théodicée du capitalisme sauvage, a-t-on dit à juste titre. Carnegie célèbre Spencer en 1882 à New-York!

Déjà pourtant, il ne s'agit plus aux Etats-Unis comme en Europe que d'un mot d'ordre défensif. Nul ne peut plus en effet se hasarder à prophétiser comme Condorcet ni à dogmatiser comme Spencer. Le progrès social au sens de l'abolition des inégalités, pas plus que le progrès moral, ne suit le progrès scientifique. La grande industrie enfante des «classes dangereuses»; qu'on ne tarde pas à dire - au nom de la science - «dégénérées»; et l'on enrôlera Darwin à ce combat. La référence à la Nature n'autorise plus la prévision d'un développement indéfini des forces productives selon la perspective de la vulgate marxiste. La

thermodynamique désormais l'interdit. Ernest Renan lui-même s'inquiète de l'épuisement des ressources terrestres (Dialogues philosophiques: «Les forces de la terre sont finies»).

Le sombre Pécuchet annonce en 1875 «la fin du monde par cessation du calorique»; et le radieux Bouvard lui réplique: «On ira dans les astres, et quand la terre sera usée, l'humanité déménagera dans les étoiles». Il me semble que bien des colloques actuels ont trouvé chez Flaubert, dans cet échange, l'essentiel de leur inspiration.

Nietzsche va au fond philosophique des choses: l'idée de progrès «n'est qu'une idée moderne, c'est-à-dire une fausse» (l'Antéchrist). Une idée de décadence qui prétend soumettre les forces actives de la vie qui s'affrontent à un petit calcul «rationnel» au bénéfice des formes réactives. Kant se voit traiter de «tarentule»!

Cette thèse radicale qui a été l'occasion de bien des vaticinations tristes a du moins le mérite d'éclairer «notre» histoire: s'il y a un progrès des sciences, il n'est ni linéaire ni continu, son sens n'est pas fixé d'avance, bref il ne s'inscrit pas dans le schéma théologique traditionnel. Au reste il n'a pas un unique «moteur». A nous de le repenser philosophiquement. Et, l'aurons-nous repensé, nous avons toute raison de ne pas aligner sur lui l'idée que nous devons nous faire de l'émancipation humaine, même si bien sûr il peut y contribuer.

Il nous restera alors à penser le devenir, mais d'une pensée qui fasse leur part au vrai et au faux, au bien et au mal, sans que l'avantage soit jamais garanti d'un côté ou l'autre. Il s'agit toujours de notre responsabilité. Cette idée s'esquisse, et ce n'est pas à prendre pour une régression, chez Héraclite...

Dominique LECOURT
Agrégé de philosophie

Dominique Lecourt a publié une dizaine d'ouvrages. Le dernier: «A quoi sert la philosophie? Des sciences de la nature aux sciences politiques», PUF, 1993.

LE SOLEIL BRILLE!

Passez à la pratique,
grâce à 4 ouvrages de
Roger BERNARD



• Le soleil à votre table

170 pages 15 x 21 cm - 89 F franco

En Afrique, on brûle les arbres pour faire cuire les aliments pendant qu'une énergie solaire surabondante reste inutilisée. En France, en été, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Découvrez que l'énergie solaire marche. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez les différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire: des plans, des photos, des recettes...

• Un cuiseur solaire facile à faire

26 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Cette brochure technique vous permettra de construire des cuiseurs-boîtes... à un prix de revient proche de zéro franc, comme il en existe des millions d'exemplaires dans le monde. Peut être réalisé avec des enfants.

• Construire et utiliser une cuisinière solaire

22 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Cette brochure technique vous permettra de construire une véritable cuisinière solaire... à un prix plus élevé mais avec des performances beaucoup plus élevées.

• Séphastoche, mon premier cuiseur solaire

22 pages 21 x 29,7 cm - 25 F franco

Le plus simple des cuiseurs... Spécial pour les enfants. Un cuiseur qui nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles.

Bon de commande page 39

DISCUTONS DE LA RATIONALITE SCIENTIFIQUE

Je suis physicien, enseignant, éditeur, chercheur et j'aime à me penser comme critique de la science, un métier qui n'existe pas encore. Après tout, il y a bien des critiques d'art, pourquoi pas des critiques de science ?

Je voudrais parler de la notion de progrès du point de vue de la science par quelqu'un qui en est partie prenante.

naires, l'humanité a vécu dans la nostalgie et non dans l'attente des lendemains qui chantent. Cette attente ne s'est fait jour que pendant cette période mystérieuse qui va de la Renaissance à l'ère des Lumières.

La deuxième remarque historique est que lorsqu'on a pris acte de cette échelle de temps assez courte, il faut rester conscient de la

la lumière que cet esprit peut y répandre. C'est peut-être le seul moyen de faire secouer peu à peu à certaines contrées de l'Europe le joug de l'oppression et de l'ignorance sous lequel elles gémissent. Faites naître s'il est possible des géomètres parmi ces peuples, c'est une semence qui produira des philosophes avec le temps et, presque sans qu'on s'en aperçoive, bientôt l'étude de la géométrie conduira à la vraie philosophie qui, par la lumière générale et prompte qu'elle répandra, sera bientôt plus puissante que tous les efforts de la superstition. » L'image d'un certain scientisme que nous critiquons n'est pas caricaturale, il a existé et rien moins que chez d'Alembert, qui a écrit ce texte dans l'article «Géométrie» de *L'encyclopédie*.⁽³⁾

« Dès qu'on arrive à raisonner une activité morale en considérant la moralité comme la base raisonnable de la sociabilité, on se rend bien vite compte qu'on ne raisonne pas différemment que dans une activité scientifique. La théorie morale relève donc d'une activité rationnelle. Elle a beau s'attacher à une matière sociale, elle en discute appuyée sur des principes rationnels, tout comme le physicien qui prépare et discute les hypothèses rationnelles qu'il soumettra ensuite au contrôle de l'expérience. La morale est ainsi une partie de la raison constituée. » Ce texte a 150 ans de moins que le précédent, il est de Bachelard dans *Valeur morale de la culture scientifique*, de 1934.

Si les progrès de la science sont évidents, ils ne permettent pas de résoudre les problèmes posés sur Terre : il n'y a pas de relation directe entre progrès scientifique et développement démocratique.

Tout d'abord deux brèves remarques historiques pour prendre la mesure de l'ampleur des questions que nous nous posons et de leur nouveauté. Gérard Klein disait, ironiquement bien entendu : « Je suis optimiste, je crois au progrès », et Miguel Benasayag rappelait cette citation : « Le meilleur est à venir. »⁽¹⁾ Or, cette idée que les choses devraient ou pourraient s'améliorer est fort neuve dans l'histoire de l'humanité. Jusqu'à la fin de la Renaissance, le meilleur était passé, l'humanité avait été chassée du Paradis ou, dans la version païenne, l'Age d'or était derrière nous. Pendant des millé-

prégnance que garde aujourd'hui cette idée de progrès. Pour l'illustrer, je vais vous lire deux petits textes, qui sont datés, mais qui peuvent susciter une série de réflexions, dans lesquelles s'inscrit l'appel de Heidelberg⁽²⁾.

Visions historiques

« On n'a peut être pas encore prêté assez d'attention à l'utilité dont l'étude de la Géométrie peut être pour préparer comme insensiblement les voies à l'esprit philosophique et pour disposer toute une nation à recevoir

(1) Pour les autres interventions : voir «Archimède et Léonard», Hors-série n°10, AITEC.

(2) Concernant l'Appel de Heidelberg, lire «Le pavé de Heidelberg» de Jean-Marc Levy-Leblond, le Monde diplomatique, août 1992. Lire également Silence n°157 et 160.

(3) L'Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers, 3ème ed., Neuchâtel, 1779, XVI, p.41

N'oublions donc pas le poids que ce mode de pensée a gardé et que l'on voit manifestement à l'œuvre dans l'appel de Heidelberg.

Rationalité ne veut pas dire progrès

Je voudrais développer l'idée que, si nous sommes en train de mettre en cause l'idée du progrès et de ses liens avec la rationalité, c'est précisément parce que la rationalité scientifique, dans son fonctionnement effectif, est devenue discutable. Car cette idée de progrès n'a guère dans l'histoire de l'humanité qu'un seul modèle un peu convaincant et qui est le progrès scientifique. On peut discuter longuement pour savoir si nous vivons aujourd'hui mieux qu'hier. Faire le café plus vite et monter avec un ascenseur se paye, comme Freud le montrait déjà dans *L'avenir d'une illusion*, car si on peut téléphoner à ses petits-enfants qui sont loin, c'est aussi parce qu'existe le train qui a pu les emporter au loin ! On peut donc discuter pour

savoir si nous vivons mieux, si nous sommes plus justes, plus moraux, si notre art et notre culture sont supérieurs à ceux du passé. Mais ce qui est indiscutable, c'est que nous en savons plus. Le seul domaine où le progrès a une réalité, c'est celui de la connaissance, et plus précisément celui de la connaissance scientifique. Depuis le siècle des Lumières, l'idée du progrès social s'est donc appuyée sur l'idée de progrès scientifique.

Or nous devons aujourd'hui prendre la mesure de la mutation que traduit l'évolution de la science. Non pas que la science soit entrée en crise, au sens où nous ne produirions plus de savoir - nous en produisons en fait de plus en plus -, mais parce que la façon de produire ce savoir aujourd'hui est radicalement différente de ce qu'elle a été pendant les trois siècles d'existence de la science moderne. Ceci va induire des changements que nous mesurons très mal. Ces changements ont trois aspects.

Tout d'abord, ce progrès de la science nous amène désormais à

faire face à la considérable complexité du monde qui ne sera pas surmontée en la proclamant. Dans un certain nombre de domaines, les difficultés intellectuelles deviennent telles que nous avons peu de chance d'avancer avec la même rapidité que précédemment. Des domaines comme la physique des particules élémentaires deviennent d'une complexité qui rend tout progrès sérieux très difficile. C'est encore plus vrai dans les sciences de la vie et de la société, toutes ces sciences où la mathématicité, la prédictibilité, la répétabilité des expériences ne sont pas applicables, sans pour autant d'ailleurs qu'elles soient disqualifiées en tant que sciences. Il y a donc un éclatement de la notion de scientificité et une diversification des critères épistémologiques.

De la pertinence de la science

D'autre part une contradiction se développe entre le progrès de la science elle-même et ses aspirations. Certaines branches

LECTURE EN ÉTÉ, REPOS ASSURÉ !!!

A la Maison de l'Ecologie, nous vous proposons de nombreux livres et revues relatifs à :

- les énergies renouvelables
- la faune et la flore
- la non-violence
- le tiers-monde
- le féminisme
- l'éducation
- la santé
- le nucléaire
- l'immigration



MAISON DE L'ÉCOLOGIE

4 rue Bodin, 69001 LYON - Tel : 78-27-29-82 Fax : 78-28-57-78

sont allées très vite et très loin, entraînant une hyper-spécialisation, une restriction des domaines de recherche qui mènent à des connaissances toujours plus pointues. Elles ont donc des conditions de validité de plus en plus contraignantes et des domaines d'application de plus en plus restreints. Le problème fondamental de la science aujourd'hui n'est pas celui de sa véracité, mais celui de sa pertinence. Ce que nous apprenons dans tel ou tel domaine étroit de la physique ou de la biologie a-t-il vraiment de l'intérêt, au sens du mot le plus large y compris du point de vue économique ? Cette restriction des domaines d'application limite l'idée même de progrès.

Enfin, ce progrès scientifique et technique bute sur le contexte politique, social et économique qui en conditionne les orientations, les choix, les priorités et les potentialités. Une large amélioration des conditions de santé ne dépend pas des progrès de la biologie, nous en savons assez pour guérir la plupart des maladies endémiques du Tiers monde. Nous savons scienti-fiquement, mais pas économiquement, socialement, politiquement. De même, contrairement à ce que dit l'appel de Heidelberg, les difficultés que rencontre l'humanité aujourd'hui pour nourrir, vêtir, loger tout un chacun, ne sont plus liées à la nécessité de produire encore et toujours plus de science.

il y a toujours plus de situations que nous savons décrire sans les analyser, que nous savons analyser sans les prédire, et que nous savons prédire sans pouvoir y agir

Nous assistons ainsi à un éclatement de la rationalité. Le savoir scientifique ne cesse pas d'être rationnel, il cesse d'être unitaire. On pourrait emprunter une métaphore à la tectonique des plaques. Il y a 250 millions d'années, il y avait un seul continent à la surface du globe, la Pangée. A la suite de mouvements se déroulant dans son substrat, il

s'est scindé en continents, îles, golfes, tels que nous les connaissons. Il en va de même pour la science qui s'est découpée en continents, en îles, en récifs, et cela va continuer ainsi. Cette grande vision unitaire dont la science s'est targuée depuis trois siècles, sa capacité à lier en une chaîne continue la description, l'explication, la prédiction et l'action, présente des hiatus de plus en plus grands : il y a toujours plus de situations que nous savons décrire sans les analyser, que nous savons analyser sans les prédire, et que nous savons prédire sans pouvoir y agir.

Il ne faudrait pas en conclure qu'il s'agit nécessairement d'un drame pour notre société. Pour deux raisons au moins, non seulement cela n'est pas tellement grave, mais peut-être même heureux. Les problèmes posés sur cette Terre, je l'ai déjà dit, ne dépendent plus des progrès de la science. De plus, il est peut-être heureux que la rationalité scientifique rencontre ses limites, car il n'est pas juste de croire, dans la foulée des Lumières, qu'il y a adéquation automatique entre progrès scientifique et développement démocratique, bien au contraire. Car si nous avions une «mathéma-

tique sociale» efficace, alors nous n'aurions plus besoin de la démocratie. Nous aurions recours à des «ingénieurs sociaux» qui feraient tourner la machine sociale. Le débat social ne peut exister que dans une société qui accepte de fonctionner en relative «méconnaissance de cause». Si nous étions capables de tout savoir, nous pourrions renoncer à tout débat et donc à toute responsabilité et à tout programme d'émancipation. « La démocratie c'est l'idée que la conscience prime sur la compétence », dit Blandine Barret-Kriegel. La compétence technique n'est donc ni nécessaire, ni suffisante pour que nous ayons le droit de nous prononcer à partir du moment où nous développons une conscience individuelle et collective des problèmes qui nous sont posés.

Jean-Marc LEVY-LEBLOND
Physicien théoricien

Jean-Marc Lévy-Leblond dirige les collections scientifiques des Editions du Seuil. Fondateur et directeur de la revue *Alliage*. Il obtient le prix Jean Perin en 1980 (prix de vulgarisation scientifique). Il a publié une dizaine d'ouvrages dont *«L'idéologie de la science»*, Seuil 1977.



au commun des mortels, quand on dit, aujourd'hui, que le «mètre» vaut 1 650 763,73 longueur d'onde dans le vide de la radiation correspondant à la transition entre les niveaux $2p_{10}$ et $5d_5$ de l'atome de Krypton 86, il est clair que l'on n'en possède aucune représentation concrète. Même chose lorsqu'on appelle «seconde» la durée de 9 192 631 770 périodes de la radia-

qui intéresse. De plus en plus de biologistes sont en effet convaincus que le collage temporel et le collage spatial coexistent dans le traitement de la plupart des informations perçues.

Puis ils ont construit un gène à l'image opposée de ce «gène du ramollissement», un gène «anti-sens» qui a pour effet de bloquer à 99% la synthèse de cette enzyme PG. Ce gène artificiel a

SUPER!

LHCO 5/84

L'ERE DE LA PRECAUTION

Il s'agit ici de la réaction du Droit au regard du progrès scientifique et du développement durable. Les juristes, en gens bien élevés dont on dit qu'ils se conforment à l'idéologie dominante, ont suivi les aventures de la science depuis quelques siècles. Ils en ont suivi les certitudes, sur lesquelles ils se sont calqués pendant une certaine période. Puis ils ont

sa maîtrise de la Nature avec ce qu'on appelle «la théorie du risque» : puisque l'homme peut tout dominer, il peut également réparer tous les dommages qu'il est en mesure de créer sans qu'il soit besoin de prouver sa faute. Cette responsabilité pour risque, produit du machinisme, a fait son apparition à la fin du siècle dernier. Depuis lors, nous avons vu les

Nous sommes passés de l'ère des catastrophes (du Titanic à Tchernobyl) à l'ère du doute. Il faudrait aller plus loin pour passer à l'ère de la précaution.

ressenti avec elle le malaise actuel. Et certains commencent à avoir l'espoir que nous pouvons sortir de cette incertitude, certains indices amorçant une nouvelle voie. C'est de cette comédie en trois actes que je propose de vous parler.

Depuis que Descartes a donné à l'homme la permission de maîtriser la Nature, il s'en est abondamment servi. Progrès scientifique et inventions techniques ont avivé cet appétit de domination. En droit, l'instrument de cette maîtrise sur la Nature réside dans une distinction : l'homme est sujet de droit et peut tout. L'objet du droit est tout le reste, qui n'a qu'à subir : matière et Nature sont seulement matériau ou instrument. Plus tard le Droit tirera également les conséquences de la foi de l'homme dans

découvertes scientifiques se développer sans relâche : toujours plus de budget, pour plus de science. La «théorie du risque», facilitant l'indemnisation des accidents causés par les choses dangereuses issues de ce progrès, monte en puissance au cours du siècle. Le jour symbole de la fin de cette époque est le 15 avril 1912. Ce jour est celui du lancement d'une machine parfaite, un navire qui devait être insubmersible : le *Titanic*.

Commence la deuxième époque, la nôtre, *l'ère du doute*, des catastrophes, des remises en cause. *L'écologie est le révélateur de ce malaise*. Les frontières s'effacent : frontières des Etats, que ne respectent pas les pluies acides et les marées noires ; fron-

tières du vivant avec les biotechnologies ; frontières de l'humain avec les manipulations génétiques ; frontières même du risque perçu et du risque réel en raison des nouveaux médias. Nos cadres habituels se brouillent.

C'est l'ère des catastrophes au sens étymologique : l'instant où les choses «tournent mal». L'événement, par son ampleur ou sa soudaineté, prend le système au dépourvu. Tel est de plus en plus souvent le cas, dans le monde juridique comme ailleurs. A cet égard les marées noires sont symptomatiques. Tous les onze ans «la marée noire du siècle» vient tout remettre en cause : mars 67, *Torrey Canyon*, mars 78 *Amoco Cadiz*, mars 89, *Exxon Valdez*. Et voici la tranquille assurance que les juristes avaient empruntée aux scientifiques en train de s'effriter. Car face à ces risques nouveaux, que nulle science n'avait prévus, l'indemnisation prend une ampleur insoupçonnée. Les dommages à réparer ressemblent au haricot magique : la petite graine s'est transformée en une plante monstrueuse dont on ne connaît plus les limites. 7 milliards de dollars de dommages, dit-on, pour l'*Exxon Valdez*.

Pire, plus la science progresse, plus on en sait, plus on en soupçonne. L'ère du soupçon au prétoire a commencé. Ainsi, comment, dans le *smog* qui enveloppe Los Angeles, découvrir le responsable de la crise d'asthme d'un individu précis ? Les problèmes de preuve de causalité deviennent insolubles.

Quand la science complique les choses

Parfois même la science complique les choses. Les statistiques ont fait d'énormes progrès dont l'utilité est incontestable. Mais prenons l'exemple de ce juge chargé de traiter l'affaire de la contamination d'une citerne d'eau potable, cause de pathologies importantes, y compris des cancers. Il demande l'avis d'un épidémiologue, lequel déclare que 6 à 8 sur 12 des cancers dépassant la norme

dans la région concernée ont pu être causés par cette contamination. Or comment traduire en termes juridiques un tel résultat ? Le souci de rigueur scientifique est, certes, légitime, mais les avis scientifiques ressemblent de plus en plus pour les juristes à ceux de la Pythie. Le malheureux juge, lui, doit trancher, condamner, agir dans le vif. «Trop de données», pour le juriste comme le scientifique, équivalent à «pas assez de données».

L'incertitude, la complexité viennent s'ajouter au gigantisme des dommages. La terre entière est maintenant concernée. Ainsi, après le naufrage de l'*Exxon Valdez*, les Etats-Unis se sont dotés de lois très sévères, ceci ayant pour conséquence que les navires pétroliers qui relâchent aux USA prennent le risque de devoir, le cas échéant, répondre sans limites, de dommages de marée noire évalués avec une générosité toute américaine. Leurs banquiers, leurs constructeurs de navires, leurs assureurs, les Lloyds, les affréteurs, le monde entier de la finance se retrouvent impliqués.

Pire : non seulement le progrès scientifique ne rassure plus, mais il menace l'industriel. Car le progrès des connaissances met à jour des risques jusque-là ignorés. Un jour les fabricants d'amiante ont appris qu'ils avaient répandu dans toute l'Amérique des cancers sur lesquels on leur demande aujourd'hui des comptes. Ainsi, de même, les friches industrielles de jadis, où l'on a construit, planté, se révèlent aujourd'hui empoisonnées. Ceci entraîne la nécessité de réhabilitation des terrains : détruire les habitations, décontaminer, dépolluer à grands frais. Les propriétaires d'aujourd'hui se voient condamnés à payer pour des dommages causés jadis par d'autres, des communes sont condamnées pour avoir autorisé les lotissements, etc. Le même phénomène survient chaque fois que le créateur d'un risque ne pouvait en avoir conscience, eu égard à l'état de la science et de la technique lorsqu'il l'a causé ; le sang contaminé se situe dans la même problé-



matique. L'industriel baisse les bras face à un tel risque et l'on risque une paralysie de l'innovation.

Apprendre à se projeter dans le futur

Nous voici donc entrés, bien malgré nous, dans l'ère de la *précaution*. A y bien réfléchir, cette mésaventure est normale. Car Descartes nous avait octroyé des droits sur la Nature, sans contrepartie. Or ce qui fait l'intérêt, sinon la noblesse du Droit, c'est d'imposer des devoirs corollaires aux droits. C'était la pièce manquante dans les rapports de l'homme et de la Nature. «*L'organique, si on le viole, ne pardonne pas* » dit Pierre Teilhard de Chardin. Et d'ajouter : «*Tandis qu'avec le juridique, on arrive toujours à s'arranger...*». Pour Teilhard, convaincu de l'unité organique du monde, l'accroissement du rayon d'action humain implique un renouvellement de l'éthique à la mesure des possibilités technologiques. Hans Jonas, philosophe allemand nourri d'Heidegger et de communisme,

donc en principe situé aux antipodes du destin, partage la même intuition. Il nous dit l'interdépendance entre l'homme et la Nature : l'intégrité de la nature autour de nous, c'est l'intégrité de la nature en nous ; les agressions qui affectent l'une se répercutent inéluctablement sur l'autre. Et il plaide pour une éthique nouvelle élargie dans le temps et dans l'espace, à la mesure des temps qui viennent. Cette éthique élargie s'appelle le «principe de précaution». Celui-ci comporte notamment une prise en compte de la durée.

A la suite de Teilhard et de Jonas il faut désormais à notre société et à son droit apprendre à se projeter dans le futur, ménager les réversibilités, éviter l'irréparable au nom des générations futures. C'est tout le sens du développement durable.

Martine REMOND-GOUILLOUD
Professeur de droit

Martine Rémond-Guilloud est spécialisée en droit maritime et des transports et en droit de l'environnement. Parmi ses ouvrages récents : «*Le prix de la nature*», Economica, 1993.

LA NATURE MARCHANDE DE LA SCIENCE

Je voudrais souligner tout d'abord le fait que la science et la technique n'appartiennent pas seulement à une partie de la planète. Elles sont

On est en train de tuer la crédibilité de la raison, parce qu'on l'a utilisée comme instrument d'exploitation.

Un deuxième point est l'interculturalité de la science.

Mises à part les mathématiques qui sont une science formelle, les sciences, que ce soient les sciences humaines, les sciences sociales et/ou celles de la nature, connaissent des variables culturelles dont on veut souvent ignorer les implications sur leur développement. La science se développe au fur et à mesure de la conscientisation scientifique et technologique des populations. Et le devoir des scientifiques est de mettre leurs connaissances à la disposition de ces populations afin que le fossé ne se creuse pas entre eux-mêmes et les 5 milliards d'êtres qui sont tous des scientifiques, même s'ils ne sont pas des responsables scientifiques.

La science et la technique sont étroitement liées au social. La recherche étant fortement contrôlée par l'armée et l'industrie, on peut douter de la volonté affichée de vouloir résoudre les problèmes de la planète

le résultat d'une accumulation liée à la colonisation, à l'impérialisme et à l'exploitation permanente. La technique et la science dont dispose une partie de la planète sont le résultat du travail de toute l'humanité, résultat réparti entre les pays, mais de manière inégale.

Il faut ensuite se souvenir du fait que la plupart des activités de recherche sont directement contrôlées par les militaires et les services secrets, ce qui laisse perplexe quant à l'objectivité et la finalité de ces recherches. Rationalité, développement, science, démocratie, ont été souvent manipulés et utilisés par une élite minoritaire dans les pays du Sud, pour l'exploitation intérieure des populations en liaison avec les grands pays, et les fondamentalismes sont une réaction à cette manipulation.



La science et la technique ne sont pas abstraites, elles sont étroitement liées au social, à l'organisation de la production. Il serait donc important de déterminer ce qui relève réellement de la science et ce qui est le produit du social, ce qui est la nature marchande de la science. L'écologie en est un exemple : on pouvait être sûr, il y a trente ans, de l'absence de nature marchande de l'écologie, mais il en va tout autrement aujourd'hui, elle est directement liée avec de grands projets marchands.

Dans les rapports internationaux, il y a une manipulation des relations scientifiques et il faudrait mettre au point une forme de déontologie de ces relations, principalement avec les pays du Sud car, lorsque des études sont menées concernant les relations Nord/Sud, il y a des variables, des manipulations qui doivent être dénoncées par les scientifiques qui en prennent conscience. Les associations scientifiques, les congrès, l'attribution des bourses sont des formes de manipulation de la science. Les plus savants peuvent être écartés pour des raisons tout à fait indépendantes de leur valeur, à cause de leurs désaccords avec leur gouvernement, et ceci peut aller jusqu'à la disparition physique. Les scientifiques du Nord, qui bénéficient de régimes démocratiques, doivent agir pour soutenir leurs confrères en danger

Maintenant que la menace de guerre nucléaire semble s'éloigner, beaucoup pensent que la guerre tout court est écartée, alors que nous sommes, en fait, en état de guerre permanent. Et même en temps de paix, on invente de nouvelles armes. Un chercheur m'a dit qu'il y avait, à son avis, une relation étroite entre la guerre des Malouines, celle du Golfe et celle de la Bosnie : elles ont servi et servent à entretenir et à inventer de nouvelles formes de guerre. Si l'équivalent des 500 000 personnes impliquées dans la guerre du Golfe avait été utilisé pour combattre le manque d'eau dans le Sahel, des réponses scientifiques auraient été trouvées.



Des efforts en faveur des chercheurs indépendants doivent être déployés, avec des politiques favorables aux chercheurs du Sud. Il faut davantage de modestie de la part des chercheurs du Nord impliqués dans la recherche internationale. La grande mode est aux évaluations, alors que la plupart d'entre elles ne servent strictement à rien et sont, de plus, une insulte à l'intelligence. Par contre, des évaluations sur les objectifs réels de développement des sociétés sont, elles, absolument nécessaires.

Enfin, il faut réfléchir à la manière de mettre en place des structures civiles internationales indépendantes dans les domaines de la culture, de l'économie et des

sciences. Car ce qui se développe sur le plan international, ce sont des structures militaires et économiques extrêmement puissantes. Les structures civiles sont minimes, les Nations-Unies ont un pouvoir restreint. Il faut organiser une évaluation par les populations sur la signification des recherches et leur utilité pour ces mêmes populations.

Ettore GELPI

Responsable de l'éducation permanente à l'UNESCO

Ettore Gelpi a écrit, entre autres, «*Conciencè terrienne : recherche et formation*», Ed. Mc Coll, Florence, 1992.

RADIOACTIVITE LES FAIBLES DOSES

Hors-série n°5 Coédition Silence / Le Monde Libertaire

Au sommaire : les conséquences biologiques des faibles doses, les connaissances actuelles, les études réalisées, les risques, le rayonnement médical, les restes de Tchernobyl, les risques d'accident majeur, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le prix d'un cancer, le tabac, la législation française et les risques de modification, la pétition de la CRII-Rad, les dysfonctionnements du SCPRI et une bibliographie.

Rédaction : Coordonnée par Perline
60 pages - format 21 x 29,7 cm
Nombreuses illustrations

Bon de commande page 39



ENTRE MYTHE CONSERVATEUR ET UTOPIE CONSTRUCTIVE

SORTIR DU PROGRES ?

Difficile, car la multiplicité des approches, et des enjeux, autour du "progrès" pouvait faire partir la discussion dans tous les sens. Resituer l'histoire du progrès dans l'héritage des Lumières est non seulement un enjeu philosophique, mais a des implications politiques actuelles. Vouloir chercher à per-

risque existait donc de répéter des discussions déjà anciennes et de ressasser des idées qui, nouvelles pour certains, sont des redites pour d'autres. La première partie de la journée a, de ce point de vue, permis les mises au point nécessaires à l'intérêt du débat.

Ces risques ont été, dans l'ensemble, maîtrisés, et ont sub-

Faut-il revisiter la notion de progrès ? Les pages qui précèdent montrent que si le débat a bien eu lieu lors de la journée du 8 mai 1993, s'il a été très fourni, il a aussi été difficile.

cer les implicites idéologiques des promoteurs de l'appel de Heidelberg a une portée plus générale sur la fonction de la science, à l'heure où le libéralisme règne sans partage.

On peut approcher la notion de progrès à des niveaux historique, philosophique, politique comme à celui des pratiques sociales. Les discussions qui ont eu lieu le 8 mai 1993 recourent donc inévitablement des débats voisins, qui se sont déroulés en d'autres lieux, et avec des finalités les plus diverses. En dehors de quelques obstinés, bardés dans leurs certitudes, revisiter la notion de progrès est une volonté très partagée. Le

sisté les bons côtés de cette multiplicité d'approches :

- Discuter autour du progrès, une notion transversale, a permis de ne pas trop se laisser enfermer dans des catégorisations purement universitaires et disciplinaires.

- Faire se rencontrer spécialistes de diverses formations, et surtout, spécialistes et praticiens des relations science/développement, sans tomber dans le dialogue de sourds ou la juxtaposition de discours incommensurables. Avec la particularité que les quatre mouvements organisateurs de cette journée sont à la charnière entre ces deux catégories.

Du foisonnement des sujets abordés dans les pages qui précèdent, on peut sans doute extraire plusieurs pistes de réflexion, pas forcément originales, mais utiles pour une indispensable poursuite de la discussion.

1- Revisiter la notion de progrès (bis)

La "déconstruction" de cette notion, opérée dans plusieurs interventions, a encore besoin d'être approfondie. En particulier, si le contexte idéologique et politique qui provoque la mise en cause du progrès a été largement abordé, le rôle des groupes et mouvements sociaux dans cette remise en cause l'a moins été, de même que leurs racines culturelles (souvent en dehors des pays occidentaux), et les représentations de la science et du progrès qui sous-tendent la critique du progrès.

Le progrès reste-t-il une notion occidentale, liée à une conception de l'histoire ? Les pré-supposés qui sont à la base de l'appel de Heidelberg iraient dans le sens d'une telle analyse. Inversement, c'est aussi le point de départ, dans des pays du Sud, de nombreux courants critiques vis-à-vis du "progrès". Mais il faut avoir conscience que souvent encore, "la science au service du progrès" témoigne d'une articulation traditionnelle entre science/progrès/développement, tout en cherchant à développer une science adaptée à d'autres objectifs sociaux et politiques. Au cours de cette journée, plusieurs interventions concernant le développement dans le Tiers-Monde, se situaient dans ce cadre.

Il importe aussi de voir ce qui peut être sauvé dans la notion de progrès, pour "reconstruire", ce qui est souhaité dans plusieurs interventions, quelque chose qui joue un même rôle d'utopie constructive : séparer progrès et croissance, parler de progrès humain, etc. La notion de "développement durable" a été proposée (Benjamin Dessus) pour remplacer le progrès comme utopie constructive. Un échange standard n'est pas



Usine Dassault de Mérignac : *si le progrès est sensible dans le domaine des armes, du côté social, il est beaucoup plus diffus* (photo Dassault Aviation)

satisfaisant, et plusieurs interventions ont insisté sur la nécessité de mieux cerner le contenu théorique pour servir de base à la notion de "développement durable". Peut-il y avoir une action politique, des initiatives de citoyens, sans une référence à de telles utopies ? Les critiques du progrès comme mythe (Michel Benasayag) et comme téléologie n'en suppriment pas l'utilité (Martine Rémond-Gouiloux).

2- Science et progrès

Il s'agit de poursuivre une réflexion plus historique et philosophique, engagée par des interventions comme celles de Dominique Lecourt et Jean-Marc Levy-Leblond, sur la manière dont la notion de progrès a été fondée sur des conceptions de la science, aujourd'hui caduques. Inversement, par effet de boucle, le progrès, essentiellement sous sa dimension cumulative, a servi à justifier un certain type de développe-

ment de la science : tout ce qui peut contribuer à augmenter le patrimoine de connaissances est, par nature, bon à prendre. Or, le progrès scientifique lui-même est en crise (Jean-Marc Levy-Leblond).

Cela permet de mieux comprendre les différents glissements qui aboutissent à un appel comme celui de Heidelberg. On passe du "tout ce qui peut être connu" doit l'être au "tout ce qui peut être construit doit l'être" (glissement techniciste), puis au "tout ce qui peut être produit doit l'être" (glissement industrialiste) et enfin au "tout ce qui peut être vendu doit l'être" (la marchandisation du monde).

Certaines idées abordées sont à approfondir, en mesurant les implications : l'autonomie de la connaissance aujourd'hui ; les temps différents de la science ; de la technique, et de la politique (Philippe Lazar) ; la déperdition des savoirs scientifiques (Jean-Marc Levy-Leblond) ; la redécouverte des savoirs non-occidentaux oubliés (Nicole Mathieu), et leur

préservation (Alain Ruellan propose d'en faire un inventaire), etc. Savoir d'où on parle, et connaître les implicites mobilisés, peut permettre d'évacuer quelques faux-débats.

3- Science et démocratie

C'est un thème récurrent dans plusieurs interventions, à partir de la constatation faite par Jean-Marc Levy-Leblond que progrès scientifique et développement démocratique ne sont plus en adéquation, contrairement au temps des Lumières. Comment se décident les orientations de recherche, quels sont les moyens pour les citoyens d'intervenir sur ces orientations, comment faire prendre en compte dans les choix de recherche des enjeux, et des logiques, souvent externes à la logique propre de la connaissance (telle qu'elle fonctionne dans les sociétés actuelles), en particulier tout ce qui ressort des questions environnement et développement ?

L'idée de base, présente dans plusieurs interventions, est de reconnaître que la définition des orientations de recherche procède avant tout d'un système complexe de négociations sociales. Ce qui est donner une place à la logique propre de la production des connaissances, telle qu'elle est socialement portée par les scientifiques, mais s'oppose à l'idée d'une rationalité des choix scientifiques dont l'élite savante serait la seule garante (Martine Barrère). En même temps, c'est revendiquer un rôle légitime pour d'autres logiques, d'autres intérêts sociaux. En corollaire, une exigence fondamentale est la demande que soit développé un espace public et ouvert pour de telles négociations.

Approfondir la place des chercheurs dans ces négociations débouche sur l'analyse du groupe social qu'ils constituent, et pose le problème de l'ambiguïté (qu'elle soit revendiquée comme telle, ou niée) de leur rôle, en tant que chercheur et citoyen. Est-ce un appui ou un obstacle pour la démocratie ?

Il faudrait aussi approfondir dans ce cadre les spécificités du modèle français du "savant-citoyen", dont les origines remontent à la Révolution française. Ce modèle s'est renouvelé, et a particulièrement été développé dans les années 1930 (Langevin).

Cet héritage, renforcé par la représentation par les intellec-

tuels français de leur rôle dans la société, est toujours fortement présent, surtout quand le progrès est en discussion. Mais, curieusement, il s'est traduit par des normes particulièrement corporatistes d'organisation de la communauté scientifique (spécialement visibles dans l'appel de Heidelberg ou plus récemment dans les pétitions de médecins pour les Dr Allain et Garetta, mais aussi présentes dans le poids des syndicats), et la marginalité de mouvements qui seraient l'analogue de la British Society for Social Responsibility in Science, ou l'Union of Concerned Scientists aux Etats-Unis.

C'est de cet héritage que provient notamment l'identification entre progrès scientifique et progrès social. Nicole Mathieu propose de faire un travail de déliaison entre ces deux progrès. Mais que reconstruire ?

4- L'expertise

La convocation de la science et des scientifiques comme "conseillers du prince" dans les décisions politiques n'est pas un phénomène récent. Mais l'ampleur, et surtout la nature, de leur rôle d'experts est un phénomène plus récent.

Au contenu scientifique et technique de nombreuses décisions à prendre, s'ajoute la question des

incertitudes existantes sur de nombreuses questions, notamment en matière d'environnement.

Comment traduire les doutes scientifiques quand il faut prendre des décisions politiques ? Jusqu'à quel point est-il possible de démêler la science du politique ? Comment rendre lisibles pour l'opinion ces imbrications ? Quelles sont les implications de la sortie des scientifiques de leur champ traditionnel de compétences (Philippe Lazar) ? Quels accès les mouvements sociaux peuvent avoir pour des contre-expertises (Pitch Bloch) ? Toutes ces questions, qui touchent à une extension du rôle social des scientifiques, ont été abordées dans plusieurs interventions, notamment celle de Philippe Roqueplo, qui insiste sur la nécessité de définir des lieux d'articulation entre stratégies politiques et connaissances disponibles. Comme précédemment, est posée la question d'un espace public de négociations, et de sa transparence. Un débat encore à approfondir.

Le développement des expertises a aussi des conséquences importantes sur les problèmes de droit (Martine Rémond-Gouiloux) : peut-on légiférer sur la science, ou, inversement, au nom de la science ? Le développement des connaissances lui-même fait apparaître de nouveaux risques, jusque là cachés : voir le problème de l'amiante. Ces questions ont été abordées, sans que le temps ait existé pour les approfondir lors de cette journée d'études.

On peut rattacher en partie à cette question, les relations entre science et éthique, elles aussi présentes dans la discussion. Mais cela renvoie à une autre question plus fondamentale : peut-on fonder une éthique sur la science ?

5- Science, progrès, et Tiers-Monde

Les 4 pistes de réflexion précédentes se retrouvent dans ce dernier problème : quelle science, pour quel progrès, dans le Tiers-Monde ? Y a-t-il une articulation spécifique entre science, progrès et développement dans le Tiers-

Hors-série n°4 de Silence - 2ème édition réactualisée

Sans nucléaire, point de salut ? En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'éviter ainsi, de remplacer les centrales nucléaires qui arriveront en fin de course d'ici quelques années.

Au sommaire : le bois, le biogaz, les éoliennes, le mur Trombe, le plancher solaire direct, les séchoirs, la maison bioclimatique, les photopiles, les voitures solaires, la cuisson solaire...

Rédaction coordonnée par Michel Bernard,
56 pages, 30 F (+10 F de port)
Nombreuses illustrations

Bon de commande page 39



Monde ? Questions qui ne pouvaient trouver de réponses dans les discussions du 8 mai, mais sous-jacentes dans nombre d'interventions.

La "science pour le développement" s'est située dans la continuité des politiques coloniales de "mise en valeur" initiées dans les différents empires après la première guerre mondiale et parfois appuyées sur une représentation idéologique de la "mission civilisatrice" de l'Occident. C'est un héritage qu'il faut garder à l'esprit, pour éviter de reproduire le même type de relations de dépendance, même si la science et la technique sont souvent considérées comme la part positive de l'héritage colonial dans nombre de pays du Tiers-Monde.

Comment s'opposer au développement scientifique et technique tel qu'il est déterminé aujourd'hui par la mondialisation du libéralisme économique ? A cette question du type "contre-hégémonie", et une autre du type "alternatif", le débat reste ouvert, et toutes les positions intermédiaires existent. La première approche est en partie l'héritage de la "science pour le développement" tandis que la seconde s'attaque au cœur même du statut de la science dans les sociétés occidentales, et offre une part plus grande aux savoirs locaux.

Les discussions ont cependant permis d'aborder plusieurs questions très concrètes : l'accessibilité aux connaissances scientifiques (qui constituent un patrimoine mondial) par les chercheurs du Tiers-Monde (Alain Ruellan) ; le rôle des ONG du Nord comme au Sud, dans la définition des priorités de recherche pour répondre aux enjeux environnement-développement ; la localisation des centres de décisions, et la primauté dans les orientations de recherches ; l'importance de l'origine géographique des demandes d'expertises (Philippe Lazar) ; le rôle des scientifiques du Tiers-Monde travaillant dans les pays développés ; le "retour des cerveaux" ; la nécessité d'une approche symétrique : s'intéresser



Relations Nord-Sud : *si le progrès technique peut atteindre les contrées les plus reculées... c'est d'abord affaire de gros, sous. Quant au progrès social, qui s'intéresse à lui ?*

au problème du développement au Nord pour pouvoir parler du développement au Sud (Martine Barrère), etc. Ce ne sont pas les seules questions concrètes qui doivent être soulevées, par delà la réflexion générale, et qu'il paraît donc utile d'approfondir.

Des portes ont été entrouvertes lors de la journée du 8 mai 1993. Le débat est à poursuivre.

Patrick PETITJEAN

Physicien, membre du SNCS, syndicat national des chercheurs scientifiques

PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

Hors-série n°2 de la revue Silence

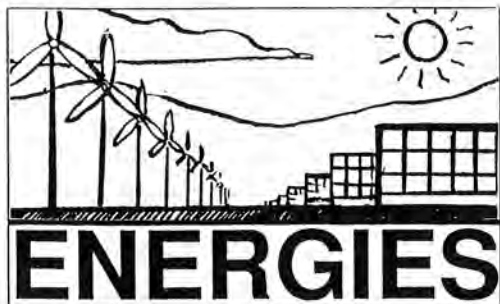
Au sommaire :

L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

Rédaction : Michel Bernard J.M. Fardeau et B. Delpuech.

Bon de commande page 39





AMSTERDAM : CONFERENCE EUROPEENNE SUR L'ENERGIE SOLAIRE

La douzième conférence européenne sur l'énergie solaire, organisée par l'Union Européenne, a réuni 1500 scientifiques, ingénieurs et hommes politiques, durant une semaine, du 7 au 15 avril, à Amsterdam. Les congressistes ont lancé un appel aux 65 pays représentés pour que l'énergie solaire bénéficie de crédits et d'applications rapidement. Aujourd'hui, le solaire ne produit que 0,03 % de

l'électricité et ne devrait en produire, au rythme actuel, que 1 % en 2010. Le développement des technologies devrait rapidement faire baisser les coûts.

Le congrès a également mis en avant l'excellent investissement que représente le solaire pour les pays en voie de développement où n'existe pas de réseau électrique. Le prix «Augustin Mouchot 1994», du nom de l'inventeur au XIXème siècle d'une société industrielle fonctionnant à l'énergie solaire, a été remis à deux lauréats : Bruno Topel (Brésil) qui a géré l'unique entreprise photovoltaïque de l'hé-

misphère sud et développant l'électrification au Brésil, et Arnold Goldman (Israël) qui a permis la réalisation aux Etats-Unis de neuf centrales solaires connectées au réseau américain et générant au total 354 MW. (source AFP 21 avril 94)

ARDECHE : HABITAT, ENERGIES RENOUVELABLES, AUTOCONSTRUCTION

Pour la troisième année consécutive, l'association Arc en Ciel organise un stage autour des thèmes de l'habitat, des énergies renouvelables et de l'autoconstruction, du 8 au 13 août, à Malarces sur la Thines, au sud de l'Ardèche. Présentation des types de maisons économes, du choix des matériaux, des apports solaires possibles, etc... Vidéos, diaporamas, documentations... Renseignements : Patrick Decerf, Espace Arc en Ciel, 07140 Malarces/Thines, tél : 75 39 45 33.

LES FRANCAIS PRETS A PASSER AUX ENERGIES RENOUVELABLES

Un nouveau sondage EDF a été publié dans le Figaro du 30 mars 94. 71 % des Français estiment qu'il ne faut plus construire de centrales mais continuer à utiliser les centrales existantes, 5 % sont pour tout arrêter tout de suite, 11 % sont pour construire de nouvelles centrales. Les Français pensent que la recherche doit porter prioritairement sur le solaire (50 %) plutôt que sur le nucléaire (7%) car le solaire est le moins nuisible à l'environnement (64 %) contre le nucléaire (3 % quand même !). 33 % pensent que le solaire est meilleur marché contre 12 % pour le nucléaire. A quand un débat sur l'énergie ?

Tous les mois, dans la rubrique «énergies», une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie. Cette fiche est extraite du livre «Le nucléaire détrôné» que l'on peut commander à Silence contre 30 F (+ 11,50 F de port)



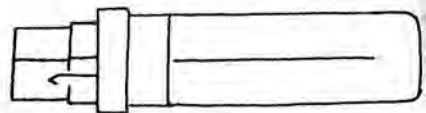
DEPUIS cent ans, nous utilisons pour nous éclairer des ampoules à incandescence, où la lumière est produite par un filament dans lequel passe l'électricité. La lampe fluo-compacte, elle, fonctionne par l'excitation d'un gaz. Elle consomme cinq fois moins et dure cinq fois plus que les ampoules traditionnelles.

Les dernières générations de lampes fluo-compactes ont une base séparée du tube, ce qui évite de jeter l'électronique d'allumage. Ainsi, ces lampes reviennent moins cher, et ont un bilan écologique

nettement plus intéressant que toutes les autres ampoules. Leur lumière est équivalente à celle des ampoules traditionnelles, et elles s'allument immédiatement. Les ventes mondiales de ces ampoules ont augmenté de 20% par an depuis plusieurs années, soit déjà 13% de part du marché de la lumière. Cela remplace l'équivalent de 7 centrales nucléaires chaque année dans le monde, pour un investissement 20 fois moindre !

Quant aux ampoules halogènes, souvent présentées comme très modernes, elles sont source d'un gaspillage important à

cause de l'éclairage indirect. Elles consomment souvent autant qu'un petit chauffage radiant! De plus, des études scientifiques récentes ont montré leur danger pour l'œil des adultes et surtout des jeunes enfants, et même les risques pour la peau si l'on les utilise au bureau régulièrement.





ENVIRONNEMENT

PETITES PHRASES

«Profonds en moyenne de 4000 m, par rapport aux 6 millions de mètres du rayon de notre petite planète, les océans font figure de flaques d'eau, que déchets industriels ou urbains et marées noires ne cessent de polluer. L'eau potable se raréfie et plus d'un milliard d'individus n'y a pas accès». Jacques-Yves Cousteau, Calypso-log, mai 1994.

RICHESSSE DES POUBELLES

Plus on est riche, plus on gaspille et plus nos poubelles se remplissent. L'institut de statistique de l'Union européenne, Eurostat, a ainsi établi un classement des nations selon leurs poubelles :

Etats-Unis (720 kg par an et par habitant), Finlande (620), Pays-Bas (500), Danemark (480), Norvège (470), Hongrie (460), Luxembourg (450), Suisse (440), Japon (410), Suède (370), Allemagne (350), Italie (350), Grande-Bretagne (350), Belgique (340), Pologne (340), France (330), etc.

(Source : *Courrier International*, du 3 au 9 mars 94)

LONDRES : INDEPENDANTISTES

Ayant épuisé tous les recours pour s'opposer à la destruction de leur quartier menacé par le passage d'une autoroute, 300 habitants d'un quartier de Londres n'ont trouvé d'autre recours que de proclamer leur indépendance et la création d'un nouvel Etat de Wanstonia. Ils ont demandé leur reconnaissance auprès de l'ONU et ont fait une requête pour l'envoi de casques bleus pour s'interposer entre eux et leur voisin britannique. Une démarche originale qui gêne le gou-

vernement et qui a été immédiatement reprise par un autre quartier, lui aussi menacé par un projet d'urbanisme. Le droit à l'autodétermination des peuples étant inscrit dans la charte de l'ONU, la bataille juridique risque d'être longue ! (source : *Réalités de l'Ecologie*, mars 94)

LESSIVES SANS PHOSPHATES : RESTONS VIGILANTS !

Alors que depuis plusieurs années, tout le monde s'accorde pour reconnaître que les phosphates des lessives contribuent à l'eutrophisation des cours d'eau

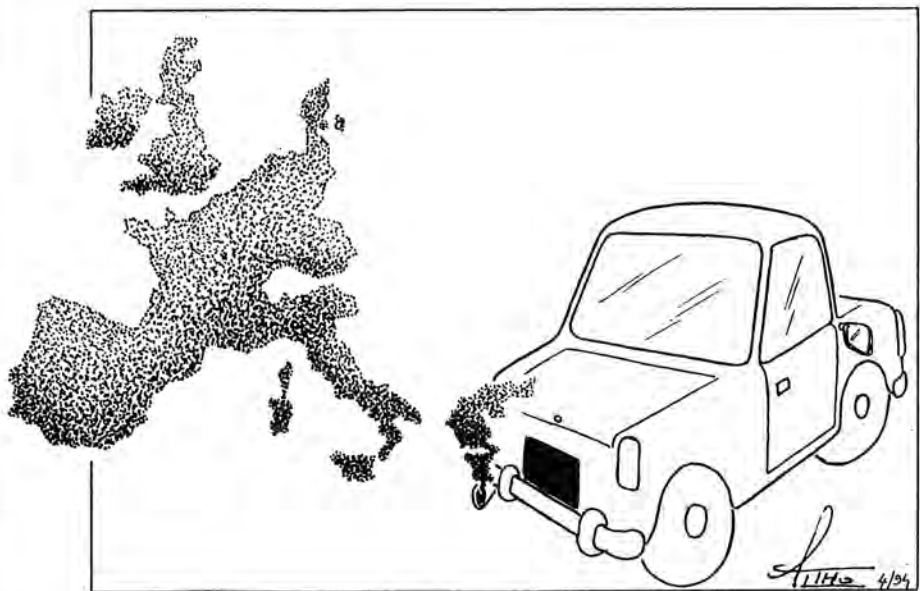
(c'est-à-dire à la destruction des équilibres), il existe encore des lessives qui contiennent des quantités importantes de phosphates. Exemple : la lessive *Supercroix* en contient encore 30 % ! Pour le vérifier, sachez que la composition des lessives doit figurer sur l'emballage... et pour être écolo, choisissez les marques les plus propres possible (*Eco-ver* ou *Léruthan*).

CHASSE : DECATHLON SE RETIRE

La campagne de lettres que nous lançions dans notre numéro d'avril a porté ses fruits : dans une lettre envoyée à nos lecteurs, Bernard Lè, responsable de

EUROPE : LES ARBRES SONT TOUJOURS MALADES

Une étude européenne menée depuis 1986 sur les maladies des forêts provoquées par la pollution atmosphérique (pluies acides) permet de mesurer les disparités entre les pays. Le point de comparaison choisi est le pourcentage d'arbres qui ont perdu plus de 25 % de leur feuillage, toutes espèces confondues. Ainsi, en France, le taux est relativement stable et faible : autour de 8 %. En Allemagne le taux est stable à l'Ouest, environ 16 % ; par contre en forte hausse à l'Est, où le taux est aujourd'hui supérieur à 36 %. En Belgique, le taux est en légère hausse pour atteindre aujourd'hui 17 %. En Suisse, stabilité autour de 16 %. Par contre en Grande-Bretagne, le phénomène tourne à la catastrophe : on est passé de 22 % en 1987 à 58 % en 1992 ! En Tchécoslovaquie aussi, le phénomène est inquiétant : sur la même période, on est passé de 16 % à 41 %. Le Danemark, malgré ses mesures anti-pollution efficaces, est victime des nuages transfrontaliers et le taux est passé de 23 à 29 %. La Suède, elle aussi victime de ses voisins, voit son taux passer de 2 à 16 %. La Pologne voit son taux passer de 5 à 49 %. Les pays du Sud, à l'abri des nuages polluants du Nord, ne sont toutefois pas complètement à l'abri : en Italie, le taux est passé de 1 à 18 %, en Espagne il est stable autour de 13 %, au Portugal, il est passé de 1 à 22 %. S'il apparaît évident que le taux normal est proche de zéro, il y a quand même un taux d'erreurs important dans ces mesures qui proviennent du nombre de stations de comptage, des méthodes d'entretien de la forêt (si les arbres malades sont abattus), etc... Ce qui est sûr, c'est que la forêt reste globalement atteinte et que dans l'ensemble, il y a plutôt une aggravation de la situation. (source *Acid News*, décembre 93)



Décathlon Voyages, «s'engage personnellement à ce que Décathlon Voyages ne propose plus de voyages de chasse à l'étranger». Dont acte.

GESTION DE LA FORET : STAGES DE FORMATION

Le Réseau Forêt de France Nature Environnement, avec le concours du Ministère de l'agriculture, organise deux stages de for-

mation sur la prise en compte de l'environnement dans la foresterie : «Sylviculture et conservation de la biodiversité» (7 et 8 juillet 94 près d'Orléans) et «la conservation et la gestion des forêts tropicales : quel rôle pour la France ?» (8 et 9 septembre à Montpellier).

Programme complet et inscriptions : Philippe Pointereau, Réseau Forêt, France Nature Environnement, 40 rue Beau Site, 31500 Toulouse, tél : 61 59 56 16.

AUTOMOBILE : LES HUILES DE VIDANGE POLLUENT

La voiture tue par les accidents, la voiture tue par la pollution de l'air... mais pollue aussi les nappes phréatiques. Chaque année, en Europe, la voiture consomme 4,5 millions de litres d'huile... dont 800 000 litres sont rejetés sans aucun traitement ! (source : La Stampa, repris dans le Courrier International du 5 mai 94)

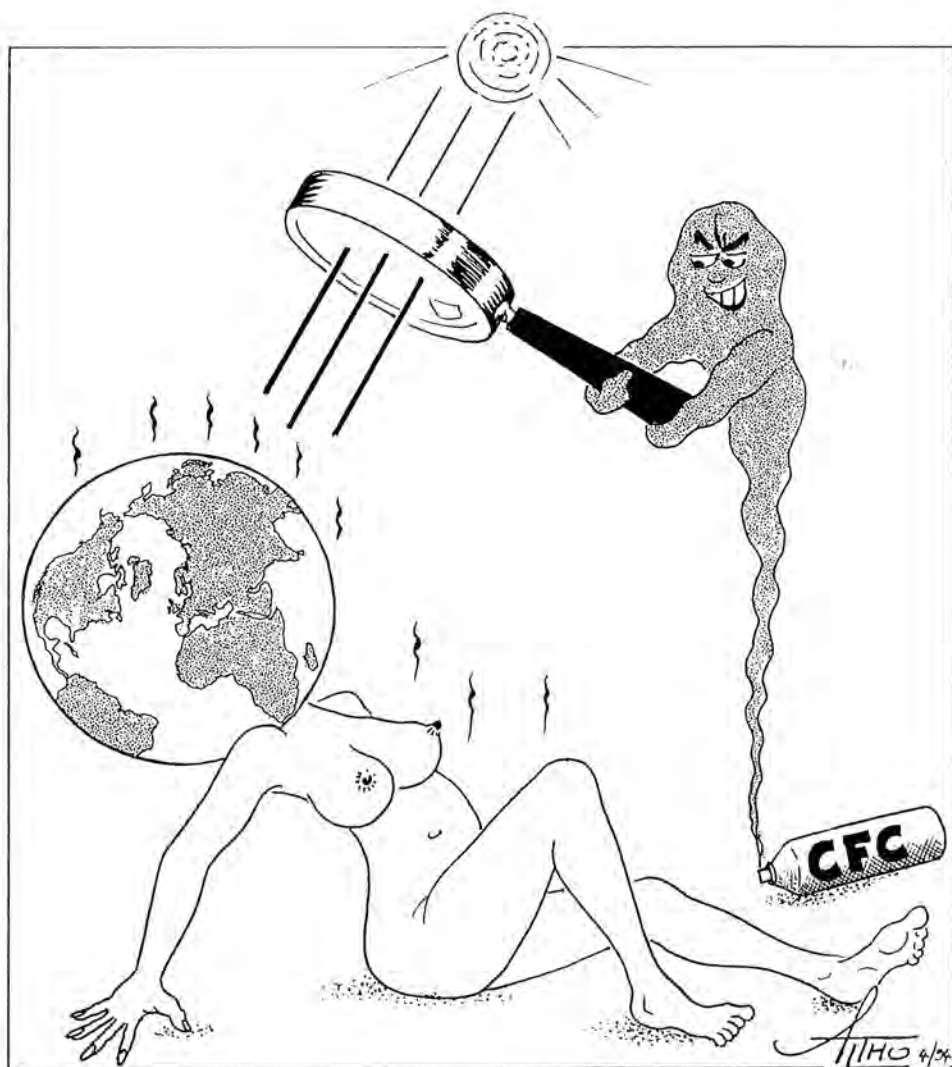
GUYANE : POLLUTIONS AUX HYDROCARBURES

Les technocrates ont du mal à s'adapter au climat tropical de la Guyane. Le principal moyen de production d'électricité de la région restant les centrales au fuel, EDF a constitué des réservoirs d'hydrocarbures. Quatre bacs avaient été installés à Maripasoula. Le 17 janvier, les soudures de l'un ont cédé et 40 000 litres se sont répandus sur le sol. Le 26 janvier, une deuxième cuve a éclaté à son tour. Début février une fuite importante s'est déclarée sur une troisième cuve... soit au total 100 000 litres répandus. Un litre d'hydrocarbure suffisant à polluer la nappe phréatique sur un hectare, on peut craindre que, malgré l'intervention de la légion étrangère, une partie des villages environnants ne soient privés d'eau potable. Ce n'est pas la première erreur de conception que fait EDF en Guyane. Le barrage de Petit Saut, qui vient d'être mis en eau, est-il exempt d'erreurs de ce genre ? (source *Pou d'Agouti*, mars 94)

OZONE : STABILISATION DU TROU ?

Selon l'organisation météorologique mondiale, la situation de la couche d'ozone au-dessus de l'Europe s'est un peu améliorée ce printemps après le record de déperdition observé en septembre et octobre 1993. Mais l'on reste de 10 % en-dessous des moyennes des années 70. En Amérique du Nord, la teneur en ozone est remontée à seulement 2 à 4 % en-dessous de la moyenne. Selon l'OMM, ces chiffres montrent surtout la fragilité de la situation et il est impossible de prévoir une évolution future tant que l'on n'aura pas complètement renoncé aux CFC, suspectés de détruire l'ozone et dont la production devrait être totalement interdite d'ici 1996.

Dans l'hémisphère Sud, les stations météorologiques brésiliennes ont enregistré des baisses de 15 à 20 % au dessus du Sud du pays pendant le printemps austral (fin de l'année 93). C'est la deuxième année que l'on observe une remontée du «trou» au-dessus du Brésil. Ces chiffres sont du même ordre que lors du printemps 92. (source AFP 28/04/94 et Le Figaro 2/05/94)



LYON : METRO PERFORMANT

Après des années de réglages, le métro automatique développé sur la quatrième ligne lyonnaise donne entière satisfaction avec 98 % de fonctionnement sans panne. Pour ceux qui continuent à rouler en voiture, n'avancez plus comme argument le temps d'attente. Sur cette ligne, le temps entre deux rames n'est que de deux minutes et passera à 1mn45 en septembre 1994.

VALLEE D'ASPE : OUSPON EN A MARRE !

Ouspon en a marre est un petit livre pour enfants expliquant la menace qui pèse sur les derniers ours des Pyrénées. Il est diffusé en soutien aux opposants au projet du tunnel du Somport. On peut se le procurer en envoyant un chèque de soutien à : CSAVA, la Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 59 34 78 83.

BARRAGES DE LA LOIRE : NON A NAUSSAC 2, NON A CHAMBONCHARD

Le 4 janvier 94, le gouvernement remettait profondément en cause le programme de l'Epala (établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents) abandonnant deux des grands barrages prévus sur la Loire. En admettant le principe de la construction des ouvrages de Naussac 2 et de Chambonchard, le plan «Loire grandeur nature» de Michel Barnier n'est cependant pas allé au bout de la logique de changement indispensable.

En mai 1994 s'est déroulée l'enquête publique pour le barrage de Naussac 2 et dans la logique des choses, on s'attend maintenant à la même enquête pour le barrage de Chambonchard. Cette démarche montre à l'évidence que l'annonce de l'abandon du barrage de Serre de la Fare, le plus contesté, n'avait qu'un seul but : démobiliser le public pour mieux faire passer les autres barrages.

C'est pourquoi une nouvelle mobilisation est nécessaire sur l'ensemble du bassin de la Loire et de ses affluents. Pendant l'été, SOS Loire Vivante va donc poursuivre ses présences sur les lieux touristiques. Si le camp a été levé à Serre de la Fare, des achats de terrain sont maintenant projetés sur le site de Chambonchard avant que ne tombe l'enquête publique pour bloquer le projet. Pour se tenir au courant, pour participer financièrement : SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tél : 71 05 57 88.

AVEYRON : VIADUC PHARAONIQUE

Pour traverser la vallée du Tarn à hauteur de Millau, la future autoroute A75 de Clermont-Ferrand à Béziers devrait emprunter un viaduc géant : 2 450 mètres de long, une chaussée à 270 mètres de haut avec des piliers qui atteignent 300 mètres de haut... soit la hauteur de la tour Eiffel ! Coût estimé : 2,3 milliards de francs. L'utilité de cet ouvrage : aucune, sinon battre le record du monde dans le domaine ! Jacques Barthélémy, responsable de la Fédération de protection de la nature des Grands Causses, a bien résumé la situation : « L'A75 est faite

pour le lobby des poids lourds et uniquement pour délester la vallée du Rhône. Evidemment, une fois de plus, la loi qui prévoit que tout aménagement routier soit soumis à une étude contradictoire comme avec le rail n'a pas été appliquée.

STRASBOURG : INCINERATEUR DANGEREUX

Kehl, ville allemande voisine de Strasbourg, est sous les vents dominants de l'incinérateur de Strasbourg. Une étude réalisée par l'association de médecins «Arzte Initiative» sur le lait des mères allaitantes de Kehl montre la présence dans ce

lait de dioxine, de furanes et de PCB, des produits reconnus comme particulièrement dangereux. Ces polluants seraient à l'origine de maladies et susceptibles d'augmenter le nombre de malformations à la naissance. Si l'incinérateur est accusé, c'est d'abord en raison de sa vétusté : les dioxines résultent de combustions incomplètes. Elles proviennent de la combustion des bouteilles en plastique PVC qui représentent 10 % du volume des ordures ménagères. En 1993, le préfet a bien décidé d'installer un laveur de fumée, ce qui devrait permettre à l'incinérateur d'être aux nouvelles normes qui seront en vigueur en 1996. Du côté français, il a bien été mis en place un «comité de pilotage d'une étude épidémiologique» en 1993, mais ce comité n'a été qu'un coup médiatique et il ne fonctionne pas. (source News d'III, février 94)

CLERMONT-FERRAND : LE MONDE DES FOURMIS

La Maison de l'innovation de Clermont-Ferrand organise du 27 mai au 28 octobre une exposition sur le monde des fourmis comprenant 40 panneaux d'information et 5 élevages de fourmis vivantes. Renseignements : Maison de l'innovation, 23, place Delille, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 73 91 00 40.

DEUX-SEVRES ACTION CONTRE LES NITRATES

Dans le sud des Deux-Sèvres, le taux de nitrates au robinet atteint 65 mg au litre alors que la limite autorisée est de 50 mg par litre. De nombreux consommateurs ont choisi de consommer de l'eau minérale et cela coûte cher. Pour protester contre cette situation, le 26 novembre dernier, à l'appel de deux conseillers généraux et d'associations écologistes et de consommateurs, une délégation a déposé 4 000 bouteilles de plastique vides dans la cour de la préfecture pour demander une amélioration de la distribution de l'eau. Par ailleurs, ces mêmes associations demandent aux usagers d'ajouter quelques francs supplémentaires à leur règlement de facture d'eau en précisant que l'on souhaite pouvoir disposer d'une eau buvable. Cette majoration ayant pour but de créer des problèmes administratifs. (Source : l'Impatient, janvier 1994)

AUTOROUTE GRENOBLE-SISTERON : RESEAU D'URGENCE

Plus de 500 personnes ont déjà rejoint le «réseau d'urgence» pour s'interposer physiquement en cas de début des travaux du tronçon Varcès-Col de Fau de l'autoroute Grenoble-Sisteron. Un premier test a consisté à bloquer le 13 avril dernier un forage à la sortie sud de Varcès. 120 personnes ont su se mobiliser en moins de 24 h, bloquant le chantier avec succès. Onze communes et huit associations ont par ailleurs intenté un recours devant le conseil d'Etat, le 21 avril dernier, pour faire casser l'autorisation de ces travaux. Renseignements : FRAPNA, 3 place Bir-Hakelm, 38000 Grenoble.

NON AU GASPILLAGE RECYCLONS !

L'autocollant *Non au gaspillage : recyclons !* est toujours disponible à 5 F. l'ex. ou 2 F. par 50 ex. et plus à : Les Verts Nord-Littoral, 27 rue des Poilus 59240 Dunkerque.



SOMPORT

L'ETE POUR UNE VICTOIRE

Même s'il est encore trop tôt pour crier victoire, le Rassemblement du 22 mai sera sans aucun doute une étape décisive vers la

bonne condition pour entamer la marche qui était prévue en descendant la vallée, vers les Forges d'Abel, lieu hautement stratégique et plus que symbolique, puisque

Après la réussite du rassemblement du 22 mai, l'été doit permettre de bloquer définitivement la chantier.

victoire tant attendue : a savoir l'arrêt définitif des travaux de l'axe E7 en vallée d'Aspe, la paix et la tranquillité pour ce paradis montagnard.

10 000 personnes ! (si l'on se fie aux chiffres de la gendarmerie qui a recensé par hélicoptère quelque 50 bus et 2 000 voitures, faites le calcul) Vous entendez bien, nous étions 10 000 venus de toute la France, et d'ailleurs, pour crier ensemble un grand NON. Non aux camions, non à l'autoroute, non au bétonnage, et surtout, ce qui constitue la clef de voûte de toutes ces nuisances, NON au tunnel du Somport ! Ce non s'accompagnait inévitablement d'un OUI global à la vie en vallée d'Aspe, pour le tourisme vert, la préservation des sites et de la nature...

A partir de midi, c'est au col du Somport que tout le monde s'est réuni pour un pique nique géant, histoire de se mettre en

c'est là que se trouve le début du chantier du tunnel, sous haute surveillance toute l'année. Pour l'occasion, pas moins de trois compagnies de gendarmes mobiles avaient été déferées sur place pour le protéger, ce qui correspond environ à 400 hommes.

Col du Somport : des milliers de manifestants venus de toute l'Europe
(photo Michel Baarsch)



Après quelques prises de parole, la marche s'est lentement déroulée sur la petite nationale, déployant au grand jour, dans une ambiance très gaie, les multiples banderoles et pancartes. Associations de défense de la nature, partis politiques, syndicats, comités Somport et tous les manifestants ont mis deux heures pour atteindre, en musique, le plateau de Peyrenère où, à la surprise générale, le collectif d'associations, responsable de l'organisation sur place de la manifestation, appelait à se dissoluer. Cette décision de dernière minute (depuis plusieurs mois, la marche était annoncée jusqu'aux Forges d'Abel) a créé une grande frustration parmi les manifestants, venus parfois de très loin, invités à plier bagage après 3 km de balade. Sans vouloir faire de polémique, il aurait été préférable que le collectif invite les manifestants à prendre leurs propres responsabilités, plutôt que d'empêcher par la force, comme il l'a fait, ceux qui voulaient continuer la marche. Après quelques bousculades, et pas mal d'hésitations, quelques milliers se sont dirigés vers le chantier.

Une fois arrivés sur les lieux, les choses se sont tout de suite précipitées. Très vite, le grillage entourant le chantier a cédé, et quelques centaines de personnes ont envahi le site. Confusion, excitation, certains assis, d'autres avançant vers les mili-

(suite page 24)

(1) Trois personnes ont été arrêtées, puis relâchées. Il y a de fortes chances qu'il y ait des poursuites judiciaires. Les Comités Somport tâcheront de relayer l'information et d'organiser le soutien nécessaire.

(2) Gîte alternatif autogéré au cœur de la Vallée d'Aspe, accueillant les opposants au tunnel. La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, 59 34 78 83

Pas a pas

Ce qui s'est passé ce 22 mai est un grand pas dans la lutte contre le tunnel du Somport. A tous les niveaux, de grandes avancées ont été faites. Ceux qui sont allés jusqu'au bout ont dû briser plusieurs barrières, et de taille.

Première barrière franchie : le Service d'Ordre du collectif, débordé par une grosse partie de la manifestation. Le rôle qu'il a joué cette journée est loin d'être négligeable et mérite d'être discuté, au moins dans les responsabilités qu'il a prises. Tous les comités Somport (une quarantaine) et les organisations et associations qui avaient préparé cette journée pendant des mois, ne pouvaient se contenter de faire 3 km en montagne, et de repartir. La question a se poser dès lors est : pourquoi luttons nous respectivement ? Pour mettre un terme au chantier, ou pour organiser de grandes kermesses champêtres ? Plus grave : lors des prises de parole au col du Somport, le collectif a empêché quiconque d'appeler à se rendre jusqu'au chantier. Eric Petetin a alors refusé de prendre le micro. La CNT, syndicat anarchiste, fortement présente lors de cette manifestation, s'est vu demander de plier banderoles.

Deuxième barrière : la barrière psychologique qui consiste à se rendre tout simplement au chantier, en ayant une idée très vague de ce qui nous y attend. Cette barrière cruciale, c'est la première fois qu'autant de monde l'a franchit.

Le troisième obstacle est, lui, tout à fait matériel : il s'agit du grillage qui nous sépare du lieu stratégique. En quelques minutes, il a cédé.

La dernière barrière, qui a bien failli être enrayée, c'est l'armée. Evidemment, ce sont la force et la violence qui nous ont empêchés de briser cet ultime rempart. Mais une avancée prodigieuse vient d'être faite, et la prochaine fois, on peut espérer aller jusqu'au bout. Car la lutte ne s'arrête pas là. Elle est devenue aussi une lutte contre l'autorité de l'armée et du pouvoir. Contre l'extraordinaire violence que constitue ce chantier dans le quotidien de la vallée. Contre cette autorité qui s'impose par la force et l'intimidation morale.

A.F.



Pour un autre tunnel : les manifestants demandent que l'on rouvre la ligne de chemin de fer fermée en 1970 (voir Silence n°174).

(photo Michel Baarsch)

Il «été» une fois un chantier...

Les perspectives les plus proches, c'est cet été. Les idées ont fleuri ce week end, quant aux actions à mener. Il n'est pas facile pour tout le monde de se rendre souvent dans la vallée d'Aspe, vu la distance. Mais l'été est une période propice et des actions seront menées. C'est maintenant qu'il faut en discuter, d'autant plus que la réaction adoptée par le pouvoir face à la mobilisation est le mépris total, puisque le percement du tunnel a commencé deux semaines avant le 22 mai alors que le conseil d'Etat n'a toujours pas statué sur le recours qui a été déposé et que les fonds européens ont été gelés. Mieux, dès le lendemain du rassemblement, le mardi, les travaux reprenaient sur la route. Dès maintenant, contactez le comité Somport le plus proche de chez vous (voir la liste en encart). La Goutte d'Eau (2) appellera très sûrement à deux rassemblements, les 14 juillet et 15 août. Et si l'on est suffisamment nombreux, et organisé, pourquoi ne pas envisager des actions de blocage de la vallée. Le chantier est un point stratégique, certes, et il est important de montrer, au moins symboliquement, que nous sommes prêts à l'affronter, mais c'est une forteresse aussi, où la force et la violence sont le seul langage possible. Pour rivaliser, il nous reste la ruse : blocage des travaux, vallée morte, occupation durant tout l'été... place à l'imagination! A.F.

taires qui formaient un cordon pour protéger le plus gros du chantier, les choses ont été mises au clair par les forces de l'ordre : jets immédiats de lacrymogènes pour essayer de disperser ceux qui avaient pénétré. C'est alors que la «guerre» a commencé. Difficile de parler en d'autres termes. Un sit-in pacifique s'est improvisé dans une partie basse du chantier. Dans la partie haute, la guérite du gardien a été détruite, et on jetait des pierres sur l'armée. Répression violente du sit-in, matraquage, arrestations...devant tant de violence, difficile voire impossible de rester pacifique. Comment ne pas réagir quand on se prend des tirs tendus de grenades en pleine figure, quand on se fait viser par les grenades détonantes, de type F4, quelle poésie...Les éclats de grenade, les coups, les tirs tendus encore : au résultat, 5 personnes ont été hospitalisées pour se faire recoudre. Une fille a été gravement blessée au visage. Ce déploiement de brutalités a poussé plus de gens à investir le site. C'est alors que débordés, les militaires décidaient de «vider» les lieux : une pluie de grenades offensives, ajoutée à la pluie de l'orage...OK, on n'est pas assez fort pour cette fois, on s'en va, mais on n'est pas venu pour rien.

C'est la première fois, depuis le début de cette lutte, qu'un aussi grand nombre de personnes se rendent directement sur le site, ce qui est une démarche révélatrice d'une détermination plus grande. Jusqu'alors, seulement 400 personnes, au maximum, avaient fait cet effort, c'était le 13 février dernier, la répression avait été sans égale (1). Le début de la victoire, c'est que malgré toute l'intimidation, toute la force développée par l'armée, les opposants sont de plus en plus nombreux, et ne plient pas les bras, et, chose paradoxale, ils se radicalisent en même temps.

Plus radicaux, plus nombreux...jamais la lutte n'a été aussi forte en vallée d'Aspe. C'est pourquoi il faut y croire, la victoire, c'est pour bientôt. C'est pour l'enthousiasme général au retour de ce

week-end qui fait que déjà, on parle d'occuper la vallée tout l'été. Ça en vaut vraiment le coup. Aussi n'hésitez pas à venir cet été en val-

lée d'Aspe...vous aurez du mal à vous en séparer.

Alain FOURNIER

Les comités Somport

Hautes Alpes :

* Claire Désert, 5 bis Route de Grenoble, 05100 Briançon
tél : 92 20 44 14

Ardèche :

* FRAPNA-Ardèche, Le Village, 07200 St-Etienne-Fontbellon, tél : 75 93 41 45

Ariège :

* Comité Ecologique Ariégeois, 09240 Alzen, tél : 61 64 58 05
* Comité des Hauts Plateaux, Centre Les Marmottes, 09460 Artigues, tél : 68 20 40 76

Aude :

* Pierre Girod, 11240 Bellegarde du Razès, tél : 68 69 09 61

Ardennes :

* Alternatives Ecologie Ardennes, 3 av. Ch. Boutet, 08000 Charleville-Mézières, tél : 24 59 22 80

Bouches du Rhône :

* Maison Jean Le Bleu, les Talagards, 13300 Salon de Provence
* FARE SUD, 1 Bd Marcel Parraud, 13760 St Cannat, tél : 42 57 29 31

Cantal :

* Jean Claude Rocher, Salihes, 15800 Thiezac, tél : 71 47 56 63

Charente :

* Maison des Peuples et de la Paix, 6bis rue Marengo, 16000 Angoulême, tél 45 92 48 32

Finistère :

* Attack La Vie, BP 19, 29910 Tréguenc, tél : 98 39 51 82

Haute Garonne :

* Laurent Buquet, 3 rue Aufréry, 31500 Toulouse, tél : 61 80 20 33
* Les Marmottes Insomniaques, rue du Cagire, 31800 Villeneuve de Rivière, tél : 61 89 50 62
* Comité Somport Toulouse, 7 rue des Novans, 31000 Toulouse

Gironde :

* Maison de la Nature, 3 rue Tautzia, 33800 Bordeaux, tél : 56 91 33 65

Hérault :

* Josianne Querelle, Le Pin, 34390 Olargues, tél 67 97 73 44

Landes :

* Stéphane Lagarde, 668 rue H.Boucher, 40000 Mont de Marsan, tél : 58 06 41 73

Loir et Cher :

* ARTUS, BP 50, 41003 Blois Cedex, tél : 54 74 10 10

Loire :

* Comité Somport, 19 chemin des Giraudières, 42170 St-Just-St-Rambert, tél : 77 52 13 88

Haute Loire :

* Comité Somport 43, c/o SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy en Velay, tél : 71 05 57 88

Manche :

* Manche-Nature, Village du Bas, 50200 Brainville, tél : 33 46 04 92

Nord :

* Comité Somport, M.N.E., 23 rue Gosselet, 59000 Lille
* AKT, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul

Puy de Dôme :

* AEDELEC, 19 rue Chabrol, 63200 Riom, tél : 73 64 09 09

Pays Basque :

* Pays Basque Ecologie, BP 39, 64240 Hasparren Cedex, tél : 59 29 47 04

Pyrénées Atlantiques :

* Maison de Pays, M.G. Gonet, 64150 Mourenx, tél : 59 71 53 36
* Collectif Alternatives Pyrénéennes à l'axe E7, BP 310, 64003 Pau, tél : 59 82 96 61

Rhône :

* Comité Somport 69, Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82

Haute Savoie :

* Danielle Buchs, 74250 La Tour, tél : 50 35 91 63

Ile de France :

* Bulle Bleue, 12 rue Pressensé, 75014 Paris, tél : 42 03 07 57

Seine Maritime :

* Christiane Freche, 48 av. G.Bizet, 76380 Canteleu

Tarn :

* Mr Vaisson, 5 rue Florian, 81000 Albi, tél : 63 60 53 47

Tarn et Garonne :

* V. Danis, 1bis Porte du Moustier, 82000 Montauban, tél : 63 63 35 97



PETITES PHRASES

«La logique économique risque de conduire les laboratoires pharmaceutiques à abandonner les recherches en faveur d'un vaccin contre le sida, au profit de médicaments destinés à soigner la maladie (...). Ce sont principalement les pays du tiers-monde qui sont demandeurs d'un vaccin, or ils ne constituent pas les marchés de prédilection des grands laboratoires privés» de Peter Piot, directeur de la recherche et du développement à l'OMS, organisation mondiale de la santé.

Les traitements qui durent des années, qui sont remboursés par la Sécurité Sociale des pays du Nord, c'est beaucoup plus rentable qu'un simple vaccin ! (source Charlie-Hebdo, 11 mai 1994)

EUROPE : RIEN POUR LES MEDECINES ALTERNATIVES

Pour sa dernière séance, l'actuel parlement européen devait parler d'un statut pour les médecines alternatives. Ce rapport présenté par les Verts proposait la mise en place d'un processus d'évaluation de l'efficacité clinique des médecines alternatives, l'organisation de l'enseignement de ces médecines avec des formations de haut niveau sous contrôle universitaire et leur prise en charge par la sécurité sociale. Le texte avait été adopté sans problème par la Commission de l'environnement, de la santé publique et des consommateurs, le lundi 2 mai (27 pour, 4 contre, 1 abstention). Le rapport devait donc être

discuté le 6 mai. Mais les lobbies pharmaceutiques et médicaux représentés au sein du Parlement européen ont réussi, avec l'aide du Pr Schwartzberg, à ce que 52 députés demandent le renvoi du texte... ce qui annule toute la procédure. Le groupe des Verts, fort du soutien de treize associations d'usagers et de plus de 50 000 lettres individuelles collectées en un mois, espère pouvoir représenter ce texte au plus vite. (source : Vert Contact Europe du 14 mai)

PROMOTION DES LAITS MATERNISES INTERDITE

Depuis 1981, l'OMS, organisation mondiale de la santé, a mis en place un code de commercialisation des substituts au lait maternel (ou laits maternisés). Ce code a bien été adopté par 118 pays (exception notable : les Etats-Unis), mais ce texte n'a pas force de loi... ce qui explique qu'aujourd'hui, on trouve dans toutes les maternités des produits pour inciter les mères à ne pas allaiter. Résultat : alors qu'en France 60 % des femmes disent vouloir allaiter,

seules 30 à 35 % le font. Pour poursuivre cette pratique, les firmes ne reculent devant rien : la pratique veut que soit reversé entre 150 F et 300 F par accouchement aux cliniques... soit des budgets de plusieurs dizaines de milliers de francs pour chaque clinique. C'est le développement de cette méthode qui a conduit au boycott de Nestlé (voir numéro 147), celui-ci continuant à procéder ainsi dans les pays du sud où l'allaitement maternel est vital pour le nouveau-né. Une directive européenne a été enfin adoptée sur le sujet et depuis le 10 juin, il est interdit de faire la promotion du lait maternisé. Espérons que la loi sera appliquée. (source Que Choisir ? Juin 94)

LES ETUDES, C'EST LA SANTE

Une étude menée auprès de 30 000 personnes par le centre de recherche et d'étude en économie de la santé, CREDES, révèle qu'après la profession, c'est le niveau d'instruction qui joue le rôle le plus important pour rester en forme. Si le travail, c'est la santé, étudier, c'est la conserver ! (source L'Impatient, juin 1994)

PHOTOS

Pour augmenter son fond documentaire, Silence cherche des photos sur les sujets les plus divers. Vous en possédez ? Envoyez-les nous en indiquant au dos la légende, la date, le nom et l'adresse de l'auteur. Pour chaque photo publiée, un abonnement gratuit de six mois pour une personne de votre choix.



CONSTRUIRE LES SOLIDARITES

Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, organise ses journées d'été dans les Vosges, du 27 au 31 août, autour du thème «construire les solidarités : la démocratie à l'épreuve des exclusions». Au programme : «l'exclusion comme violence» animé par Join-Lambert d'ATD Quart-Monde, une soirée sur le Kosovo, «crise économique et défillement social»

animé par Jacques Muller, «l'infra-violence des cités» animé par Christian Delorme, de la Cimade, une table-ronde sur les expériences de médiations sociales, «dérasons nationalistes et haines ethniques» animé par Claudine Vidal, CNRS, «L'école, facteur d'intégration ou d'exclusion», «acteurs politiques d'une société solidaire» animé par Jean-Marie Muller. Programme complet : MAN, 31 rue de Reuilly, 75012 Paris, tél : (1) 43 79 79 85.

PRISONS : TOUJOURS PLUS

Excepté lors de l'épuration de 1945, il faut remonter à 1852 pour retrouver autant de prisonniers en France qu'aujourd'hui : 58 000. Les 13 000 places créées en 1986 par Albin Chalendon sont déjà insuffisantes puisque l'on ne compte que 50 000 places disponibles. Le nouveau ministre, Pierre Méhaignerie annonce la construction de 4180 places... ce qui ne suffira même pas à régulariser la situation actuelle. Une société qui a de plus en plus de détenus est-elle une société en progrès ? L'Observatoire international des prisons, OIP, vient de publier son rapport 1994 portant sur les droits de l'homme dans les prisons de 33 pays. Ce rapport est disponible en librairie ou par correspondance auprès de : OIP, BP 7083, 69301 Lyon cédex 07, tél : 72 71 83 83.



PETITES PHRASES

«Quand en 1974, plusieurs militants écologistes m'ont demandé d'être leur candidat, ils comprenaient bien que leurs avertissements n'étaient pas pris au sérieux par les partis politiques classiques. C'est pourquoi il est essentiel pour nous de main-

tenir et de développer une écologie politique indépendante, sans laquelle l'économie dominante continuera à compromettre de plus en plus la survie même de l'humanité. Dans le siècle prochain, le politique ne sera pas un «jeu», mais une question de vie ou de mort». René Dumont, préface du «*Livre des Verts*», avril 1994.

CUISINE ELECTORALE CHEZ LES ECOLOS

Si l'on en croit «le journal des Ecolos» (revue humoristique très interne aux Verts), la cuisine électorale de cette année a été particulièrement relevée. Au menu : Noël Mamère (et non Nick Mamère comme l'écrit le journal) est donc passé de GE à Tapie... rejoint par Michel Moreau, récent conseiller général du Jura, anti-Voyenet local. Deux arrivistes bien connus. Plus étonnant, Jean Vautrin, le célèbre écrivain, jusque là membre de GE... se retrouve sur la liste du PC. Djida Tazdaïf, lyonnaise, élue Beur en 1989 sur la liste des Verts, les a quittés après avoir refusé d'appliquer ses engagements (rotation non respectée). Elle a essayé de se recaser chez Tapie mais celui-ci l'a jetée. Elle ne sera plus députée.

Dans les conditions mises par Lalonde pour faire liste commune avec les Verts, il demandait à ne pas siéger dans le groupe Vert (chez les libéraux peut-être, avec Giscard ?). Comme il n'est plus à une connerie près, le

même Lalonde s'est dit prêt à faire liste commune avec Bernard Henri Lévy !

Les régionalistes avaient demandé au moins la 4ème place (synonyme de siège à 5 %) mais cela a été écarté semble-t-il par Yves Cochet... au profit de la SPA. La SPA qui manifestait le 4 juin devant le congrès des chasseurs à St-Tropez. Interview d'une mémé à la télé : «Je suis au Front National et je viens soutenir Brigitte Bardot» Sans commentaires. Mais les Verts craignaient plus de perdre des voix sur une liste animalière style Manovelli («Nouveaux écologistes»). Moralité, il y a eu une liste régionaliste... qui a certainement mordu sur l'électorat écolo. François Degans, de Montpellier, l'un des fondateurs des Verts, longtemps présenté comme l'économiste écolo avant l'arrivée d'Alain Lipietz, appelle à voter pour la liste de De Villiers ! Geneviève Andueza, de Bordeaux, célèbre pour avoir versé un sac de farine sur la tête à Lalonde pour protester

«Toutes les questions ne sont pas écologistes dans leur problématique fondamentale, mais il y a un point de vue écologiste sur toutes les questions politiques». Paul Ricœur, «L'éthique, le politique, l'écologie» dans «*Écologie Politique*, n°8, 1993.

«Qu'est-ce que la civilisation ? C'est la lutte contre la nature». Edouard Balladur, interview dans le *Financial Times*, 31 décembre 1993.

«J'aime les campagnes électorales, j'aime travailler les dossiers, j'aime les débats, j'aime les «bagarres» politiques, j'ai la passion de la politique et je crois fondamentalement aux Verts, seule formation à laquelle j'ai appartenu» de Jean-Louis Vidal, Arles, 1994.



DECES DE JEAN LOUIS VIDAL

Jean-Louis Vidal est décédé dans la nuit du 31 mai au 1er juin emporté par un cancer des poumons.

Ancien animateur d'Amnesty International, fin tacticien politique, il est celui qui a su construire une image autour d'Antoine Waechter de 1986 à 1989 dont il était le directeur de campagne.

Il fut le seul conseiller écologiste élu à la Mairie de Paris en 1989. Après la rotation en 1993, il s'était retiré dans le sud de la France.

PARLEMENT EUROPEEN HIT PARADE

Une enquête a permis d'effectuer le classement des députés européens pendant les cinq ans qui viennent de s'écouler. Les Verts français l'emportent haut-la-main (le pourcentage indique la présence aux séances plénières) :

- 1er : Bruno Boissière (Verts) 98,5 %.
- 2ème Gérard Onesta (Verts) 96,5 %.
- 3ème J.T Nordman (Radical) 95 %.
- 4ème Jean-Pierre Raffin (Verts) 93,5 %
- 5ème Nicole Fontaine (CDS) 93,5 %
- 6ème Marc Reyman (CDS) 91,5 %
- 7ème Didier Anger (Verts) 91,5 %
- 8ème Yvan Blot (FN) 90,5 %
- 9ème Jean-Pierre Cot (PS) 90 %
- 10ème Marie-Anne Isler Béguin (Verts) 89 %

- ...
- 79ème Jean-Louis Borloo (NI) 14 %
- 80ème Laurent Fabius (PS) 10 %
- 81ème Robert Hersant (UDF) 3,5 %

MOUVEMENT HUMANISTE, RESISTANCE VERTE...

On se souvient des tentatives électorales de Bernard Manovelli sous l'étiquette des «nouveaux écologistes». Le mouvement avait appelé au deuxième tour à voter RPR aux dernières législatives. Normal : Bernard Manovelli avait été élu au conseil général des Bouches-du-Rhône sous l'étiquette «Marseille-sécurité». Tout un programme.

Mais ce n'est pas le seul avatar du mouvement écologiste. Ainsi, nos lecteurs se méfieront du «Mouvement humaniste» qui se fait appeler également «Alternatives humaines»... Ce mouvement cache les activités ultra-minoritaires de la secte Silo importée d'Amérique du Sud... et dont les objectifs sont bien obscurs. Autre «infiltration» : le mouvement «Résistance verte» qui publie un quatre pages

«La Feuille verte» qui fait tout simplement de la publicité pour les documents de la «nouvelle droite»... à côté de l'adresse des Verts ! Ils se font aussi appeler «Eco-Action» et ont leur adresse à Pau. Il semble que cela soit les mêmes personnes qui au nom de «Nouvelle résistance» ont réussi à interviewer Eric Pététin de la Vallée d'Aspe pour des articles parus dans la presse d'extrême-droite.

FEMMES TETES DE LISTES

Les femmes vertes ont trusté presque la totalité des têtes de listes vertes pour les élections européennes : Marie-Anne Isler-Béguin (France), Claudia Roth (Allemagne), Nel van Dijk (Pays-Bas), Patricia Mc Kenna (Irlande), Lilli Gyldenkilde (Danemark), Niky Kortwelyessy (Grande-Bretagne), Magda Alvoet (Belgique flamande)... Reste un homme : Paul Lannoye (Belgique wallonne).

IRAK : SOUTIEN AUX KURDES

Enclavés entre l'Iran, la Syrie, la Turquie et l'Irak, les Kurdes essaient d'obtenir la reconnaissance de leur pays. Après des années de répression féroce, l'installation d'observateurs de l'ONU et de l'Union européenne a permis le retour à un calme relatif côté irakien. C'est dans ce cadre-là que les associations de soutien au peuple kurde ont décidé de mettre en place un programme de reconstruction de 4000 villages kurdes bombardés par l'armée irakienne. Une mission d'observation financée par le groupe des Verts au Parlement Européen a permis la mise en place d'un plan d'action «pour un développement soutenable avec le Kurdistan irakien».

Le soutien n'est pas facile car les Kurdes sont victimes d'un double embargo : embargo international contre l'Irak et embargo de l'Irak sur cette région du pays. Il s'agit donc de travailler avec les ressources locales, de récupérer du bois, de concasser les pierres, de fabriquer des briques de terre et de paille (pour cela, l'association recherche des personnes pouvant aider sur place à l'installation d'éoliennes ou de capteurs solaires). Tout cela sans moyens énergétiques car l'électricité n'arrive plus dans la région et le pétrole est vendu à un prix prohibitif. Des opérations ont commencé : déminage des sols agricoles par Handicap International, reconstitution d'un cheptel domestique pour les besoins de l'alimentation, reconstruction d'écoles, plantation de vergers (systématiquement incendiés pendant de longues années), réinstallation de ruches, reconstruction des maisons (du fait de la dépréciation de la monnaie irakienne, une maison ne revient qu'à 5000 F environ).

Pour soutenir cette campagne, vous pouvez prendre contact avec l'Association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde, 4 A rue du Tourne Bride, 27200 Vernon, tél : 32 21 09 74.

COMMANDEZ LES HORS SÉRIE DE L'IMPATIENT

SANTÉ DES FEMMES
De l'adolescence à la ménopause

100 PAGES PRATIQUES



CANCER



VINS ET SANTÉ



UN CADEAU SURPRISE POUR TOUTE COMMANDE DE 2 HORS SÉRIE

BON DE COMMANDE

SANTÉ DES FEMMES 48 F VINS ET SANTÉ 48 F CANCER 48 F

+ Port 4.70 F par hors série

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

À RETOURNER AVEC LE RÉGLEMENT À L'IMPATIENT, 9 rue Saulnier 75009 PARIS

Quelle écologie radicale ? Ecologie sociale et écologie profonde en débat

Nouvelle co-édition
Silence et Atelier de Création Libertaire

Parution Été 1994

Débat entre

Dave Foreman

défenseur de l'écologie profonde et
fondateur du mouvement américain
«Earth First !»

et

Murray Bookchin

défenseur de l'écologie sociale,
fondateur de l'Institut pour une Ecologie
Sociale aux USA

Livre préfacé

par Alain-Claude Galtié
et par Jacques Grinevald

70 F (+ 15 F de port)

LA PRESSE DIFFERENTE

Vous êtes nombreux à nous demander d'où nous viennent nos informations. Outre la presse classique, voici les principales revues que nous recevons à Silence. La plupart peuvent être consultées au local en semaine. Si vous désirez un numéro spécimen, vous pouvez leur écrire en indiquant que vous avez relevé l'adresse dans Silence.

A titre indicatif, nous vous mettons ce code devant les journaux : * (revue plus petite que Silence) ** (revue de même importance que Silence) *** (revue de plus grand tirage que Silence, généralement en kiosque) \$ (revue institutionnelle)

- **ACRONIQUE** - Trimestriel de l'Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest, 18 rue Savorgnan de Brazza, 14000 Caen. 80 F les 4 n°.
- \$ **Acteurs Environnement** - Mensuel, lettre d'information du ministère de l'environnement aux collectivités locales - 14 Bd du Général Leclerc, 92524 Neuilly sur Seine cedex. 120 F les 12 n°.
- **ADTC-Infos** - Trimestriel de l'Association pour le Développement des Transports en Commun, voies cyclables et piétonnes dans l'agglomération grenobloise, 7 allée de la Colline, 38100 Grenoble. 15 F les 4 n°.
- ** **A faire** - Trimestriel, initiatives, emplois solidarités, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin. 100 F les 4 n°.
- **Agir ici** - Trimestriel, la lettre des signataires, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris, 20 F les 5 n°.
- \$ **AIEA Bulletin** - Trimestriel de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique c/o OIDL, 48 rue Gay-Lussac, 75240 Paris cedex 05. Gratuit pour centres de documentation et presse.
- **Alerte Atomique** - Trimestriel du Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté, BP 2135, 34026 Montpellier cedex 1. 100 F les 4 n°.
- ** **Alternatives (les)** - Mensuel, 13 rue Kageneck, 67000 Strasbourg, 100 F les 11 n°.
- *** **Alternatives économiques** - Mensuel «d'information critique sur l'actualité économique et sociale», 12 rue du Chaignot, 21000 Dijon. 160 F les 10 n°.
- ** **Alternatives libertaires** - Mensuel, 2 rue de l'Inquisition, B-1040 Bruxelles. 700 FB ou 200 FF les 12 n°.
- ** **Alternatives non-violentes** - Trimestriel, 16 rue Paul Appell, 42000 Saint-Etienne. 180 F les 4 n°.
- **Alternatives rurales** - Trimestriel de Peuples et Culture, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble. 100 F les 4 n°.
- **Arantelle des Cévennes** - Trimestriel «agir localement, penser globalement» de l'APRAC, BP 30, 07140 Les Vans. 80 F les 4 n°.
- ** **Azione Nonviolente** - Mensuel italien - Via Spagna 8, 37123 Verona, Italie. 35000 livres pour 12 n°.
- **Bulletin du CEIPAL** - Mensuel, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon. 80 F les 12 n°.
- ** **Bulletin Vert** - Mensuel du Parti Ecologiste Genevois, 37 rue de Zürich, CP 2690 1211 Genève 2 dépôt, Suisse. 20 FS les 12 n°.
- *** **Calypsolog** - Mensuel de la Fondation Cousteau, 25 avenue de Wagram, 75017 Paris. 80 F les 11 n°.
- ** **Campagnes Solidaires** - Mensuel de la Confédération Paysanne, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris. 180 F les 11 n°.
- **Cassenoix (le)** - Mensuel de la FRAPNA Haute-Savoie, 58 av. de Genève, 74000 Annecy. 145 F les 12 n°.
- ** **Chronique du GRET** - Trimestriel, «réseaux technologie, culture et développements», 213 rue Lafayette, 75010 Paris. 95 F les 4 n°.
- **CIDES-Info**, mensuel du Centre d'Information pour un DEveloppement Solidaire, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse. 60 F les 11 n°.
- *** **Cinquante millions de consommateurs** - Mensuel de l'Institut National de la Consommation, 80 rue Lecourbe 75732 Paris cedex 15. 185 F les 11 n°.
- *** **Combat-Nature** - Trimestriel, BP 3046 24003 Périgueux cedex. 160 F les 4 n°.
- *** **Contraste** - Mensuel pour l'autogestion, PF104520, D 69035 Heidelberg. 80 DM les 12 n°.
- ** **Contratom** - Trimestriel, CP 65, 1211 Genève, Suisse. 20 FS les 4 n°.
- ** **Courant Alternatif** - Mensuel de l'OCL c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex. 220 F les 10 n°.
- \$ **Courrier de l'environnement** - INRA, 147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07. Diffusion gratuite presse et milieu scientifique.
- *** **Courrier de la Planète** - Mensuel «Agriculture, environnement, alimentation, trois défis pour un monde solidaire, Solagral, 11 passage Penel, 75018 Paris. 310 F les 11 n°.
- ** **Courrier du Hérisson** - Mensuel de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, section Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble. 150 F les 11 n°.
- *** **Courrier International** - Hebdomadaire, 4 rue Raoul Duty, 75980 Paris cedex 20. 780 F les 52 n°.
- **CRIDEV Bulletin** - Mensuel du Centre Rennais d'Information sur le DEveloppement et la libération des peuples, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes. 80 F les 5 n°.
- *** **Croissance** - Mensuel, 163 Boulevard Malesherbes 75859 Paris cedex 17. 330 F les 11 n°.
- **Damoclès** - Bimestriel du Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, BP 1027, 69201 Lyon cedex 01. 160 F les 4 n°.
- ** **Diagonales Est-Ouest** - Mensuel, 5 place Fernand Rey, 69001 Lyon. 250 F les 12 n°.
- \$ **Disarmement** - Revue de l'ONU. Diffusion gratuite centre de documentation et presse.
- \$ **Echo bruit** - Mensuel du Centre d'Information et de Documentation contre le Bruit, 4 rue Beffroy, 92200 Neuilly/s. Diffusion gratuite centre de documentation et presse.
- ** **Echos du Cota** - trimestriel du Collectif d'échanges pour la Technologie appropriée, 18 rue de la Sablonnière, B-1000 Bruxelles. 300 FB pour 4 n°.
- ** **Ecolo en actions** - Mensuel du mouvement Ecolo (Verts wallons), Vincent Decroly, rue du Séminaire 8, B-5000 Namur, 300 FB pour 11 n°.
- *** **The Ecologist** - Bimestriel, c/o RED Computing, The Outback, 58-60 Kingston Road, New Malden, Surrey, KT3 3LZ, UK, 21 £ pour 6 n°.
- **Elan** - Trimestriel, revue poétique littéraire et pacifique trimestrielle, 31 rue Floch, 59126 Linselles. 40 F les 4 n°.
- ** **Energies Vertes** - Trimestriel de l'association régionale biomasse Normandie, 42 avenue du 6 juin, 14300 Caen. 120 F les 4 n°.
- \$ **Environnement Actualités** - Mensuel du Ministère de l'Environnement, 14 Bd du Général Leclerc, 92524 Neuilly/s. 100 F les 12 n°.
- ** **Epines Drômoises** - Bimestriel de la FRAPNA-Drôme, 6 rue Marguerite, 26000 Valence. 120 F les 6 n°.
- ** **Espaces Latino-américains** - Mensuel, BP 3044, 69605 Villeurbanne cedex. 300 F les 12 n°.
- **Feu Vert** - Bimensuel des Verts Nord Pas de Calais, 30 rue des Meuniers, 59000 Lille. 60 F les 20 n°.
- **Flèche** - Trimestriel de Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris. 15 F le n°.
- *** **Fourmi Verte** - Trimestriel pour les enfants, BP 54, 63202 Riom. 200 F les 10 n°.
- ** **Galipote (la)** - Revue auvergnate, ACAP, rue du Commerce, 63910 Vernaison. 200 F les 4 n°.
- ** **Garance voyageuse (la)** - Revue du monde végétal, 48370 St-Germain de Calberte, trimestriel, 70 F les 4 n°.

- **Gazette nucléaire** - Bimestriel du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire, 2 rue François Villon, 91400 Orsay. 100 F les 6 n°.
- **GID** - Mensuel d'information et critique de la génétique et des technologies de reproduction, Schöneweider Str. 3, D 12055 Berlin, 80 DM les 12 n°.
- **Golias** - Journal catho tendre et grinçant, BP 4034, 69615 Villeurbanne cedex. 280 F les 4 n°.
- **Grande relève** - mensuel de réflexion socio-économique, BP 108, 78110 Le Vésinet, 110 F les 12 n°.
- **Greenpeace** - Trimestriel, BP 509, 60505 Chantilly cedex. 80 F les 4 n°.
- **Grünstift** - Mensuel de l'environnement pour Berlin et Brandebourg, Stiftung Naturschutz, Potsdamerstr. 69, D 10785 Berlin. 40 DM les 12 n°.
- **Integral** - Mensuel, Oasis SL, Pc Maragall 317, Barcelona 68032, Espagne. 8000 Pesetas les 12 n°.
- **Impatient** - Mensuel d'information et de défense des consommateurs de soins médicaux, 9 rue Saulnier, 75009 Paris. 300 F les 12 n°.
- **Info-Uranium** - Bimestriel du Réseau-Uranium, 7 rue de l'Auvergne, 12000 Rodez. 80 F les 6 n°.
- **Journal (le)** - Bimestriel, AAPLE, BP27, 74001 Annecy cedex. 70 F les 6 n°.
- **Journal des Objecteurs** - Mensuel du Mouvement des Objecteurs de Conscience, 26 place Monprofit, 49100 Angers. 140 F les 11 n°.
- **Lettre du Hérisson** - Mensuel de France Nature Environnement, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05. 160 F les 12 n°.
- **Médecines Douces** - Mensuel, 1 rue Lord Byron, 75008 Paris. 198 F les 12 n°.
- **Monde libertaire (le)** - Hebdomadaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. 290 F les 45 n°.
- **Müllmagazin** - Trimestriel spécialisé pour la gestion écologique des déchets, Institut für ökologisches Recycling, kurfürstenstr. 14, 10785 Berlin. 60 DM les 4 n°.
- **Nature et Progrès** - Bimestriel «pour votre santé et celle de la Terre», BP 6, 69921 Oullins cedex. 160 F les 5 n°.
- **Nature Loire** - Maison de la Nature, 4 rue de la Richelandière, 42100 St-Etienne. 60 F les 6 n°.
- **Natur und Umwelt** - Trimestriel des adhérents du Bund, Natur&Umwelt Verlags, GmbH, Im Rheingarten 7, D 53225 Bonn. 20 DM les 4 n°.
- **Natürlich** - Bimestriel pour l'homme et l'environnement, AT Fachverlag GmbH Redaktionsbüro Karlstr. 57, 80333 Münschen. 57 DM les 6 n°.
- **Natürlich Chrüteregge** - Mensuel, AT Zeitschriftenverlag Bahnhofstr. 39-43, CH 5001 Aarau. 66FS les 12 n°.
- **Non-Violence Actualités** - Mensuel du Mouvement pour une Alternative Non-violente, BP 241, 45202 Montargis cedex. 200 F les 11 n°.
- **Nous** - Trimestriel de la Confédération Syndicale des Familles, 53 rue Riquet, 75019 Paris. 32 F les 4 n°.
- **Nouvel humanisme** - Trimestriel de Georges Krassovsky, BP 164, 75664 Paris cedex 14. 12 F les 4 n°.
- **Nouvelles de Solagro** - Trimestriel, 219 av. du Muret, 31300 Toulouse. 50 F les 4 n°.
- **Nuke info** - Mensuel, c/o Citizens' Nuclear Information Center, 3F Watanabe Bldg, Higashiveno 2-23-22, Taïto, Tokio 110, Japon. 3000 yens les 12 n°.
- **Observez** - Bimestriel, BP 311, 47008 Agen cedex, 75 F les 6 n°.
- **Œil ouvert** - Trimestriel, journal de défense des consommateurs des produits de l'agriculture biologique, 13 rue Boulard, 75014 Paris. 40 F les 4 n°.
- **Ökozid Journal** - Semestriel pour l'écologie et le tiers-monde, Focus Verlag PF 110328, D 35348 Gieß. 18 DM les 2 n°.
- **Other Israël** - Mensuel anglais du Conseil pour la Paix Israëlo-palestinienne, POB 956, Tel Aviv 61008 Israël. 30 \$ pour 12 n°.
- **Panda** - Bimestriel du WWF, chemin de Poussy 14, 1214 Vernier, Suisse. Diffusion aux adhérents.
- **Peace News** - Mensuel anglais, 8 Elm Avenue, Nottingham N63 4GF, Grande-Bretagne. 12 £ par an.
- **Petit Tétrás** - Trimestriel de la FRAPNA-Savoie, 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry, 70 F les 4 n°.
- **Peuples en marche** - Mensuel de Peuples Solidaires, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon. 160 F les 11 n°.
- **Politis** - Hebdomadaire, 2 B rue Jules Ferry, 93100 Montreuil. 950 F par an.
- **Politische Ökologie** - Bimestriel, Cosimastr. 4, 81927 Münschen. 75 DM les 6 n°.
- **Population et sociétés** - Mensuel de l'Institut National d'Etudes Démographiques, 27 rue du Commandeur, 75675 Paris cedex 14. 46 F les 12 n°.
- **Pou d'Agouti** - Trimestriel, 11 rue Victor Hugo, 97320 St-Laurent du Maronni, Guyanne. 40 F les 4 n°.
- **Pour Consommer Autrement** - Trimestriel de l'UFC Rhône, 12 bis rue S. Gryphe, 69007 Lyon. 20 F les 4 n°.
- **Quatre saisons du jardinage** - Bimestriel, BP 20, 38711 Mens cedex. 159 F les 6 n°.
- **Que Choisir ?** - Mensuel de l'Union Française des Consommateurs, BP 400, 60732 Ste-Genviève cedex 9. 265 F les 11 n°.
- **Réalités de l'écologie** - Mensuel - 33 route de Bessières, 31240 L'Union. 240 F les 12 n°.
- **\$ Réfugiés** - Mensuel du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies, CP 2500, 1211 Genève 2 dépôt, Suisse. Gratuit pour les ONG et la presse.
- **Rencontres** - Mensuel «pour l'expression des autogestionnaires alternatifs du Périgord» c/o Jean Bertin, 7 rue Pierre Magne, 24000 Périgueux. 100 F les 11 n°.
- **Revue des Dossiers d'Aquitaine** - Trimestriel de poésie, 5 impasse Bardos, 33800 Bordeaux, 53 F les 4 n°.
- **Rhône-Alpes Nature** - Trimestriel de la FRAPNA-Région, Université Lyon I, 69622 Villeurbanne cedex. 50 F les 4 n°.
- **Rhône-Nature** - Trimestriel de la FRAPNA-Rhône, 39 quai St-Vincent, 69001 Lyon. 60 F les 4 n°.
- **Robin Wood Magazin** - Trimestriel, Robin Wood cv. Bremen PF 102122, 28021 Bremen. 15 DM les 4 n°.
- **Rouge** - Hebdomadaire, La Brèche, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil. 400 F les 50 n°.
- **Rouge et Vert** - Hebdomadaire de l'Alternative rouge et verte, AREV, 40 rue de Malte, 75011 Paris, 400 F les 40 n°.
- **Rouge et le Vert (le)** - Mensuel de Ecologie-alternatives-autogestion, 30 place des Géants, 38100 Grenoble. 80 F les 12 n°.
- **Science et Nature** - Mensuel, 96 rue du Fbg Poissonnière, 75010 Paris. 279 F les 12 n°.
- **Stop Essais !** - Lettre mensuelle sur les essais nucléaires, c/o M.P. Bovy, Bonbecombe, 12120 Comps Lagranville. 50 F les 12 n°.
- **Stratégies énergétiques biosphère et société (SEBES)** - Semestriel de l'Association Pour l'Appel de Genève, c/o Ivo Rens, Dpt d'histoire du droit et des doctrines juridiques, faculté de droit de l'université de Genève, 5 rue Saint-Ours, CH-1211 Genève 4 - 30 FS ou 120 FF les 2 n°.
- **Tam-Tam** - Bimensuel de Brabant-Ecologie, route de Rénipont 33, 1328 Ohain, Belgique. 440 FB les 22 n°.
- **Terminal** - Semestriel - Magazine écologiste des techniques d'information et de communication, 18 rue de Châtillon, 75014 Paris. 150 F les 2 n°.
- **Transversales Science/Culture** - Bimestriel, 21 Bd de Grenelle, 75015 Paris. 350 F les 6 n°.
- **Urgence Pacifiste** - Trimestriel, 20 rue Manin, 75019 Paris. 50 F les 4 n°.
- **Verts-Contact** - Hebdomadaire national des Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris. 140 F les 52 n°.
- **Vie naturelle** - Mensuel c/o Sté Arys, 8 rue Darwin, 75018 Paris. 220 F par an.
- **Viefalt** - Trimestriel de l'association pour les peuples en danger, Gesellschaft für bedrohte Völker, Sennweg 1, CH 3012 Bern. 30 FS les 4 n°.
- **Viva** - Mensuel, magazine de la santé et de la solidarité, 3-5 rue de Vincennes, 93100 Montreuil. 154 F les 11 n°.
- **Volcans** - Bimestriel, revue d'information et de solidarités avec les Amériques centrale et Caraïbes, Edrev, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. 120 F les 5 n°.
- **WISE News** - Bimensuel anglais du Service Mondial pour l'information sur l'énergie, POB 5627, 1007 AP Amsterdam, Hollande. 90 Florins les 22 n°.



PETITES PHRASES

Graeme Allwright, reçu le mercredi 20 avril par Jean-Luc Hees dans son émission Synergie sur France Inter, tente en vain, lors de l'entretien, d'aborder le sujet du nucléaire français vu par la Nouvelle-Zélande. Sans le laisser finir l'animateur lui demande : «Vous aimez les moutons ?» C'est vrai quoi, les Néozélandais ont la fâcheuse tendance de toujours avoir les mêmes mots dans la bouche : «Rainbow Warrior, force de frappe, Moruroa, essais nucléaires...» Jean-Luc Hess, à l'instar des militaires, doit penser que c'est psychosomatique.

CAMBODGE : QUATRE PACIFISTES TUES

Des mouvements bouddhistes avaient organisé

une marche au Cambodge intitulée «marche de la réconciliation». Cette marche voulait essayer de restaurer le dialogue entre le gouvernement et les Khmers rouges qui ont repris les armes. 400 personnes, pour la plupart des moines bouddhistes et quelques pacifistes étrangers, ont pris le départ de cette marche à travers le pays le 29 avril. Le 30 avril, un missile tiré par les Khmers rouges est tombé sur la marche, tuant trois moines et blessant quatre autres personnes. Six marcheurs étrangers ont été enlevés pendant une heure. Une négociation avec les organisateurs a permis de les faire libérer une heure après. La marche s'est quand même poursuivie mais l'itinéraire a été revu pour éviter les zones de combat. (source Peace News, juin 1994)

SERBIE : ACTIONS POUR LA PAIX

En Serbie, la nourriture devient rare à Belgrade, où de longues queues s'étirent devant les magasins. Le marché noir se fait en Marks allemands. Le salaire moyen est actuellement de 300 F par mois alors que le prix de

STOCKS DE PLUTONIUM DANS LE MONDE

Le plutonium n'existe pas à l'état naturel dans le monde. Cet élément a été créé artificiellement par l'homme par bombardement neutronique d'uranium non fissile (U238). Il suffit de 5 kg de ce plutonium pour fabriquer une bombe atomique. Un microgramme (soit un millième de millième de gramme) peut suffire pour déclencher un cancer. L'AIEA, agence internationale pour l'énergie nucléaire, service de l'ONU, a fait le recensement des stocks connus. Il y en aurait actuellement 379 tonnes qui sont réparties en 122 tonnes utilisées dans les filières des centrales nucléaires et 257 tonnes utilisées dans les armes atomiques. Cette distinction entre civil et militaire est de pure forme : en principe le plutonium à usage militaire est plus pur que le civil... mais il suffit d'augmenter un peu la dose du civil pour en faire un usage militaire.

Sur les 122 tonnes «civiles», 43 tonnes sont stockées en France (dont 5 dans le cœur de Superphénix et 10 en réserve pour d'autres chargements de Superphénix), 47 tonnes sont stockées en Grande-Bretagne, 25 tonnes en ex-URSS et les 7 dernières tonnes se répartissent entre différents pays (USA, Japon, Chine...). Du côté «militaire», 126 tonnes sont en ex-URSS, 113 tonnes en USA, 10 tonnes en Grande-Bretagne, 5 tonnes en France, 3 tonnes en Chine... du moins officiellement. Officieusement, on en trouve aussi en Inde, en Israël, en Afrique du Sud, probablement en Argentine, au Brésil, en Corée du Nord, au Pakistan...

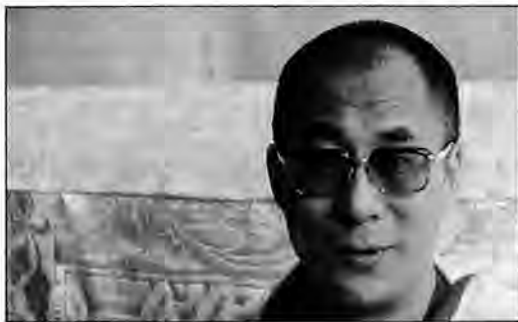
la nourriture est sensiblement le même qu'en France. L'embargo économique a provoqué la fermeture de nombreuses entreprises : les estimations vont de 80 à 95 % de l'activité économique stoppée. Dans

ce contexte, les voix des pacifistes commencent à se faire entendre plus nettement. Le groupe des «Femmes en noir», qui font des manifestations silencieuses toutes les semaines, a lancé l'édition d'un journal. Elles participent à la distribution de l'aide humanitaire qui arrive pour les camps de réfugiés, développent d'autres groupes dans les villes proches, et rencontrent les femmes victimes de violence dans le cadre d'une opération «je me souviens», où elles leur demandent de s'exprimer soit en écrivant, soit en dessinant. Ces textes et dessins sont repris dans le journal et dans de petits livres. Avec l'arrêt du siège de Sarajevo, la population pensait que ce serait la fin de la guerre... Il n'en est malheureusement rien. (source Peace News, juin 1994)

ALLEMAGNE : ACTION CONTRE EUCOM

Le site Eucom, près de Stuttgart, en Allemagne, est le principal poste de commandement des forces aériennes de l'OTAN en Europe de l'Ouest. Lors de la guerre du Golfe, c'est ce centre militaire qui a coordonné plus de 90 % de la

PETITES PHRASES



«Le temps du désarmement intérieur et extérieur est venu. Dans les rapports entre l'Est et l'Ouest, les armes nucléaires jouaient un grand rôle et elles ont même préservé la paix pendant un certain temps. Toutefois cette paix de dissuasion n'était pas une paix authentique et durable. Ces armes devraient être supprimées maintenant. La paix entre l'Est et l'Ouest était une paix fondée sur la peur et empreinte d'une méfiance réciproque. La paix qui se produit main-

tenant, après la chute du mur de Berlin, croît sur le sol d'une confiance réciproque. Je la considère comme une paix véritable. Une paix authentique est très liée au développement de la sympathie et elle dépend uniquement d'une disposition intérieure et positive. Notre but devrait être le désarmement total, mondial. Nous devrions chercher à atteindre ce but. Le désarmement authentique et complet ne peut s'accomplir que pas à pas. D'abord doit cesser le commerce des armes. Je considère le commerce des armes comme extrêmement mauvais et honteux. On peut sans doute tirer de gros profits de ce commerce, mais on peut gagner de l'argent sans armes. Les Japonais par exemple n'exportent pas d'armes et gagnent beaucoup d'argent. Dans un second temps, les armes atomiques devraient être supprimées. Les autres armes offensives pourraient être également éliminées ; les pays s'appuieraient alors sur la seule défense. Plus tard, toutes les armées nationales pourraient être supprimées. Naturellement, on peut supposer avec raison que, parmi les milliards d'êtres humains dans le monde, certains projettent quelques chose de mal. Mais pour les contenir on pourrait former des troupes internationales. Comme étape préliminaire, il serait possible de former des troupes régionales qui n'appartiendraient à aucun pays déterminé.» Dalai-Lama, extrait du livre «Les Voies du Cœur», Ed. Cerf.

logistique de la guerre du Golfe en 1991. C'est lui qui a organisé le raid sur la Libye en 1986... Alors que nous sommes en pleine phase de désarmement, les pacifistes allemands souhaitent voir se fermer cette base. C'est pourquoi ils ont organisé une action non-violente le dernier week-end de mai : après avoir découpé le grillage, 19 personnes se sont introduites sur la base, pendant qu'une trentaine restaient à l'extérieur. Les personnes qui étaient entrées ont alors planté des fleurs et accroché des banderoles parmi lesquelles ces slogans : « Convertissez ce pays de mort en lieu de vie » « Nous aimons vos visages, nous n'aimons pas vos bases ». Une action similaire avait lieu en même temps à Stratcom, aux Etats-Unis, la base militaire équivalente pour l'Amérique du Nord. Les militants ont été inculpés pour dégradation de matériel. Contact : Wolfgang Sternstein, Hauptmannsreute 45, D 70192 Stuttgart, tél : 01149 711 293874.

BELGIQUE : LES JEUNES DANS LE CONFLIT

L'université de Paix de Namur organise une session du 3 au 9 juillet sur le thème « les jeunes dans le conflit : analyses et moyens d'action ». La difficulté croissante des jeunes à affronter de manière positive les situations conflictuelles interpelle un nombre croissant de parents, d'enseignants, d'animateurs, de politiques... Pourtant des outils existent, des expériences fonctionnent. Cette session doit permettre de les présenter, de les confronter. Elle sera animée par Claude

OBJECTEURS : POISSON D'AVRIL !

Silence a été victime d'un poisson d'avril ! L'information concernant le passage de 15 % à 40 % de la contribution des associations (Silence n°178) est une fausse info diffusée dans le n° d'avril du Journal des Objecteurs. Par contre, il y a bien une pétition contre les 15 %.

BASSE DES DEPENSES MILITAIRES

Le PNUD, programme des Nations Unies pour le développement, a publié le 1er juin son rapport annuel. Il note tout d'abord la poursuite de la tendance à la baisse des dépenses militaires dans le monde. Entre 1987 et 1994, on est passé au niveau mondial de 995 milliards de dollars de budget à 767 milliards. Ceci traduit la fin de la course aux armements. Ces économies ont surtout profité aux pays industrialisés qui étaient les plus impliqués dans ces dépenses. Si l'on compare les dépenses militaires aux revenus de la population, on constate que ces dépenses représentent environ la moitié des revenus mondiaux !

Selon les estimations de l'ONU, on peut penser que cette tendance se poursuivra malgré les conflits actuels. On prévoit déjà que les dépenses mondiales militaires devraient se situer autour de 640 milliards en l'an 2000, soit une baisse moyenne de 3 % par an. Une tendance complètement ignorée par la France dont le budget consacré à la défense est toujours à la hausse.

BASSE DES VENTES D'ARMES



Toujours selon le rapport du PNUD, les ventes d'armes dans le monde ont subi une baisse spectaculaire : de 40 000 millions de dollars en 1988 à « seulement » 18 400 en 1992. La France a non seulement perdu la moitié de ses ventes (de 2403 à 1151), mais elle se fait doubler par l'Allemagne, qui, par contre, est l'un des rares pays à avoir augmenté ses ventes pendant cette période (de 1241 à 1928). L'effondrement de l'ex-Urss est spectaculaire (de 14 658 à 2043). A noter que les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU fournissent à eux seuls 85 % des armes vendues dans le monde... ceci peut expliquer en grande partie l'inefficacité de l'ONU dans les conflits actuels.

INEGALITES SOCIALES ET RISQUES DE CONFLITS

La richesse moyenne d'un pays peut masquer de grandes inégalités intérieures. Ainsi, même au Canada, où l'on a, en moyenne, le meilleur indice de développement humain (selon les critères du PNUD), on observe une différence importante entre l'espérance de vie des Canadiens blancs et des Canadiens indiens (5,6 ans en moins). Ces inégalités sociales peuvent être source de conflits. Les pays où les inégalités internes sont les plus criantes sont

- le Brésil (dans la région du Nord-Est) où les 20 % les plus riches gagnent en moyenne 32 fois ce que gagnent les 20 % les plus pauvres,
- l'Afrique du Sud où l'écart de revenus entre Blancs et Noirs est considérable.
- le Nigéria où les disparités régionales sont parmi les plus fortes du monde.

D'autres conflits ont été annoncés grâce à ces indices : ainsi, en 1993, le rapport du PNUD dénonçait les inégalités dans la région de Chiapas au Mexique... quelques mois avant la révolte des Indiens.

Javaux, professeur de sociologie, Jean-François Mahy, psychiatre, Michel Frize, sociologue, Martha Hansen, du Conflict resolution and communication center, Matt Hamam, Dr in Peace Studies. Programme et inscriptions : Université de Paix, 4, Bd du Nord, B 5000 Namur, tél : 19 33 81 22 61 02.

GRANDE BRETAGNE : HIROSHIMA AND NAGASAKI DAYS

Les femmes qui depuis treize ans tiennent un camp devant l'une des entrées de la base militaire de l'OTAN de Greenham Common organisent une commémoration le samedi 6 et le dimanche 7 août à la mémoire des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki. Ce sera l'occasion de présenter l'histoire du camp, de faire le point sur le développement des missiles nucléaires Trifent et de parler actions non-violentes. Renseignements : Greenham common women'peace camp, Yellow Gate, Newbury, Berkshire, RG14 7AS, Grande-Bretagne.

ESSAIS NUCLEAIRES : LA LOI DU SILENCE

Après l'émission sur Arte «Moruroa, le grand secret», un député communiste, Paul Mercieca, a déposé une demande de «commission d'enquête sur les essais nucléaires à Moruroa et ses répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll». Cette proposition a été rejetée par la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale le 13 avril dernier. RPR et UDF ont voté contre, le PS s'est abstenu. Bref, on continue à se foutre royalement de la santé des populations locales. Une question : pourquoi est-ce la Commission Défense qui traite ce sujet et non la Commission Santé ? (source Stop-Essais, 12120 Bonnetcombe)

ESSAIS NUCLEAIRES : MITTERRAND HYPOCRITE

Le 5 mai dernier, François Mitterrand a affirmé bien haut qu'il n'y aurait plus d'essais nucléaires jusqu'à



YOUGOSLAVIE : INTERVENTION CIVILE

Un certain nombre d'organisations pacifistes (Communautés de l'Arche, MAN, Brigades de paix internationales, IFOR, Internationale des résistants à la guerre, MIR, UPF, etc...) ont engagé une réflexion pour mettre en place, sur le modèle des brigades de paix internationales, une «intervention civile» en Yougoslavie sous le nom de «Balkan Peace Team». Il s'agit d'envoyer des volontaires pour des périodes d'au moins six mois en des lieux de conflits pour essayer d'encourager la reprise du dialogue entre les populations en conflits. Les volontaires doivent avoir un bon niveau de formation non-violente pour pouvoir adopter une attitude neutre dans le conflit.

Une première équipe de quatre personnes est ainsi partie en février vers Zagreb. Cette première équipe a pris des contacts avec les associations anti-guerres locales. Plus de 25 groupes ont été approchés permettant de déterminer une méthode de travail pouvant favoriser une avancée vers la démocratie. Concrètement, pour le moment, l'équipe, toujours en place, fait du soutien aux personnes victimes actuelles ou potentielles de violations des droits de l'homme, apporte des conseils aux groupes locaux, répercute l'information à l'extérieur. Une deuxième équipe est partie en avril à Belgrade du côté serbe. De nombreux contacts ont été pris non seulement avec les Serbes mais aussi avec les Albanais. L'équipe n'ayant qu'une autorisation relativement limitée de rester sur le territoire, elle a dû revenir.

Un appel est lancé pour monter d'autres équipes. Si vous ne pouvez rien faire physiquement, vous pouvez par contre aider financièrement. Pour en savoir plus, pour envoyer de l'argent : Michel Nodet, Communauté de l'Arche, 38160 Saint-Antoine (chèque à l'ordre de Balkan Peace Team).

la fin de son mandat et que ses successeurs n'en feront pas davantage. Alors puisqu'il est le chef des armées, qu'attend-il pour passer de la parole aux actes : fermer les sites de Moruroa et de Fangataufa ! Ce serait une mesure efficace pour être sûr que ses successeurs le suivent dans son désir d'arrêter les essais. En attendant, cela ne reste qu'un discours politique hypocrite... comme on en entend depuis maintenant 13 ans.

LE COUT DES SOUS-MARINS NUCLEAIRES FRANÇAIS

Comme dans de nombreux autres programmes gouvernementaux, on assiste à une dérive des prix d'un projet par rapport au budget initial voté. En ce qui concerne les

sous-marins nucléaires français de nouvelle génération (programme Triomphant), un premier budget présenté aux parlementaires a été évalué à 68 milliards de francs. Greenpeace et le CDRPC, centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, viennent de publier un rapport adressé à nos élus, leur traçant un tableau de tous les coûts oubliés dans ce programme. Ils ont pu pour cela s'appuyer sur les publications britanniques concernant les coûts du missile Trident. Après avoir ajouté le prix du fonctionnement des sous-marins, curieusement oublié, le coût de démantèlement du cœur nucléaire, l'étude arrive déjà à un coût de 194 milliards. Si de plus, on pense que ces 4 nouveaux sous-marins seront équipés

de missiles nucléaires, le coût de ces missiles fait passer le budget à 280 milliards. D'ores et déjà, les dépenses engagées sont de l'ordre de 109 milliards et le premier sous-marin n'est même pas encore opérationnel ! Ce chiffre est à comparer au budget annuel d'équipement des armées (103 milliards) pour se rendre compte de quelle manière les élus sont trompés sur le vote des budgets qui leur sont présentés. Au moment où l'on parle de désarmement et de «sacrifices» pour le contribuable, il serait peut-être bon de revoir notre programme d'armement. L'étude peut être commandée à Greenpeace, 28 rue des petites écuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89 ou au CDRPC, BP 1207, 69201 Lyon cédex 01, tél : 78 36 93 03.

50 ans, ça suffit !

Fondés en 1944 à Bretton Woods (Etats-Unis), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), puis l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sont les instruments d'une logique planétaire de développement économique et de libéralisation des échanges. De 1994 à 1996, les institutions de Bretton Woods célèbrent leur cinquantenaire. Leur modèle de développement prétend apporter le bien-être général et le dogme du libéralisme économique qu'elles défendent exalte les vertus du marché sans entraves comme "valeur universelle", régulatrice, pacificatrice et fondement de la démocratie. Depuis 1950, la production mondiale a été multipliée par cinq et les échanges commerciaux par onze. Mais qui profite de cette croissance ? La compétition, moteur du marché, a conduit partout à une surexploitation des ressources naturelles, à l'accroissement du chômage et de la pauvreté. En étroite collaboration avec les 7 pays les plus riches (G7), la Banque mondiale, le FMI et bientôt l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui va succéder au GATT imposent aux gouvernements leur conception d'un ordre mondial auquel les populations sont systématiquement asservies.

Développement ... de la Banque Mondiale

Les années 80 ont révélé le financement par la Banque de projets destructeurs de l'écosystème amazonien et de ses populations indigènes. Le projet Grande Carajas dont l'objectif est l'exportation de minerais vers le Japon et l'Europe a chassé 10 000 amérindiens d'une région déforestée sur 150 000 km² par les infrastructures de



Le gouvernement du nouvel ordre mondial ?

Michel Camdessus, Directeur Général du FMI, Peter Sutherland, Directeur Général du GATT, Lewis Preston, Président de la Banque mondiale.

base du projet (mine, route, port en eaux profondes). Bien souvent, les objectifs de développement de ces grands programmes ne sont pas atteints. C'est ce que reconnaît le rapport d'un vice-président de la Banque (Wapenhans, 1992) qui constate l'absence d'intérêt de la Banque à "s'assurer du flot réel des bénéfices en faveur du développement durable". Au Brésil, le barrage de Balbina (qui a détruit 236 000 ha de forêts tropicales) a dû être fermé au bout d'un an : car il ne produisait que 80 MW au lieu des 350 prévus. Malgré cela, la série continue. La Banque vient de financer un barrage chinois qui déplacera 180 000 personnes, alors qu'un autre barrage en aval n'a pas produit les effets espérés du fait de la forte sédimentation du Fleuve jaune.

L'échec de ces projets parachutés depuis Washington avec l'accord intéressé, voire à la demande des élites locales, manifestent la faillite d'un modèle de développement qui décide

technocratiquement du destin des populations sans prendre en compte les réalités locales. La réalisation au Rwanda d'un projet d'implantation de ranchs (sur 51 000 ha) a exacerbé les tensions ethniques en favorisant la colonisation par les Hutu de terres traditionnellement occupées par les Tutsi et les Hima.

Par ailleurs, la Banque oblige les pays emprunteurs à effectuer des appels d'offre internationaux pour la réalisation de grands travaux : l'argent revient ainsi au Nord sous la forme de contrats d'équipement pour les entreprises de ses principaux actionnaires. En 1993, 748 millions de dollars d'aide multilatérale ont ainsi été versés pour le développement... des entreprises françaises!

Si la Banque privilégie les investissements lourds au détriment des initiatives locales, c'est pour ne pas laisser transparaître le transfert de ressources à son profit. Entre 1989 et 1993, l'Amérique latine a remboursé 8

milliards de dollars de plus que la Banque ne lui a prêté.

Pour masquer son enrichissement sur le dos des pays les plus endettés tout en contrôlant leur politique économique, la Banque a décidé à la fin des années 70 d'autoriser des prêts d'ajustement structurel.

Le développement de la pauvreté

Pour résorber la dette engendrée par les coûteux projets de développement, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale imposent des mesures d'intégration des économies au marché mondial (ajustement structurel). Les pays endettés doivent s'aligner sur les structures économiques et financières des pays riches et devenir compétitifs en ajustant les prix locaux à ceux du marché mondial. Plus de 70 pays du Sud et 20 pays de l'Est sont actuellement soumis à des politiques d'ajustement structurel.

L'ouverture des marchés par le démantèlement des barrières douanières à l'importation a pour premier effet de mettre en péril les cultures vivrières. Lors du soulèvement en janvier 1994 des indiens du Chiapas (Mexique), le kilo de haricots secs était vendu une fois et demi plus cher sur le marché local qu'une boîte de conserve de haricots américains cuisinés...

Les recettes d'exportation en devises étrangères étant nécessaires

pour assurer le service de la dette, l'ajustement privilégie l'intensification des cultures d'exportation. La transformation des terres cultivées et des forêts en gigantesques plantations de café, cacao, coton... aboutit à la concentration des terres, à la destruction des sols et à une chute des prix sur le marché mondial : en Afrique de l'Ouest, l'exportation du cacao a augmenté d'un quart entre 1986 et 1989 et les recettes d'exportation ont chuté d'un tiers... rendant impossible le remboursement de la dette. Après 15 ans d'ajustement structurel, la dette a triplé, drainant vers les pôles les plus riches un flux de capitaux arrachés aux populations les plus vulnérables.

Les pays sous ajustement sont contraints de réduire les dépenses publiques. La privatisation des secteurs publics les plus lucratifs est un premier moyen de dégager des fonds. Le second moyen consiste à opérer de drastiques coupes budgétaires. Au Sri Lanka, la suppression des subventions a contribué à l'augmentation de 200% du prix des aliments, de 400% pour les combustibles et 138% pour les médicaments. Au Nicaragua, les services de santé mis en place par les Sandinistes ont été démantelés à partir de 1990 : en 1991, il y aurait eu 2 000 décès d'enfants en plus qu'en 1990. Dans toute l'Afrique sous ajustement, la mortalité infantile a crû en 5 ans de 5 à 50% selon les pays. Chaque année,

Le FMI pour le CIP

Demain le Nord, empêtré dans la crise économique et sociale, se verra soumis de la même manière aux décisions des institutions de Bretton Woods, comme déjà l'Italie à laquelle le FMI impose un programme d'ajustement structurel. Le FMI vient en avril dernier de réprimander l'Europe pour la "rigidité" de son marché du travail et réclame "des changements fondamentaux dans les systèmes d'assurance-chômage, une réforme des lois sur le salaire minimum, une transformation des règles sur la protection de l'emploi". Alors que les jeunes français descendaient dans la rue contre le CIP, le FMI réaffirmait officiellement que la France doit embaucher les jeunes 20% au-dessous du SMIC...

500 000 enfants en plus meurent en conséquence de l'endettement et de l'ajustement. En 1987, l'UNICEF a accusé la Banque et le FMI de porter une grave responsabilité dans la baisse du niveau d'éducation, de nutrition et de santé de dizaines de millions d'enfants du tiers monde. Le nombre d'enfants zambiens souffrant de malnutrition a augmenté pendant la dernière décennie a été multiplié par 4. Le Sénégal a déjà réduit de 5 fois le nombre d'enseignants recrutés. Les coûts de scolarisation ayant par ailleurs augmenté de 20 fois en 3 ans, le taux d'inscriptions scolaires avait baissé en 1989 de 41% par rapport à 1981. Et le FMI demande à la Côte d'Ivoire de réduire de 40% le nombre de ses fonctionnaires...

Les plus démunis doivent en outre assumer le poids des dévaluations imposées par le FMI et la Banque : les prix intérieurs montent en flèche, provoquant une chute brutale du pouvoir d'achat. Dans les six mois qui ont suivi l'adoption par l'Inde d'un programme d'ajustement structurel, le prix du riz a augmenté de 50% et les revenus réels des travailleurs du tissage ont baissé de 60%. En Algérie, suite à la dévaluation du dinar, les prix du pain, de la semoule, du lait et de l'huile ont aug-

Le développement de la dette

De 1982 à 1990, les sommes remboursées par les pays pauvres (1345 milliards de dollars, soit l'équivalent de six plans Marshall) dépassent l'aide fournie par le Nord. La dette ne peut que croître indéfiniment au rythme des rééchelonnements accordés contre des prêts d'ajustement structurel eux-mêmes extrêmement coûteux. Son montant dépasse actuellement 1600 milliards de dollars. La totalité de la dette des pays du Sud ne représente pourtant que 5 %, au maximum, de l'encaisse des grandes banques et la Banque comme le FMI disposent de suffisamment de réserves pour permettre la suppression de la dette des pays pauvres. Son maintien est un moyen pur et simple de contrôle politique, une recolonisation qui se fait par le biais de grands programmes. En 1994, 42 gouvernements du Sud et de l'Est sont déjà contrôlés par des équipes d'experts de la Banque et du FMI, véritables gouvernements parallèles institués lors de la mise en place d'un programme d'ajustement structurel. Le refus d'abroger la dette n'est que l'expression de la volonté de forcer tous les pays à entrer sans protection dans un marché mondial où règne la loi du plus fort : l'adhésion au GATT est d'ailleurs une des conditions posées à l'obtention d'un prêt d'ajustement structurel.

menté du jour au lendemain de 30% à 100%.

L'ajustement non seulement est appliqué lorsque la famine sévit, mais encore l'a provoquée comme en Somalie. La privatisation des soins pour le bétail et l'augmentation du prix des médicaments consécutives à la dévaluation du shilling somalien en juin 1981 provoquèrent la destruction de l'économie pastorale qui constituait la principale source de devises. Simultanément, le second pilier de l'économie somalienne, l'agriculture vivrière qui vivait des échanges avec les pasteurs nomades, s'est effondrée en conséquence de l'augmentation du prix des intrants et de la concurrence insupportable des céréales américaines subventionnées (excédents de l'agriculture industrielle financée par les contribuables américains). La destruction conjointe de l'économie pastorale et de l'agriculture par l'ajustement structurel de la Somalie aux conditions du marché mondial a provoqué la famine et la guerre civile.

L'organisation commerciale du monde

La libéralisation des échanges dictée par le FMI est renforcée par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT.

En 1947, avec 44 pays signataires, la fonction du GATT était relativement restreinte. Aujourd'hui, avec 124 pays signataires, le GATT contrôle les 4/5 des échanges mondiaux et peut dicter les politiques économiques des pays. Quand, en 1989, l'Indonésie voulut restreindre ses exportations de troncs bruts et faire davantage de transformation sur place afin d'obtenir autant de devises pour une moindre destruction de ses forêts tropicales, la mesure fut déclarée anti-GATT. L'interdiction thaïlandaise des publicités américaines pour les cigarettes (mesure anti-tabagiste) fut décrétée "obstacle non-tarifaire au commerce".

Avec le GATT, un pays ne peut plus limiter le volume de ses importations et exportations agricoles et donc protéger ses paysans. Il ne peut refuser l'implantation sur son territoire de firmes transnationales et protéger ainsi ses petites et moyennes entreprises. L'utilisation des ressources, la façon de

Emeutes de la faim dites "du FMI"

Décembre 1983 - Tunisie : émeutes

Janvier 1984 - Maroc : 400 morts

Avril 1984 - République dominicaine : 186 morts, des centaines de blessés, 5000 arrestations

Décembre 1986 - Zambie : 30 morts

Septembre 1988 - Algérie : 500 morts

Décembre 1988 - Soudan : graves émeutes, nombre indéterminé de morts

Mars 1989 - Venezuela : 300 morts et 1500 blessés

Mai 1989 - Argentine : pillage des magasins dans toutes les villes du pays, 15 morts et 200 arrestations

Septembre 1989 - Haïti : grèves et manifestations contre accord FMI

Mars 1990 - Côte d'Ivoire : centaines d'arrestation

Juin 1990 - Zambie : 23 morts

produire, de commercer et de consommer ne sont plus fixées à l'échelle nationale, mais sont déterminées par le GATT. La brevetabilité des espèces vivantes, animales et végétales génétiquement manipulées est inscrite dans ces accords. Par l'intermédiaire de brevets détenus par les multinationales de l'agroalimentaire, le droit des petits paysans à produire leurs semences leur est enlevé. Ainsi, les grandes firmes transnationales en monopolisant la reproduction des plantes favorisent à la fois la destruction de la bio-diversité et la famine des plus démunis qui ne peuvent acquérir les semences brevetées.

Le 15 avril 1994, à Marrakech, la plupart des pays membres du GATT ont approuvé la création de l'Organisation mondiale du commerce qui doit succéder au GATT. L'OMC diminuerait encore plus la marge de manoeuvre des Etats. Investie d'une autorité souveraine en matière de commerce, l'OMC disposerait du cadre adéquat pour interpréter ses propres statuts et initier des litiges contre les législations nationales identifiées comme "obstacles au commerce" :

"Chaque membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords" (article XVI-4) et "Il ne pourra pas être formulé de réserves en ce qui concerne les dispositions du présent Accord" (article XVI-5). En conséquence, les politiques nationales devraient se soumettre et les parlements seraient dépossédés de leurs pouvoirs législatifs.

Toute production, toute consommation, l'ensemble de l'économie planétaire, serait intégré dans l'ordre marchand : par exemple, les subventions à la culture ou l'établissement de normes pour les résidus de pesticides relèveraient de l'OMC.

Cette organisation commerciale du monde a pour objectif de "restructurer" l'économie mondiale dans le seul but d'accroître la compétitivité et le profit. Pour être compétitif sur le marché mondial, les industries de main-d'oeuvre sont délocalisées là où les salaires sont les plus bas, les produits du marché international peuvent sans limite concurrencer les productions domestiques. Partout, les conséquences sont catastrophiques. Les petits agriculteurs sont ruinés, des dizaines de millions de petites entreprises dans le monde font faillite. Chaque jour, dix fermes et vingt commerces cessent en France toute activité. Chaque jour, des pêcheurs du Sénégal et du Sri Lanka vendent leur bateau hypothéqué, ruinés par la pêche industrielle. Pendant ce temps, la logique de la pêche à outrance jette sur les criées de France et d'Espagne des milliers de tonnes de poissons "compétitifs"... et invendus : et le marin pêcheur breton devient chômeur.

Les pays du Sud déjà soumis à la pression du FMI n'ont pu résister au forcing du GATT. A coups de menaces et de sanctions unilatérales, les négociateurs américains ont obtenu l'ouverture du marché du riz des pays d'Asie du Sud-Est. Pour obtenir l'équivalent de la part des pays industrialisés tel que le Japon ou la CEE, c'est le chantage qui a été l'arme récurrente. Par le biais de l'accord dit de Blair-House, les USA ont obtenu le quasi monopole de l'alimentation du bétail européen.

Avec l'OMC, plus besoin de ces chantages et marchandages. Le Conseil

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
BANQUE MONDIALE
GATT

WORLD BANK / IMF
50
YEARS IS
ENOUGH

50 ans, ça suffit !



QUI NOUS GOUVERNE ?

ECOROPA - FIAN
24 rue de l'Ermitage
Paris 75020

de transparence
ôle démocratique
ions de Bretton
oute une propen-
enir les régimes
toritaires dans les
d et de l'Est.
nque mondiale
crédit au Chili
ue d'Allende mais
es fonds après le
t de Pinochet. Il
ême en Argentine
l. En 1979, 15
ents parmi les
sifs au monde ont
illiards de dollars.
de Ceaucescu est
1974 à 1982 l'un
nteurs les plus
de la Banque.

omme au Sud, des mou-
x travaillent à se libérer
grandissante des institu-
n Woods.

omme au Sud, ces mou-
ent à mettre en oeuvre
ui reconnaissent la pri-
main et de la nature sur la
trice du profit.

obstacle à la célébration
ntième anniversaire, une
nationale est menée sur
onnaît deux temps forts

lieu pendant les mois de
illet et culminera du 13
pendant la conférence
enaire à Bretton Woods
n internationale),

ra lieu du 26 septembre
à Madrid (forum "**Les
de la planète**"), lors de
Assemblée générales
e mondiale et du FMI.

une très large coalition
de syndicats et de partis
gage dans cette cam-
ge dans l'immédiat :
ion d'un débat public et
le documents permettant
i de 50 années d'activités
de Bretton Woods,
de la dette,
oire sur les programmes
ructurel,
oire sur tous les projets
: la Banque mondiale,
ification du traité insti-

Monsieur l'Administrateur,

La Banque mondiale prétend réduire la pauvreté et protéger l'environnement. Pourtant, elle finance des projets de développement qui détruisent le tissu social et le milieu naturel. Ses coûteux projets de modernisation et d'exploitation des ressources naturelles (grands barrages, mines, monocultures d'exportation) ont chassé des millions de personnes de leurs terres qui échouent dans les bidonvilles des mégapoles.

En collaboration avec la Banque, le Fonds monétaire international impose des politiques d'ajustement structurel aux pays du Sud et de l'Est. Dès 1987, l'UNICEF a accusé la Banque et le FMI de porter une grave responsabilité dans la baisse du niveau d'éducation, de nutrition et de santé de dizaines de millions d'enfants du Tiers-monde. En 15 ans, la dette a triplé alors que ces politiques étaient censées permettre le désendettement.

L'échec des projets de développement et des programmes d'ajustement rend nécessaire un bilan indépendant de cinquante ans d'activités de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

En attendant que ce bilan puisse être effectué, nous vous demandons, Monsieur l'Administrateur, de vous engager pour :

- un moratoire sur tous les projets destructeurs et, en particulier, sur les projets de grands barrages et de déplacements forcés de populations,

- un moratoire sur tous les programmes d'ajustement structurel en cours.

Veuillez croire, Monsieur l'Administrateur, en la détermination de notre engagement.

Nom _____

Adresse _____

Signature _____

FIAN / Ecoropa, 24 rue de l'Érmitage, 75020 Paris

Monsieur M-A. Authemans
Administrateur de la France auprès
de la Banque mondiale et du
Fonds monétaire international
Room IMF 13-118
1818 H Street, N. W.
Washington DC 20443
États-Unis

Monsieur le Député,

Le Parlement français va bientôt être appelé à ratifier le traité international instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Déjà, le GATT accélère la concentration des productions industrielles et agricoles dans certaines zones et en condamne d'autres à la désertification. Il entraîne, dans votre circonscription comme dans le monde entier, la dégradation des conditions de travail et l'exclusion d'une frange importante de la population.

Si l'OMC devait être instituée, le démantèlement des économies locales et ses conséquences sociales et environnementales ne pourraient que s'aggraver. L'OMC réduirait encore plus la marge de manoeuvre politique de la France. L'article XVI-4 stipule que "chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords". L'Assemblée nationale serait ainsi dépossédée de ses pouvoirs législatifs.

Électeurs de votre circonscription, nous vous demandons de ne pas renoncer au mandat que nous vous avons confié, nous vous demandons de vous engager publiquement contre la ratification de l'OMC.

Nom _____

Adresse _____

Signature _____

FRANCHISE
POSTALE

FIAN / Ecoropa, 24 rue de l'Érmitage, 75020 Paris

Mme/ M. le député

Assemblée Nationale
75355 Paris cedex

- J'ai envoyé les cartes postales à l'Administrateur français auprès de la Banque Mondiale et du FMI, et à mon député (Mme / M.....)
- Veuillez me joindre d'autres dépliants (20 F pour 5 exemplaires)
- Veuillez me joindre un dossier - recueil d'articles - sur les institutions de Bretton Woods (soit 50 F)
- Je désire avoir de plus amples renseignements sur Foodfirst Information § Action Network, organisation internationale pour le Droit de l'Homme à se nourrir (soit 50 F)
- J'ai déjà participé financièrement à la campagne "Chassés de leurs terres par la Banque Mondiale" et/ou à la campagne "Les Injustices de l'Ajustement".
- Pour soutenir la campagne "50 ans, ça suffit!" je fais un don de _____ F.
- Je désire m'engager plus activement dans cette campagne.
- Veuillez m'informer des suites de la campagne contre la célébration du cinquantenaire des accords de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international, GATT/ OMC)

Les chèques sont à libeller à l'ordre d'Ecoropa-France

Merci de joindre une enveloppe timbrée et libellée à votre nom et adresse.

Nom _____

général, ou
marchand
commerce
de la prop
chacun de p
tiques aux
plier. Le G
un Mécanti
commercia
comme tec
pour foncti
ment avec
FMI les pol
pays memb
l'OMC, ce r
rang d'Org
tiques com
pouvoirs d'

**Un "go
global"**

Dirigées pa
qui ne sont
aucune jur
le FMI et b
mer, en lie
de "gouver
politiques é
logiques et
profit des i
ciaux qui d
mondiale.

L.F. Jara
nent de la O
décrivit l'OM

Résist

Les fem

Antipolo

"Les

drissent

des mul

intrants

travaille

Ces p

lence à

vistes p

dans no

familles

Les f

politiqu

turel qu

invisible

l'approv

payer de

Le prix



ANNONCES

EMPLOIS - FORMATIONS

- Le centre de formation des paludiers de Guérande organise un stage de formation de douze mois, pour adultes, à partir de janvier 1995. Il peut recevoir dix stagiaires, qui peuvent prétendre, sous certaines conditions, à différents types de rémunération. Destiné à former des agriculteurs « producteurs de sel », il comprend des cours théoriques dispensés par un paludier « maître de stage » sur une exploitation salicole. Renseignements : Michel Coquard, Kestravouille, 44350 St-Molf, tél : 40 62 58 87.

EMPLOIS- OFFRES

- L'association Le Serpolet, magasin associatif de produits de culture biologique et respectant l'environnement, cherche une personne en contrat CES, à partir du mois de juin, pour la tenue du magasin. Envoyer candidature motivée à : Le Serpolet, 35 place de la Nation, 19110 Niort.

EMPLOIS - DEMANDES

- Militant écolo, 47 ans, cherche emploi dans cadre municipal pour création ou développement de transports collectifs périurbains. Expérience pratique. Connaissance aspects législatifs et réglementaires. Diplômes professionnels (attestation capacité voyageurs et permis D) et formation générale (sociologie, économie), tél : 98 72 57 94.

OBJECTEURS

- Le centre communal d'initiation à la nature et à l'environnement de Meylan cherche deux objecteurs qui auront pour fonction l'entretien et le suivi du secteur animalier dans ses deux aspects (animaux domestiques et centre de sauvegarde de la faune sauvage) : nettoyage, nourris-

ge, entretien d'installations, approvisionnement, suivi de l'état sanitaire, participation à l'encadrement des enfants lors des activités, soins aux animaux domestiques, relations avec le public, accueil d'animaux sauvages. Motivation et connaissances naturalistes souhaitées. Ecrire à : CINE, 52 rue de Rochasson, 38240 Meylan, tél : 76 90 31 06.

- La fédération nationale des clubs connaît et protège la nature, FCPN, Jean-François Duthel, 08240 Boul-t-aux-Bois, propose un poste d'objecteur pour démarchage commercial, suivi de dossiers, relations avec la presse. Profil souhaité : connaissance du milieu associatif, expérience CPN, capacités de rédaction et sens du contact. Possibilité d'embauche en fin d'objection.
- RELIER, réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél : 76 87 18 75, réseau national crée par des exploitants ruraux, cherche un objecteur pour animation de terrain dans différentes régions de France en vue d'organiser

des rencontres nationales sur le développement, lien social et solidarité en milieu rural et sur la vente collective directe de produits fermiers. Il aura une connaissance du milieu agricole, une expérience de l'animation, la possibilité de se déplacer.

IMMOBILIER

- Nous vendons notre maison en bois, avec fondation, dans le Lot pour cause de déménagement. Surface : 32 m² + terrain clôturé de 3000 m² sur Causse. Calme assuré. Possibilité Eau+électricité. Prix : 40 000 F. Tél : 65 30 75 99 (heures des repas).
- Vend ferme avec 11 ha de terres cultivables, élevage de chèvres, production fromagère, avec tout le matériel, clientèle, maison 5 pièces parfait état. Prix : 1 100 000 F. Beaudière, 86200 Neuil sous Faye, tél (soir) 49 22 53 90.

RECHERCHE

- Etudiant, travaillant à mi-temps, d'origine rurale, cherche à partir à la campagne en juillet-août pour n'importe quel travail (cueillette de fruits, garde de troupeaux...) même sans rémunération : demande un toit, un couvert et un peu d'argent de poche. Prendre contact avec Mouloud Fradji, 12 av. GI Leclerc,

LA LIBERTE DE CIRCULER

un livre de Colin Ward
préface René Dumont, postface Robert Joumart

Colin Ward montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Comment la route a détrôné le rail. Il développe ensuite les alternatives possibles.

Bon de commande
page 39



92340 Bourg-la-Reine, tél : (1) 46 64 13 96.

- Costas Millotis, grec, écologiste-végétarien, non-violent, menuisier, cherche volontaires, nourris et logés, pour débroussaillage, plantations diverses, création d'une fontaine, disposition de ruchers, etc... Il habite près de Pigadie, capitale de l'île de Karpathos, 6000 habitants et aujourd'hui menacée par le tourisme. Pour en savoir plus : Costas Millotis, Pigadia, 85700 Karpathos, Grèce.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

LES METIERS DE L'ÉCOLOGIE

Hors-série n°6 Coédition Silence / A Faire

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir pour peu que l'on réfléchisse à la méthode de travail, que l'on développe la solidarité et que l'on s'appuie sur une certaine éthique.

Au sommaire : l'environnement, l'agriculture biologique, la santé, l'éducation, le social, les énergies renouvelables, la coopération Nord-Sud, l'édition, les finances alternatives... 40 reportages.

Rédaction coordonnée par Michel Bernard
108 pages, nombreuses illustrations,
70 F (+15 F de port).

Bon de commande page 39.





AGRI BIO : STRATEGIES DE COMMERCIALISATION

L'agriculture biologique commençant à être connue du grand public, se pose la question de la commercialisation. Il existe pour cela de multiples démarches : marchés, coopératives, boutiques, supérettes bio, vente par «paniers», vente ambulante, cantines

blo... Peuple et Culture organise du 22 au 30 octobre 94, un voyage en Allemagne (à Felsberg/Kassel) pour confronter expériences françaises et allemandes. Un interprète est présent tout le temps. Ce voyage est ouvert prioritairement aux agriculteurs. Renseignements : Peuple et culture Puy-de-Dôme, 3 rue Gaultier de Blauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 73 36 05 36 (Ines Ullrich)

RESEAUX ESPERANCE : RENCONTRE D'ETE

Les Réseaux Espérance mettent en relation des personnes qui veulent unifier leur vie personnelle et leurs engagements pour une société plus fraternelle. Ce réseau informel se réunit régulièrement pour discuter des valeurs de dimension communautaire de vie, d'auto-gestion, de non-violence, d'écologie, de pauvreté, de

transcendance. Les rencontres d'été auront lieu du 24 au 31 juillet à la Communauté de Bois-Gérard, 10130 Chessy les Prés. Le thème de l'année est l'Europe avec ses problèmes ethniques, économiques et leurs conséquences sur la vie quotidienne. Renseignements : Réseaux Espérance, 98 Bd des Rocs, 86000 Poitiers.

TERRE D'ACCUEIL : AGRICULTURE BIO ET TOURISME VERT

L'agriculture biologique qui valorise l'autonomie nourricière aussi bien au Nord qu'au Sud a su devenir un des moteurs d'un projet de société alternatif. Autre développement : le tourisme vert. Et si on liait les deux ? C'est le projet de l'association «Arpent Vert» qui avec le soutien de nombreuses associations européennes (Nature et Progrès en France) essaie de mettre en place une charte engageant les producteurs et autres prestataires ruraux à préserver l'environnement, valoriser le terroir, respecter les modes de vie locaux, veiller à la qualité des relations humaines, garantir la qualité biologique des produits, mettre en œuvre une pratique quotidienne écologique cohérente, travailler de manière solidaire. Cette charte peut être signée aussi bien par des agriculteurs que des entreprises de transformation, des artisans, des associations diverses... Elle veut promouvoir «des voyages éco-solidaires pour des campagnes vivantes». Pour que le projet voie le jour, l'association a besoin de devenir plus grosse. C'est pourquoi elle cherche à créer des personnes qui s'engagent sur un don ou un prêt dès que les premiers projets se concrétiseront. Pour en savoir plus : L'Arpent Vert, 299 route du Phare, 76400 Fécamp, tél : 35 27 34 39.

MASSIF CENTRAL : HIPPOTOUFER

Saltimbanque : mot magique, mot de voyage, du spectacle. De la rencontre de quinze personnes est née l'idée de renouer avec cet ancien moyen de communication, d'échange.

Issus d'horizons géographiques et d'activités variés, ils viennent cependant tous du milieu rural. La plupart ont déjà des expériences du spectacle et de l'animation. Ils ont tous une idée commune : faire partager leur goût de l'animation et de la représentation. D'où le projet d'organiser un spectacle itinérant pendant quatre mois. La préparation se fait maintenant depuis un an. Le groupe a tout pris en charge : construction de roulottes, reconnaissance de l'itinéraire, achat et entretien des chevaux, communication... sans oublier la formation, la préparation du spectacle, la gestion de la vie de groupe. Du 27 mai au 30 décembre, ils sont sur les routes du Massif Central. Leurs déplacements s'effectuent à l'aide de deux roulottes, tirés par des chevaux. L'une se transforme en scène, l'autre est pour le matériel et les tentes. Ce mode de transport a été choisi parce qu'il correspondait au désir du groupe : se déplacer à son rythme, rencontrer la population, rester le plus possible



dans des zones rurales, être autonome au niveau de l'intendance (repas, nuits, spectacle...) Ils roulent un jour sur deux et font le spectacle en alternance. Celui-ci comporte théâtre, musiciens, conteurs, clowns... Financièrement, la troupe a organisé des animations, des

ventes de produits pendant l'hiver et récolté des subventions. Le budget s'élève à 123 000 F. Pendant le voyage, les saltimbanques passeront avec un chapeau à la fin de la représentation. Pour les rencontrer : Hippotoufer, «Pierre-Filant», 69640 Rivolet, tél : 72 37 43 68 (répondeur).

PARIS : ZOOM ECOLOGIE 106.3 Mhz

Pour suivre l'actualité de l'écologie en région parisienne, branchez-vous sur l'émission «Zoom écologie» sur Paris Plurielle, tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30. Renseignements : Paris-Plurielle, 129 av. du Pt Wilson, 93210 La Plaine St-Denis, tél : (1) 48 13 00 99.

ALPES DE HAUTE-PROVENCE : «DESERTEURS DE TOUS PAYS...»

Le Forum civique européen organise à Forcalquier son cinquième congrès du 1er au 8 août. Lieu de rencontre des «déserteurs du système», il se penchera principalement cette année sur trois questions : «la fin du plein-emploi : faut-il vraiment regretter l'ère du salariat ou inventer (réinventer) de nouvelles formes d'organisation économique ?» ; «l'exclusion est-elle une donnée objective ou un concept forgé à l'intention d'un système aux abois qui tente de se présenter comme la seule réalité possible ?» ; «l'humanitaire n'est-il pas la nouvelle figure du colonialisme ou plus simplement, de la domination ?». Programme complet : Forum Civique Européen, BP 42, 04300 Forcalquier.

LOT : ECO-FOIRE

La prochaine foire biologique de Figeac se déroulera le dimanche 17 juillet de 9 à 19 h. avec un marché biologique et artisanal dans le Figeac historique, des animations et des conférences-débats sur les rapports Nord-Sud avec Pierre Rabhi, sur l'éducation et sur le sida et vaccination. Contact : Comité d'organisation de la foire biologique, Centre social, place Vival, 46100 Figeac.

GARD : CHANTIER ECOLOGIQUE

Le centre écologique européen organise du 5 au 20 août, dans le Parc national des Cévennes, la restauration d'un hameau abandonné depuis 50 ans, à 800 m d'altitude près du Mont Lozère. Hébergement rustique, stage non-fumeur. Pour en savoir plus : Jacques Vecker, CEE Vaugran, 30480 St-Paul La Coste, tél : 66 55 67 57.

BOURGOGNE : FOIRE AGROBIOLOGIQUE

«La Gaudriole», première foire agrobiologique de Bourgogne, aura lieu les samedi 2 et dimanche 3 juillet dans le parc du Château de Pierre de Bresse, en Saône-et-Loire. Au programme : exposition

L'été voit la multiplication des camps internationaux autour de thèmes écolos variés. En voici quelques uns :

- **Allemagne**, 15 au 29 juillet, rencontre avec des associations turques sur le problème des étrangers en Allemagne. Un appel est lancé pour que des participants d'autres pays viennent parler de lutte antiraciste chez eux. Contact : *Wolfrang Schwartz, Herzog-Friedrich str. 79, 24103 Kiel, tél : (49) 431 677313.*
- **Allemagne**, du 30 juillet au 14 août, camp international de la jeunesse sur le thème de l'Europe : jeux, peinture, théâtre... sur la vision future de l'Europe. Contact : *IYNF, 167 av. Princesse Elisabeth, B-1030 Bruxelles.*
- **Suède**, 23 au 31 juillet, camp de jeunes international sur le thème des écosystèmes de la forêt boréale, randonnées... Contact : *Falbiologerna, Box 6047, 10231 Stockholm, tél : (46) 8 31 56 34.*
- **Norvège**, 30 juillet au 6 août, camp international pour la Paix, à Narvik, au nord du cercle arctique, pour les 16 à 19 ans. La dernière journée sera une journée d'action en souvenir d'Hiroshima. Contact : *Narvik Peace Center, PO Box 700, N-8501 Narvik Norvège, tél : (47) 76 948699.*
- **Bulgarie**, du 8 au 15 août, rallye dans les forêts du nord du pays avec des problèmes liés à l'écosystème local. Contact : *YEE, Oudegracht 42, 3511 AR Utrecht, Netherlands.*
- **Luxembourg**, du 5 au 11 septembre, camp dans une forêt au nord du Luxembourg, menacée par le passage d'une autoroute. Actions de sensibilisation pour demander la protection de cette forêt. Contact : *Relland Housse*

vente de produits bio, éco-produits, énergies renouvelables, recyclage des déchets. Programme complet : Ecomusée de la Bresse Bourguignonne, Château, 71270 Pierre de Bresse, tél : 85 76 27 16.

Vacances écolos

33, 9964 Hudlange, Luxembourg.

- **Croatie**, en permanence, camp international de paix pour la reconstruction de Pakrac. Cette ville a été détruite aux trois-quarts lors de batailles en janvier 1991. Depuis, l'ONU a réussi à se faire rencontrer habitants croates et serbes et un plan de reconstruction a été mis en place. De nombreux groupes pacifistes locaux y participent en espérant que cette «résolution locale du conflit» servira d'exemples ailleurs. Contact : *Pakrac Project, Tcalciceva 38, 41000 Zagreb, Croatia, tél : (385) 41 422495.*
- **République Tchèque**, juillet, pour contrer la pollution de l'air par les centrales thermiques au Nord et les risques d'accident des centrales nucléaires au Sud, les «Brigades pour une énergie propre» organisent près de Temelin un camp pour les énergies alternatives où les participants seront invités à réaliser des installations concrètes. Contact : *Hnutí Duha, Jan Beranek, Jakubske nam 7, 602 00 Brno, Czech Republic, tél : (42) 5 4221 0438.*
- **Autres camps** : le SCI, service civil international, organise de multiples camps (reconstruction en Croatie, fouille archéologique en Bulgarie, plantation d'arbres en Irlande...). Un dossier de 66 pages est disponible sur demande à : *SCI, Old Hall, East Bergholt, GB, Colchester CO7 6TQ, Grande-Bretagne, tél : (44) 206 298215.* On peut encore signaler :
 - **Fermes biologiques de l'Est** : si vous désirez passer vos vacances dans une ferme biologique de l'Est, vous pouvez contacter : *ECEAT, PO Box 10899, 1001 EW Amsterdam, The Netherlands, tél : (31) 20 6681030.*

• **Tour de la Baltique à bicyclette** : du 17 juillet au 13 août, un tour géant à vélo est organisé. Départ de Grefswald en Allemagne puis Pologne, Lituanie, Estonie en passant par des parcs naturels et des réserves. Contact : *Naturfreundejugend Landesverband Niedersachsen, Koordination Ostsee Rad Tour 1994, Humboldtstr. 21/22 A, 30169 Hanover, tél : (49) 511 14439.*

• **Tour illimité à bicyclette** : du 20 juillet au 3 août, une randonnée est organisée qui reliera Allemagne, Pays-Bas et Belgique avec des actions symboliques devant les grands sites destructeurs liés aux transports (aéroports, ports, lignes à grande vitesse...). Contact : *Gerbrand Oudenaarden, JMA, Oude Gracht 42, 3511 AR Utrecht, the Netherlands, tél : (31) 30 343986.*

• **Ecotopia Bike Tour**, du 21 juillet au 4 août, de Tiszafüred (Hongrie) aux Carpates, 60 km par jour à travers la Transylvanie. Puis poursuite possible par le camp Ecotopia au pays de Dracula jusqu'au 21 août. Contact : *EYFA Hungary, Lövház 4.19 1/1, 1024 Budapest, tél : (36) 1 132 34 32.*

Et en France :

• **Vallée d'Aspe** : c'est l'été ou jamais ! Les opposants au tunnel du Somport entendent tout faire pour ralentir les travaux jusqu'à ce que le Tribunal statue sur leur illégalité. Contact : *Collectif Alternatives Pyrénéennes a l'Axe E7, BP 310, 64003 Pau, tél : 59 82 96 61.*

• **Isère** : Pour participer à la construction du Centre Terre Vivante, pour pratiquer l'écologie au quotidien, vous pouvez venir pour une semaine ou plusieurs. Contact : *Centre Terre Vivante, BP20, 38711 Mens. Tél : 76 34 80 80.*

HERAULT : FRIGOULE 94

La foire bio «Frigoule 94» aura lieu le dimanche 17 juillet à Gignac, dans l'Hérault, à l'ombre des pla-

tanes de l'esplanade, à l'initiative des producteurs Nature et Progrès. Cette année, des conférences-débats sont organisées sur le thème «Habitat et environnement». Contact : 67 02 04 09.

UTOVIE MAISON D'ÉDITION

Dans le domaine de l'édition, avec la mode écolo du début des années 90, on a vu naître des collections chez les grands éditeurs... Ce phénomène avait déjà été observé dans les années 70 avec en particulier des collections chez Chiron, Pauvert, Maspéro... Mais ces

avec un retour d'investissement souvent lent. Le développement de grosses structures de diffusion (FNAC par exemple) ont augmenté la fragilité de la diffusion : si tous les livres sont présentés dans ces grandes structures, ils ne restent en rayon que quelques mois avant d'être simplement référencés.

Créées en 1971, les Editions Utovie ont su échapper à tous les écueils et offrent aujourd'hui le plus fourni des catalogues de livres écologistes. Mais le résultat est modeste : elles n'ont créé qu'un unique emploi...

(1) Librairie Parallèle, 47 rue St-Honoré 75001 Paris, tél (1) 42 33 62 70.

grandes maisons d'édition ne s'intéressent qu'au créneau financier que cela peut représenter. Sitôt l'effet de mode passé, les collections disparaissent.

A côté de ces grands groupes financiers existent de nombreuses petites maisons d'édition qui ne publient que quelques titres et dont la diffusion reste confidentielle. Il en existe des centaines en France, dans le domaine de l'écologie comme dans d'autres domaines. Le domaine de l'édition est un milieu exigeant car le livre nécessite une mise de fonds importante

Dans le domaine de l'écologie, de nombreuses associations ou individus se sont lancés dans le domaine de l'édition. Les années 70 ont vu naître plusieurs initiatives. La plus ambitieuse aura sans doute été celle des "éditions alternatives" dont l'activité était complétée par "alternative diffusion", une société qui avait pour but de diffuser toutes les petites maisons d'édition différentes dans le grand réseau de distribution. Cette initiative était complétée à Paris par une librairie alternative. A la suite de dissensions internes, le secteur

librairie a explosé et une partie des promoteurs du projet ont créé alors la "librairie parallèle" qui existe toujours aujourd'hui (1). Le secteur diffusion a fait faillite au milieu des années 80, à la suite de la désaffection du public pour ce genre d'ouvrages. L'arrêt de "diffusion alternative" a entraîné de nombreuses petites maisons d'édition dans sa chute, les livres mis en vente par ce biais n'ayant pas été rémunérés.

Un autre créneau a été la diffusion de livres en s'appuyant sur la parution d'une revue. Ainsi "Ecologie", l'un des titres phares des années 70 et du début des années 80, avait mis en place les "Editions de la Surienne". Un poste salarié sur ces éditions a permis la parution d'une cinquantaine de titres. Là aussi le creux du début des années 80 a été fatal et le secteur édition était supprimé. La revue devait survivre avec de multiples soubresauts jusqu'au début 1992. La revue "Nature et Progrès", qui édite quelques ouvrages, a mis en place un service de vente par correspondance de ses livres et d'une sélection de titres (essentiellement dans le domaine de l'agriculture biologique). «Les quatre saisons du jardinage», autre revue, a également sa maison d'édition "Terre Vivante"...

Comme on peut le constater, le secteur de l'édition est un secteur fragile et les vagues écolos successives ont noyé bien des projets. Depuis le milieu des années 80, existent les éditions Sang de la Terre qui au départ avaient la volonté de publier des livres écologistes à caractère scientifique. Cette maison d'édition, qui a bénéficié d'un apport financier important, s'est toujours retranchée dans un apolitisme théorique, rappelé en début de chaque ouvrage... On y trouve surtout des textes environnementalistes et historiques. Cette maison d'édition a depuis intégré des circuits financiers plus traditionnels pour pouvoir poursuivre ses activités. Même si le catalogue de titres est entièrement consacré à l'écologie, on ne peut pas parler d'initiative alternative et d'ailleurs ils ne le revendiquent pas.

De l'écriture à l'édition

Finalement, de toutes ces initiatives datant de la première vague écolo des années 70, il n'en est resté qu'une : Utovie, une maison d'édition créée en 1971. A la tête de ce projet, Jean-Marc Carité que nous avons rencontré.

Le projet est né en banlieue parisienne. Il est souvent difficile pour un écrivain de trouver un éditeur pour ses débuts. Il existe des maisons d'édition qui travaillent "à compte d'auteur", c'est-à-dire que vous payez pour être édité. Ces pratiques à la limite de l'honnêteté sont très lucratives puisque l'auteur doit écrire, payer l'édition et vendre le livre, la maison d'édition se contentant de faire le conseil. De nombreux jeunes auteurs se font piéger par ces maisons d'édition.

Pour éviter cela, Jean-Marc Carité, jeune écrivain, décide de réaliser ses livres du début à la fin. De l'écriture à la vente en passant par l'imprimerie.

"Je suis arrivé avec mes piles de bouquins dans les librairies qui acceptaient ce genre de dépôts et puis très rapidement, certains livres se vendant assez bien, j'ai reçu des manuscrits. On commence à lire les autres, on écrit moins et c'est comme ça qu'on devient éditeur. Pourquoi éditeur écolo ? Issu de mai 68, du mouvement communautaire et libertaire, on a fait partie des premiers anti-nucléaires qui ont manifesté à Bugey lors d'actions menées par la revue «La gueule ouverte». C'était une question de cohérence de militance, de vie et de travail".

En un an, le choix est fait Jean-Marc Carité décide de faire de l'édition son travail. Toujours dans l'optique de l'époque, les éditions Utovie font leur retour à la terre en 1973. Après quelques tâtonnements, Utovie s'installe dans le Sud-Ouest.

L'actuelle adresse correspond à une maison achetée en 1986, une énorme maison avec un hectare de terrain, au milieu des Landes.



Jean-Marc Carité (photo Utovie)

Après plus de vingt ans d'existence, la maison d'édition a su résister aux tendances qui guettent toute entreprise alternative : la marginalisation et la récupération. Utovie est toujours resté fidèle à ses idées militantes de départ avec un fort ancrage dans la mouvance alternative-éco bio. Jean-Marc Carité n'a jamais hésité à mêler ses activités d'éditeur à ses engagements politiques, se présentant sous l'étiquette écologiste à de nombreuses reprises depuis 1981. Il a participé à la genèse et au développement des Verts... avec un regret l'absence presque totale de rapport entre la démarche verte et la culture. Cette démarche politique a toutefois eu une conséquence sur la maison d'édition : les grandes bibliothèques n'ont plus acheté les livres à partir de 1981, les socialistes n'appréciant pas l'engagement écologiste (les 200 plus grandes bibliothèques achè-

tent selon des listes d'ouvrages fournies par le ministère de la culture avec les subventions). Ce boycott a obligé Utovie à abandonner son secteur littérature et poésie qui n'était équilibré que par ces achats. Utovie s'est recentré sur les secteurs jeunesse, écologie pratique, et écologie politique.

Vente directe et ouvrages spécialisés

Utovie a tout essayé en matière de diffusion. Le passage par les circuits conventionnels provoque un gâchis fantastique. Le passage par "Alternative diffusion" a laissé un trou financier. Quelques titres - essentiellement une collection concernant la cuisine - passent encore par des diffuseurs régionaux : cela représente un tiers du chiffre d'affaires. le reste est assuré directement par Utovie. Un catalogue est tiré deux fois par an à



La maison où vivent les Editions Utovie

10 000 exemplaires et assure un deuxième tiers des ventes, le reste étant de la vente directe en salons et foires, essentiellement les manifestations écologiques et pas du tout les salons du livre.

Cette diffusion directe a une certaine importance dans le choix des livres. En effet, le système de diffusion actuel laisse environ 33 % de marge au libraire. Si celui-ci doit vendre un livre à 200 F, il gagne donc 66 F moins les frais de livraison. S'il vend un livre à 30 F, il ne gagne que 10 F, ce qui ne couvre plus ses frais. Les libraires vont donc favoriser les livres chers. La vente par correspondance et la vente directe en salon permet de diffuser des livres de petite taille. Ainsi, on trouve dans le catalogue d'Utovie des livres à partir de 35 F.

L'écologie pratique a donné naissance à la collection "L'encyclopédie d'Utovie". Chaque fascicule est centré sur un sujet précis traité par un spécialiste de la question "Planter les arbres", "Sauvegarder une rivière", "Arboriculture fruitière" "Reconversion à l'agriculture biologique", "Le chauffage au bois". Ces petits

livres sont surtout faits sur commande d'Utovie.

La collection "Jeunesse" publie des textes plus classiques comme "L'homme qui plantait des arbres" ou "Le discours du chef Seattle", des livres d'éducation sexuelle comme "Et si on en parlait", "On n'hésite pas à le dire". Quand ces livres sont sortis, c'était une première et Utovie a été mis sur des listes de livres à éviter par certaines associations familiales.

Dans la collection "écologie politique", on trouve aussi des classiques comme "La désobéissance civile" de Thoreau ou des ouvrages bien d'actualité tel "La reconversion des usines d'armement dans le Sud-Ouest de la France" écrit par... Jean-Marc Carité. Certains de ces livres sont co-édités avec d'autres éditeurs ou avec des revues.

Concernant les auteurs, il y a quatre types de contrats

- acompte pour une commande et régularisation sur les ventes,
- des droits d'auteur classiques au pourcentage des ventes,
- mensualisation avec régularisation deux fois par an selon les ventes,

- rien du tout, certains ne voulant pas de rémunération.

Les tirages restent faibles souvent le premier tirage n'est que de 1000 exemplaires avec un façonnage (mise en forme des feuilles imprimées sous forme de livres) par tranches de 200 exemplaires. Cela évite, en cas d'échec, de perdre trop d'argent. Certains livres ont une carrière remarquable "Le discours du chef Seattle" a dépassé les 20 000 exemplaires, les livres de cuisine font souvent plus de 10 000. Certains thèmes de l'encyclopédie comme "Faire son pain" passent les 15 000 ouvrages (2).

Utovie est passé par plusieurs types de structures SARL, GIE, pour finalement revenir au statut associatif. Son chiffre d'affaires actuel reste faible, comparé à la profession : entre 400 et 500 000 F par an. Cela permet de salarier correctement une personne... et de faire vivre une famille en accord avec ses idées.

Michel BERNARD

Utovie, Jean-Marc Carité, 40320 Bats, tél 58 79 17 93.

(2) Pour le lecteur qui ne voit souvent que les publicités des best-sellers, rappelons que la vente moyenne d'un ouvrage en France est de seulement 300 exemplaires !

DERNIERE

«HOOVERISATION»

AVANT LIQUIDATION

Depuis un peu plus de deux décennies le chômage grignote petit à petit la population active. Pourtant, globalement, la production ne cesse de croître (2). 35 000 000 de chômeurs dans les pays industrialisés,

voyance (4), la numérologie, la morphopsychologie etc...

Parallèlement, observateurs, économistes, experts et hommes politiques autorisés, expliquent la situation à l'aide d'éclairages fallacieux. La crise

(5) dont «seule une partie infinitésimale se transforme en investissements productifs» (6). Tout le reste, 95% des transactions-(7), ne reflètent que des flux financiers ne servant qu'à la spéculation brute. Ainsi les ondes s'emplissent-elles de vide, interminablement. Jamais l'absence de sens n'avait été aussi omniprésente, à ce point largement répandue et admise au sein des populations. Mais «il faut bien occuper les humains, désormais résiduels, pendant que les processus macro-économiques gagnent de l'argent tout seul» (8). Les RMistes, stagiaires, salarié-e-s dans le «pétrin» et les petits porteurs se sentent certainement concernés par les fluctuations des cotations sur l'indice «machin», à Tokyo, Francfort, Londres, Paris, ou New-York. Il serait intéressant de s'apercevoir que personne n'écoute pour qu'ils trouvent enfin une raison de se taire.

Régulièrement, un-e représentant-e du gouvernement annoncera devant un-e journaliste béat-e les prochaines mesures quant à l'emploi ou feindra de s'apitoyer devant la montée du chômage. Montée, d'ores et déjà tellement banalisée, qu'elle n'a pour seul effet que d'accentuer le stress de celles et ceux ayant la «chance» de s'empoigner autour du travail encore à pourvoir, tout en gardant à l'esprit que le prochain lot de licenciements les concernera peut-être directement.

Tous les secteurs sont touchés, rien n'est laissé au hasard.

«Plus nous autres Européens nous inventons des moyens et des outils pour vous soumettre, vous, les autres continents, vous tromper et vous piller, plus ce sera peut-être à vous de triompher. Nous forgeons des chaînes avec lesquelles c'est vous qui nous tirerez. Les pyramides renversées de nos constitutions se redresseront sur votre sol, vous avec nous...»

J.G.HERDER(1)

15 000 000 environ dans la seule C.E, 3 300 000 officiellement en France, redonnent une atmosphère des années 30 (3) avec son cortège de déliquescentes sociales: petits boulots, travail effectué au noir, système «D», repli sur soi et en prime le retour de signes d'instabilités illustrés par l'inflation de jeux de hasard, la fréquentation de sectes, le refuge identitaire, la recrudescence des fondamentalismes religieux, la publicité toujours plus agressive faisant miroiter un monde «idéal», l'astrologie, la

serait conjoncturelle, cyclique, due à une pénurie ou une baisse de la production. Pour nous laisser croire que nous participons en tant qu'acteurs (actifs) à ce monde économisé ou à cette économie mondialisée, les média (France Inter par exemple) distillent les mises à jour quotidiennes des valeurs boursières à l'instar de la météo marine. En effet, les Jean-Pierre Gaillard, Francis Bernard, Jean-Marc Sylvestre nous font suivre à la virgule près «les 1 000 milliards (de dollars) brassés quotidiennement»

(1) 1774, *Auch eine Philosophie der Geschichte zur Bildung der Menschheit*. Edt. Carl Hanser, Band 1, 1984.

(2) Claude Julien, *Ces «élites» qui régissent sur des masses de chômeurs*. Monde Diplomatique, avril 1993. Jacques Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT Editeur, Septembre 1993.

(3) Cette comparaison souvent évoquée

Après les fleurons issus de la première révolution industrielle, d'autres domaines connaissent le même sort : les services, l'industrie de pointe, l'automobile, la presse ainsi que la pêche et l'agriculture.

Certaines corporations usent de la violence par souci médiatique pour exprimer leur désarroi ou assooir leur lobby.

L'industrie textile, lors des dernières manifestations (14 mai 1993 à Paris) a mis l'accent sur un aspect clef de la situation. Non pas que ce secteur puisse se targuer d'avoir toujours adopté des conditions sociales respectant la dignité de celles et ceux attelé-e-s à l'ouvrage. Loin c'en faut ! Si les boutiques, s'implantant toujours plus nombreuses en ville, regorgent de "fringues", moins de main d'œuvre est nécessaire, en tout cas ici. Après s'être toujours distinguée en puisant parmi la population clandestine (9), cette industrie profite comme d'autres secteurs (10) des poches de pauvreté à travers le monde afin d'y exploiter des enfants et des adultes à vil prix. Ainsi les marchandises, finissant leur odyssée dans les rayons de nos supermarchés, dans les catalogues de vente par correspondance ou même certaines chaînes de luxe sont toujours plus fréquemment confectionnées de par le monde. Le prix à la vente, fût-il inférieur de 10 à 20% que le prix français, ne tient pas compte du coût dérisoire de la production. La différence, souvent démesurée, revient aux intermédiaires, à l'industriel, au réseau d'actionnaires.

La logique de guerre...

En 1989, lors de l'ouverture des frontières à l'Est, les éleveurs de bovins de l'Ex-Allemagne de l'Est, ne parvinrent plus à écouler leur production, les allemands s'étant détournés de ces produits locaux sous prétexte qu'ils seraient stalinien. C'est ainsi qu'en France le marché fut submergé par des denrées légèrement moins chères, ce qui suffisait néanmoins à ce que certains se «sucrent» au passage. Les média, mais aussi les syndicats, avantagèrent ici le discours



Ancienne usine de chaussures : aujourd'hui les Nike, Reebok et autres Adidas sont produites dans le Sud. (photo CG)

corporatiste, la rivalité entre les deux «camps» -en l'occurrence les éleveurs des pays respectifs- piégés dans la «logique» du commerce international. Hormis quelques articles de fond (11), prenant du recul, présentant les tenants et les aboutissants, tout fut transmis de sorte que s'exacerbe la haine entre eux, alors qu'il eût été souhaitable d'éclairer les différents «protagonistes» sur le véritable enjeu, les dépassant largement. Alors serait apparu le rôle des sociétés import-export, de la puissance des grandes surfaces, de la spéculation, etc... C'est peut-être trop demander aux quotidiens et à l'info-spectacle !

Un autre exemple frappant est celui du liège pour certains vins français. Après avoir cessé

l'activité des bouchonniers en France au profit de l'Espagne, c'est au tour du Portugal de fournir la matière première avant d'expédier le bouchon brut en Allemagne pour son nettoyage et l'impression de la marque du vignoble, pour revenir chez «nos» viticulteurs. Là-bas, sur la péninsule, la main d'œuvre y est encore bon marché et le rythme d'un travail de longue haleine imposé par le liège (séchage) est adapté à la vie d'une population encore peu exigeante, trouvant en parallèle d'autres sources de revenus dans quelques travaux agricoles. Mais le jour viendra où le niveau de vie aura augmenté et la délocalisation franchira la Méditerranée vers le Maghreb. Seul obstacle à cette course vers le

ne doit pas nous faire oublier que si le chômage touche plus de monde aujourd'hui, le pourcentage par rapport à la population globale est moindre que jadis. Pour l'Allemagne de 1932-33 30% de la population active alors qu'en 1994 «que» 9 à 10% est au chômage. Bémol souligné par Wilfried Herz, *Die Schleifspur wird immer tiefer, Die Zeit* 4. Februar 1994. Selon ce qui arrange, soit le nombre brut soit le pourcentage sera retenu.

(4) Publicité fréquente dans Libération.

(5) Frédéric Clairmonte, *Hors de tout contrôle, le pouvoir financier*. Monde Diplomatique, novembre 1992.

(6) Idem 5.

(7) Guillaume Goubert, *Fragilité, La Craix l'événement* 18 septembre 1992.

(8) *Télérama*, 20 octobre 1993, *détresse humaine. Chronique des non travaux forcés*. Ed. Flammarion. Emission à ARTE, 26 octobre 1993, sur le chômage des cadres.

(9) *Evénement du Jeudi* 9 au 15 septembre 1993. *Chinois à crédit, Actuel, Mars 1987*. Aussi Fausto Giudice, *Têtes de Turc en France*, Ed. La Découverte. Voir le très bon article de Laurent Carroué, *dumping social et délocalisations, le naufrage des industries textiles européennes*. Le Monde Diplomatique, décembre 1993.

(10) Voir Michel Bernard, *Délocalisations, chômage et solidarité*, Silence n°169.

(11) Voir Jacques Berthelot, *Libre-échange ou protectionnisme: un dilemme trompeur, Contre les aberrations du productivisme en agriculture*. Monde Diplomatique, décembre 1993. Contre la «Bastille politico-agricole», lire le pamphlet de Michel Leblan, «l'agriculture, la putain, et le député», Calman Lévy, 1993.

plus pauvre, le chêne-liège ne pousse plus au-delà de cette limite. Qu'importe ! Le projet est déjà dans les têtes des industriels, le liège sera supplanté par le plastique issu du pétrole... à moins que...

Les pêcheurs souffrent actuellement de la même logique. Leur production devant concurrencer le poisson provenant de Russie, de Pologne, des pays Baltes, là où le niveau de vie est moins élevé. Ici, à nouveau, l'importation de ces produits semblent n'être due à rien, à aucune logique. En filigrane, les médias nous suggèrent que le seul responsable, serait le «pauvre» se permettant de nous «envahir» à peu de frais à l'aide de sa «camelote». Bien sûr, tout comme l'agriculture il ne s'agit pas de délocalisation à proprement parler.

Mais cela relève du même processus où chacun, dans une logique conflictuelle permanente, souhaite «à tout prix» couvrir ses voisins de sa propre production.

Pour y parvenir, il s'agit d'être compétitif, agressif, concurrentiel. En dehors des produits de luxe, la qualité n'est plus un gage pour rester dans la course, la baisse du prix ne laissant plus ce loisir. La production en question est destinée à une population sans revenu assez important ainsi le souci premier de toute entreprise, voulant rester dans la course tout en se préservant une marge bénéficiaire, se débattera pour alléger les coûts de production. La calculatrice à la main, le gestionnaire s'apercevra très vite des dépenses salariales, selon lui excessives. L'automatisation de la

production sera proposée, si elle ne résout rien, la délocalisation s'ensuivra. Qui plus est, les nouvelles normes antipollutions, de sécurité, d'hygiène ajoutées à une main-d'oeuvre économiquement non attrayante, sont des entraves estimées insupportables par les entreprises.

Nous nous souvenons de la catastrophe de Bhopal par Union Carbide. On ne le ferait plus, c'était promis! «Le 10 mai 1993, près de deux cents salariés périssaient à Bangkok dans l'incendie d'une usine de jouets. Chaque famille des victimes recevra une indemnité d'un peu plus de 2000 dollars. Et aussitôt de doctes juristes de firmes spécialisées américaines de se gausser: ce tiers-monde ne sait pas vivre, aux Etats-Unis les versements auraient atteint les 700 000 dollars» (12).

Cette usine était une filiale rattachée à une société financière (un holding) de Hong-Kong. Le système actuel, s'évertuant toujours à augmenter le gain de productivité, donc à baisser les coûts à la production, lorsqu'il prône le repli des entreprises sur des zones géographiques où la population est encore docile, quitte à se laisser surexploiter, ne peut étonner personne.

Hoover : la goutte...

Le cas de Hoover, délocalisé en Ecosse, ne constitue qu'un épiphénomène s'inscrivant dans un processus déjà largement admis et organisé par une clique d'économistes et de transnationales parfaitement en phase avec l'ultra-libéralisme. Ces groupes, en faisant des bénéfices n'hésitent pas à emprunter le choix du licenciement. Ainsi, «le taux de rentabilité des 66 plus gros groupes industriels français s'est peu érodé, passant de 2,8% en 1991 à 2,1% l'an dernier. Un résultat honorable. Et pourtant, les ténors de l'industrie continuent à supprimer des emplois: ils ont réduit leurs effectifs de 3,5% en 1992, selon l'enquête du Crédit National» (13).

Mais si cet exemple a trouvé un écho retentissant dans la

Pakistan : manifestation contre l'exploitation des enfants.



(12) Jacques Decoroy, Dans le piège des délocalisations, Monde Diplomatique, juillet 1993. Aussi Sheila Tefft, In Chinas Joint-Ventures gärt es, Tageszeitung 2. Februar 1994.

(13) Les gros industriels gardent les profits, pas les emplois, Libération, 9 avril 1993.



Fabrique d'allumettes en Inde : *Le C.I.P aurait été une aubaine pour eux ... et une raison de plus pour ne pas fumer !*

presse, (allant même faire la une de Libération du 28/1/93), il serait vain de l'attribuer à une critique systématique de la délocalisation mais plutôt à un règlement de compte d'ordre politique vis à vis de la Grande-Bretagne. Qui plus est, à un moment où les politiques britanniques n'adhéraient pas au volet social de Maastricht.

Sinon, nous pourrions légitimement nous attendre au même traitement pour les autres firmes (14) comme Dassault - *entrefilet sous forme de brève de 17 lignes dans Libération du 25/5/93 en dernière page, Taïwan : le gouvernement s'apprêterait à demander à Dassault d'installer une usine de montage à Taïpeh* (15) - ou Timex délocalisant, elle, d'Ecosse vers la France, son unité de conditionnement (Libération du 14/7/93). Certaines entreprises bénéficient apparemment d'une bienveillance toute particulière de la part des médias, en fonction des espaces publicitaires dont elles se dotent. (Voir pour le Bi-Bop dans Libération 23/11/93, pour Reebok, 15/3/93) (A 150 000 Frs. la page!) (16).

La critique face au chantage

Les media restent très mesurés quant à l'analyse tout en étant plus enclin à critiquer la violence physique à laquelle s'adonnent les corporations dans le désarroi, alors que celle exercée par les financiers et spéculateurs à leur égard est, certes surnoisement, bien plus dévastatrice. Par ailleurs, il est de bon ton de faire sans cesse allusion à un «poujadisme», un «protectionisme débouchant nécessairement au fascisme» dès lors qu'une expression viendrait «semer» une voix discordante dans le concert libre-échangiste à tout crin. A l'occasion de manifestations d'agriculteurs, Libération titrait le 20/9/93 : «CEE : la France brandit les fourches». On connaissait ce quotidien, se revendiquant de gauche, tenant un autre discours que celui servit par les «officiels». Le temps était alors à l'autogestion!

Il est ainsi périlleux de vouloir critiquer le libéralisme capitaliste sans être de fait quali-

fié-e-s de réactionnaires, Vichystes, pétainistes etc... Ca nous rappelle quelque chose ! (lors de la guerre du Golfe, Maastricht, GATT). Nonobstant ces considérations, il est urgent d'inclure toutes formes d'échanges reposant sur une production à moindre frais, ne se référant pas aux règles définies par l'OIT (l'Organisation Internationale du Travail), dans une logique générale que personne ne veut réelement maîtriser en dehors des tenants de l'ordre financier, devenu un véritable état dans les états. Cet emballement visant toujours à trouver moins cher, à puiser dans les «réserves» humaines moins exigeantes, prêtes à l'humiliation sur leur lieu de travail, plutôt que de mourir simplement, semble inexorable. La revue Fortune relève que pour les firmes américaines et autres, la Province du Guang-dong est un véritable paradis : main d'oeuvre abondante payée 60 dollars par mois, licenciable à tout moment avec l'accord des autorités(17). En effet, pourquoi hésiter, puisque 100 à 200 millions d'enfants à travers le monde travaillent pour une bou-

(14) Idem 10.

(15) Mais aussi . Dassault délocaliserait en Asie, aéronautique, armement, alliés étrangers recherchés. L'usine Nouvelle, septembre 1993.

(16) Toute la presse fait de même, notamment L'Evénement du Jeudi du 18 au 24 novembre 1993 pour le Bi-BOP. Ces entreprises, ce qu'elles ne versent pas en salaires, le dépensent en "stratégies de ventes."

(17) Ford S. Wonly, Where capitalism thrives in China, Fortune March 9, 1992.

chée de pain (18) et que nous vivons dans un monde où l'écart est tel que *«le produit moyen par habitant pour ces pays (Ethiopie, Bengladesh, Burkina Faso, Mali, Bouthan, Mozambique, Népal, Malawi, Zaïre, Birmanie) correspond au centième de celui mesuré dans les pays industriels et pétroliers riches? De tels écarts moyens signifient qu'une famille très riche, dans le monde contemporain dispose de revenus correspondant aux ressources de dizaines de milliers de familles pauvres dans les pays pauvres -peut-être même plus de cent mille»* (19). Ce clivage en fait regretter plus d'un quant à l'incapacité, de la France en particulier, de profiter de la proximité de l'Afrique afin d'y délocaliser ses entreprises, situation paradoxale au vu des liens étroits entretenus par les dirigeants français successifs avec ce continent (20).

L'alibi du développement

Un argument invoqué par les Ministères pour justifier une partie des déplacements d'entreprises est celui de la stratégie. C'est ce que révèle le magazine *Industries* du Ministère de l'industrie, dans un article intitulé : *«Nouvelle frontière des entreprises françaises»*. La région privilégiée serait Singapour et Hong-Kong, zone en forte croissance. Il s'agirait, selon l'article, d'une «simple» implantation à des fins d'exportations et d'investissements. Nous pourrions nous interroger sur le terme «simple». Car dans le fond rien ne change. Les grands groupes français devraient profiter de cette aubaine. Ceci dit, dans un encart il est signalé que Singapour *«perd peu à peu de son attractivité en raison de coûts de main d'oeuvre croissants»*. Cependant *«les autorités singapouriennes réagissent en mettant en oeuvre des projets de développements régionaux tels que le «triangle de croissance». En jumelant économiquement leur île à la Malaisie ou l'Indonésie, elles facilitent la constitution de complexes industriels durablement rentables comme ceux de Batan, de Bitan ou de Johore»* (21). L'ultra-

libéralisme est en marche depuis belle lurette. Il y a un peu plus d'un siècle, l'esclavage reposait sur un autre type d'échange triangulaire... et le mot commerce y figurait déjà. Sans être dupe, nous nous rendons bien compte, que si la terminologie change, le but reste identique.

Face à ce rouleau compresseur économique, ayant peu ou prou tout gagné, il ne suffira plus d'un Balladur secouant les patrons (22) d'un Seguin dénonçant un «Munich social» ou d'un Périgot découvrant qu'*«il faut modifier les règles du commerce international»* (23), *«il faut désarmer l'économie. Il est urgent de demander aux entrepreneurs d'abandonner leurs uniformes de généraux et de colonels; aux économistes de laisser aux vestiaires leurs vareuses de stratèges militaires ou leurs bonnets d'éclaireurs; aux écoles de management de se mettre en vacances; aux pouvoirs publics nationaux de cesser de jouer aux porte-drapeau ou aux fantassins d'arrière-garde, à la très influente presse économique et financière, notamment anglo-américaine (Financial Times, The Economist, The Wall Street Journal, Fortune, entre autres), de renoncer à emboucher les mêmes cors de chasse qui, depuis des années, nous rebattent les oreilles de la même musique d'entraînement à la guerre des cieux, des océans, des câbles, des puces, des fonds d'investissement»* (24).

Faux-semblants et déraison échangistes

Dans cet environnement où le seul objectif, est *«d'être le numéro un ou, plus raisonnablement, de figurer parmi les dix premiers groupes mondiaux. Qu'importe si c'est pour produire et diffuser le dernier disque de Madonna, ou pour construire le missile X, Y, ou Z»* (25), les rapports, sénatorial de Jean Arthuis du 3 juin 1993 et plus tard de l'assemblée nationale au sujet des délocalisations, font pâle figure; à moins qu'il ne s'agisse juste d'un effet d'annonce politique supplémentaire. La déclara-

tion de Seguin, quasiment simultanément (le 16 juin 1993), appelant à une «révolution culturelle» le laisserait craindre. Faisant partie de la droite, dite protectionniste, autant que les communistes le sont avec leur appel à produire «français», Philippe Seguin et Jean Arthuis n'ont eu alors comme seul souci que de faire avancer leurs «pions» au devant de la scène, sans pour autant remettre en question la logique capitaliste libérale n'existant que par la présence de pauvres.

Car, vouloir endiguer les délocalisations pour nous résoudre à consommer des biens produits localement que les autres, s'ils le désirent, peuvent produire aussi - Alors très bien(26)- Il ne reste plus que les libéraux «intégristes» pour prétendre qu'il serait raisonnable de s'échanger des marchandises que chacun est capable de confectionner au pays.

Le cas est toutefois courant : Les tomates du sud (Espagne, Maroc) croisent fréquemment celles du nord (Hollande) cultivées sous serres pour garnir les marchés respectifs et réciproquement. Ce qui est déterminant, c'est l'échange, qu'il se justifie ou non, et la recherche du pauvre. C'est ainsi qu'une entreprise de textile suisse, à la recherche d'une main d'oeuvre moins chère (6 Francs suisse/heure au lieu de 17), se permet d'envoyer sa production pour quelques finitions au Portugal avant de la ramener sur 2000 Km. Ainsi, malgré le surcoût engendré par le transport (8500 Francs suisse), en économisant «37 000 Francs de salaire par chargement, le gain reste de 28500 Francs (27). Dans un autre ordre d'idées, le Brésil se voit interdire la production de café soluble chez lui sous la pression des Etats-Unis, étant ainsi réduit à rester tributaire des multinationales s'agissant du produit manufacturé. C'est ici que le bât blaise.

Car l'inquiétude, même exprimée de façon sous-jacente dans les rapports successifs, ne réside pas tant dans le constat de l'exploitation de la misère mais bien plus dans celui de l'émergence d'une kyrielle de pays devenant des concurrents potentiels nous

(18) L'Événement du Jeudi, 9/9/93. En passant, l'Edj fait de la pub pour Nike dans son numéro du 11/3/93.

(19) Michel Béaud, sur les causes de la pauvreté des nations et des hommes, Monde Diplomatique, novembre 1988.

(20) France Inter, samedi 11 décembre 1993 dans «Rue des entrepreneurs»: émission se faisant le chantre du libéralisme forcé. Mais lire l'excellent livre de Mongo Beti, La France contre l'Afrique, retour au Cameroun. Ed. La Découverte/essais. 1993. Sans complaisance, ni à l'égard des dirigeants africains ni des français.

(21) Industries, mai/juin 1993. Nouvelle frontière des entreprises françaises.

(22) Libération, mardi 8 juin 1993.

(23) cité dans Monde Diplomatique, août 1993, Claude Julien, Politiques hallucinées.

(24) Riccardo Petrella, Pour un désarmement économique, Monde Diplomatique, août 1993.

(25) Idem 24.

(26) La mode du "made in France" revient par l'électroménager, Libération 16/9/93. Ceci dit, certains produits ne sont qu'assemblés ici avec les pièces importées. Voir Kaisui dans la Sarthe.

(27) Okotest, Septembre 91, Frankfurt.



Bhopal : le 3 décembre 1984, quarante tonnes de méthylisocyanate s'échappent d'un réservoir de l'usine Union Carbide. Ce produit particulièrement toxique tue plus de 3000 personnes et 530 000 personnes en gardent des séquelles dont de nombreuses rendues aveugles.

donnant du fil à retordre et dont les populations accèdent aux postes de cadres. Le discours au sujet du chômage s'est renforcé depuis que cette population est touchée (28). Auparavant, cela faisait partie du "tableau". « Dans un monde de spéculation éffrénée où le profit est le seul moteur » (29), il est préférable d'être seul à tenir les rênes, c'est plus aisé.

Le risque se situe bien là. De quel droit irions-nous empêcher les «Sud» de se sortir de l'ornière, afin qu'ils ne soient pour nous qu'un vaste sanctuaire pour nos surplus et par ailleurs un réservoir «sans limite» de matières premières (30) et humaines? Au nom du libéralisme, c'est ce qui se déroule. Le tout, fonctionnant à merveille avec l'aval des «élites» de part et d'autre (31). Peut-on avoir confiance en des tenants du système actuel «qui se bornent à penser le monde comme une zone de libre-échange alors qu'il faudrait enclencher un vaste processus de

concertation internationale afin de juguler la compétition insensée qui impose d'utiliser les surplus de productivité pour accroître une productivité qui engendrera de nouveaux surplus qui a leur tour...au lieu d'en faire bénéficier l'homme?» (32).

Comme il est dit dans l'Encyclopédia Universalis (33): les nations industrielles ont toujours été avides de matières premières, donc intéressées de se les procurer en sécurité et au plus bas prix, (voir guerre du Golfe, n.d.r.). Déjà au début du XIX^e siècle, quand ici les populations étaient peu revendicatrices, la betterave avait diminué la dépendance des zones tempérées vis à vis de la canne à sucre, l'indigo fut supplanté par la synthèse de lamiline et les gisements de guano (Chili) devinrent moins attrayants (nitrates) lorsque l'on sut fixer l'azote dans l'air.

L'occident ou les «Nord», comme tous les empires, ont sans cesse tenter de se protéger, au-

jourd'hui ils persistent avec de nombreux gouvernements des «Sud» (34).

Le crédo dominant étant : toujours plus loin et moins cher. Pourvu qu'une élite planétaire garde la main-mise sur la production et le commerce, qu'importe l'insolvabilité d'une part grandissante du monde, tant sur le plan humain qu'environnemental, après tout les réseaux des transnationales alliés à l'abstraction des flux financiers mondiaux et à 90% des médias bercent les béotiens que nous sommes, d'illusions, nous faisant croire que tout fonctionne.

Or «il y a (aussi) la destruction anthropomorphe des êtres humains transformés en bêtes productrices et consommatrices, en zappeurs abrutis.» (35).

La démocratie menacée ?

Cette situation, gonflant le nombre des opprimés partout, inquiète-t-elle vraiment? Elisabeth

(28) Après nous avoir entretenu avec leurs salaires, de nombreux Hebdomadaires concèdent un espace grandissant à leur chômage.

(29) Publicité d'une Mutuelle sur F3 pour sa caisse de prévoyance retraite, le 16/12/93 au soir.

(30) Thomas Siepel-meyer, *billiger Rohstofflieferant : Afrikas Beitrag zum weltweiten Atomprogramm*. P.54, Phantom Atom, Focus Verlag, Gießen 1993. Pour le nucléaire. Horst Kühnle, *Aluminium global, der Weltmarkt und die sozial-ökologischen Folgen*, dans *Wechsel Wirkung Nr. 66 April 94*. Pour l'aluminium.

(31) Idem Livre (20) (32) René Passet, *Transversales n°12, décembre 1991*.

(33) Chapitre : matière de base.

(34) Idem (20) Livre.

(35) Cornélius Castoriadis, *L'écologie contre les marchands, Sauvons les zappeurs abrutis, Le Nouvel Observateur, 7-13 Mai 1992*.

Badinter ne reconnaissait-elle pas que la crise n'est pas effroyable? (36) Effectivement le même jour le franc remontait par rapport au mark. Michel Rocard ne regretait-il pas seulement que la «sérénité des Français» soit troublée par une nouvelle guerre scolaire? (37) L'extrême droite dont certains financeurs, (Monoprix, Nouvelles Galeries) (38), ne vit-elle pas en partie des délocalisations? Cette pratique, vilipendée par le FN lui-même, devenue un de ses cheval de bataille, remet les choses en place. Les grands groupes financiers et industriels n'ont été victimes que très rarement lors de l'arrivée au pouvoir de fascistes ou de nazis. Que ce soit en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Chili, en Chine et ailleurs, une étrange continuité s'est effectuée à ce niveau sans que ça ne dérange personne. L'argent, le commerce, traitent avec le tout venant. «Arrow a montré en 1951 dans un ouvrage célèbre intitulé «choix social et valeurs individuelles», qu'il n'était pas possible de déduire des règles de choix individuels un «choix social» qui serait cohérent, qu'elles que soient ces règles (plus précisément, il a montré que la seule solution à ce problème est celle de la dictature : un individu décide pour tout le monde)» (39). La situation inquiète-t-elle ces deux professeurs à H.E.C Paris? Si par ailleurs ils estiment que «quand dans un univers économiquement ouvert et concurrentiel, on ne veut plus faire venir dans ses usines des travailleurs étrangers moins coûteux, il ne reste qu'à exporter le travail vers les pays où la main-d'oeuvre est moins chère. Et la délocalisation, qui consiste, pour une entreprise, à faire produire tout ou partie de ce qu'elle vend en France et à l'étranger dans des pays à main d'oeuvre moins coûteuse n'est pas la formule la moins défavorable pour notre économie(...) par rapport à l'immigration elle permet de profiter de coûts salariaux moins élevés que ceux d'une main d'oeuvre immigrée qui bénéficieraient de notre protection sociale. Elle est donc plus avantageuse pour le consom-

mateur(...) la délocalisation, c'est les avantages de l'immigration sans les inconvénients (...) la nouvelle majorité a appelé de ses vœux une économie ouverte qui ne pourrait qu'apporter plus de croissance (...) la délocalisation en fait partie et la limiter présenterait plus d'inconvénients que d'avantages» (40). En un tournemain, ces deux «éminences grises» ont présenté l'utilité d'un nouveau type d'esclavagisme pour sauvegarder «notre» économie. Ceci dit, ils ne signalent pas de qui il s'agit lorsqu'il est question de consommateurs -en tout cas ni les pauvres à l'étranger ni ceux plus proches-car quand bien même les grandes surfaces s'ingénient à casser les prix, en pronant leur mort, leur sacrifice, profitant des coûts de production toujours plus dérisoires du fait des délocalisations et des 60 à 90 jours de traite qu'elles se sont octroyés, leur laissant le loisir de vendre à perte si elles le souhaitent - Le flux financier au quotidien est tel que le placement même à court terme le leur permet-. Les laissés-pour-compte, écartés du processus de production, le sont aussi des rayons. Même, jouer au «consommateur hérisson» (41), consistant à consommer sans se faire bluffer, en comptant ses sous en permanence leur sera impossible. Pouvons-nous raisonnablement encore consentir quelque crédibilité à une presse économique (bible des tenants actuels) qui préfère le travail des enfants à une réglementation sociale? (42)

Parallèlement, chaque jour des centaines de milliers de tonnes, ne serait-ce que de nourriture sont compactées dans les bennes, destination décharges ou incinérateurs. Les biens produits actuellement pourraient couvrir de 90 à 95% des besoins de la population mondiale. Mais «répartition» ne semble pas rimer avec «spéculation». On nous dit 500 000 SDF, alors qu'en France 2 000 000 de logements sont vides, sans parler des bureaux. «Un cercle vicieux s'est constitué, la relocalisation industrielle dans le tiers-monde provoque une dislocation de l'économie dans les pays développés, en même temps que du chômage. Le

système a une capacité illimitée de production et, pourtant, l'expansion due aux transferts d'activités vers les régions à bas salaires contribue à la contraction des dépenses (chez ceux qui ont perdu leur emploi), ce qui finit par assécher l'ensemble de l'économie» (43).

Combien de temps cette situation peut-elle perdurer ? Tant que les tenants de l'ensemble pourront continuer, avec une telle arrogance, à concentrer les richesses pour ne constituer qu'une oligarchie (En France «cinq hommes d'attraction fidèles à Edouard Balladur, cinq soleils autour desquels gravite une pléiade d'entreprises» (44)) 55 des plus «prestigieuses». En effet, «la concentration accrue des revenus et de la richesse (au Nord comme dans le Sud) a cependant permis une forte croissance de l'économie de luxe(...)» (45). De plus la misère, même montrée en permanence à la télé, nous émeut seulement le temps de remplir un chèque. Tout va bien puisqu'on en parle, même le SDF a été intégré dans la fiction... Enfin un geste attendrissant (46)! Pour le désœuvrement d'une part grandissante des populations, il en va de même. En dehors des «données corrigées en normale saisonnière», des statistiques, des pourcentages ou quelques reportages, fussent-ils crus et au plus près de la réalité, rien n'égale jamais le fait de le vivre, avec ses souffrances, cette impression de n'être qu'un rebut dont la société n'a que faire. L'illusion est parfaitement entretenue par la télé...

Quand la télé fait écran

L'écran fait bel et bien écran à la réalité. «Car le calcul implicite de la politique du «chômage tranquille», aujourd'hui comme hier, c'est justement qu'il y a encore de la marge, que la régulation peut encore fonctionner longtemps, que l'explosion tant de fois annoncée ne s'est toujours pas produite, et que de toutes façons, comme disait Keynes demain nous serons tous morts.» (47)

Enfin, à qui fera-t-on croire que l'économisme sans

(36) Le 4/8/93 dans l'émission de France-Inter de l'été avec Lu Kriss.

(37) Le 16/12/93 au journal de 20h sur F2.

(38) Blandine Hennion, *Le Front national l'argent et l'establishment, 1972-1993, La Découverte* Edt. 1993. *Reflex, été 1992 N° 37*.

(39) Bernard Guinié, *L'économie néo-classique, La Découverte* Repère, 1991, P.60.

(40) Marc Chesney et Didier Pene, *La délocalisation substitut à l'immigration, le Monde, Rubrique Opinions, 13/7/93*.

(41) Selon l'expression de Danielle Rapoport, Sociologue, reprise dans *Libération du 25/5/93, La crise bouleverse les comportements d'achat*.

(42) Nancy Dune, *US puts weight behind third world labour, Financial Times 14/1/94*.

(43) Michel Chossudovsky, *savoir, pouvoir et misère planétaire, Monde Diplomatique, Manière de voir N°15*.

(44) Comment Balladur a secrètement pris le pouvoir financier, *L'événement du Jeudi du 25/11 au 1er décembre 1993*.

(45) Idem (43)

(46) Un soleil pour l'hiver, dimanche 19 décembre 1993, F3.

(47) Philippe Simonnot, *Journaliste Economiste, Le Monde 8/6/93*.

aucun projet, en dehors du souci de sa propre survie, ne repose pas effectivement sur l'irrationnel, fût-il régi par des lois. Lorsque nous savons que « drainant une énorme part de l'épargne mondiale, les Etats-Unis sont le plus gros débiteur de la planète ». Que « leur dette fédérale, 50 fois plus élevée que celle du Brésil, représente 130% de leur PNB ». Que « la dette des entreprises et celle des familles totalisent 170% du PNB » (48). Est-il encore possible d'adhérer à ce pouvoir financier, dont les ramifications parcourent le monde en temps réel 24 H/24, à moins d'être résigné-e au point d'être anémique.

« Le contrat de confiance » comme le dit une annonce publicitaire de Darty, établi entre des personnes frappées de cécité, intoxiquées par une cupidité jamais rassasiée, semble mener le monde. De nouveaux mythes, telles la croissance exponentielle ou la libéralisation de l'économie, servis par des obscurantistes les plus manipulateurs, utilisant, souvent avec éloquence, les canaux médiatiques acquis à la cause, aujourd'hui omniprésents, donneront peut-être l'occasion de nouvelles « Lumières ».

Comment s'étonner, que d'autres forces, tout aussi fumeuses, soit d'ordre religieux soit identitaire, trouvent l'adhésion d'une part croissante des populations, dès lors que l'ordre économique-médiatique lui objecte à l'envi que le monde est très « compliqué » (49) ? Ce qui signifie de fait qu'elles n'ont ni rien à comprendre ni rien à dire. Tout comme face aux lobbies qui « en France, s'expriment plus sur des arguments d'autorité fondés sur la compétence technique. Le citoyen n'a pas à intervenir puisqu'il ne comprend pas » (50).

Aussi, pouvons-nous être sincèrement surpris de voir les guerres faire rage autour de nous, alors que les « accords » commerciaux ne sont sous-tendus que par une hostilité permanente, s'exacerbant lorsque les débouchées deviennent plus restreintes voire inexistantes ? Faire fléchir le concurrent se trouvant dans sa ligne de mire sera notre seule obsession, habitués que nous



Destruction de pommes : Alors que des millions de personnes meurent de faim, le marché se protège en détruisant ses « excédents ». En 1988, l'Europe a détruit 8 millions de tonnes de nourritures !

sommes à entendre les voix belliqueuses en terme de -guerre économique, de conquêtes de nouveaux marchés, de batailles des prix, de battants, de concurrents supposés être nos ennemis- (51) « Disons, pour faire moderne, que dans le fonctionnement normal de la société capitaliste, nous sommes virtuellement en situation de guerre, à chaque instant » (52). L'économie, le processus d'échange, auxquels nous assistons tous est une façon à plus ou moins long terme de « fourbir ses armes ». Dans cette jungle, où les « élus » (Le G7), définissant les « grandes avancées » pour un monde réduit au mutisme, vacillent eux-mêmes politiquement, le pouvoir financier devient à la fois incontournable et peu soucieux de la Femme/ l'Homme/ l'Enfant.

Il est urgent de laisser la place à d'autres sons quant au rôle du travail dans la société, au partage des richesses existantes, à la production en terme de besoins et non plus de profits, à des échanges coopératifs et non plus hégémoniques, à une charte sociale étendue à toute la planète. Le plus délinquant sera de pouvoir se faire entendre, « car la liberté d'expression-soit de pensée- devient suspecte. C'est un délit d'employer certains tours de phrases qui donnent à croire qu'on est contre ceci

ou cela, et d'abord en matière politique. Ca commence toujours ainsi. Bientôt viendront les lavages de cerveaux prescrits par ces Diafoirus sinistres qui occupent le devant de la scène. Arrêtons-nous là, revenons à la vie quotidienne telle qu'il nous est encore permis de la vivre. Mais il est inquiétant de voir à quel point d'inconscience est parvenu le public. Il écoute les bateleurs de la T.V, par exemple, sans se douter que dans ce déluge de mots mal employés se cachent ceux qui lui couperont la langue un beau jour » (53). Qui plus est face à des entreprises plus riches que certains pays devenant non plus producteurs mais des opérateurs financiers en faisant du profit avec du profit (54). Pour ce faire, il s'agira de se sortir des griffes des lobbies financiers et transnationaux, quel que soit le prix qu'il en coûtera à nos sociétés dites « avancées ». En tout cas « c'est peu dire que les ripostes n'ont pas encore été organisées » (55).

La liberté « libérale » est un leurre

La prétendue « liberté » assurée par les libéralités assénées sous couvert de libre-échangisme risque fort d'apparaître comme un leurre. Face au rouleau compresseur économique étendant son

(48) Claude Julien, Des sociétés sacrifiées aux désordres économiques, Complices ou insurgés? Monde Diplomatique, décembre 1993.

(49) Complexe, difficile à comprendre, confus, sont des termes fréquemment utilisés par les média agrippés au direct. La confusion orchestrée est cependant inhérente à ce type de média (Télé, radio, quotidien).

(50) Interview avec Thierry Pfister dans Politis Le citoyen, 15 au 21/2/1990. Chaque ministère est un Lobby.

(51) Rares sont les média ne se faisant pas le relais objectif de ce langage. Peut-on alors s'étonner de leur promptitude à sortir les Généraux de leur placard des rédactions lors d'une guerre réelle?

(52) Bernard, aucune guerre ne sera jamais la nôtre, Le Monde Libéraire, 16 au 29 décembre 1993.

(53) Julien Green, L'avenir n'est à personne, Journal 1990-1992, Fayard 1993. En l'occurrence, 23 mai.

(54) Jacques Ellul, Le bluff technologique, Ed. Hachette 1988, Chap.3 P. 291.

(55) Jacques Decoin, un formidable concassage incapable d'organiser l'avenir, Le Monde Diplomatique, Manière de voir 18.

(56) René Passet, *Minime et son trésor ou comment mourir en état d'optimisation*, *Savoirs 2, une terre en renaissance*, Le Monde Diplomatique/ORSTOM, Courrier International, *Le fabuleux marché des gènes humains*, 10-17 novembre 1993.

(57) Idem (54).

(58) Lester R. Brown, *Le défi planétaire*, préface de Michel Béaud, *Sang de la Terre* Ed. 92.

(59) Alain-Claude Galtié, *une écologie sans la domination*, *Silence N°177 Mai 1994*.

(60) Pour un monde responsable et solidaire, plate-forme de la Fondation pour le progrès de l'homme, paru dans le Monde Diplomatique du mois d'avril 1994.

(61) Jean Baudrillard, *Pas de pitié pour Sarajevo*, *L'éclatement yougoslave*, *Libération*, Ed. de L'Ambe, 1994.

(62) Voir «La planète mise à sac» *Munière de voir N°8*, mai 1990, *Monde Diplomatique*

(63) Jean-Christophe Rufin, *La Dictature libérale*, J.C Lattès 1994.

(64) Lignes de force, *Alliance pour l'opposition à toutes les nuisances*, *Bulletin n°2*, Mars 1993, C/O V. Brisset, B.P.5, 43380 Lavoûte-Chilac.

emprise jusqu'aux tréfonds de notre corps (56), s'accommodant sans scrupule aux régimes les plus sanguinaires, il serait vivement souhaitable que les "Sud" s'organisent pour échapper à la voracité des "Nord". N'oublions pas qu'ici le droit procurait un certain confort, mais son caractère inaliénable dépendra de notre capacité à résister à ce ravage qu'est le libéralisme, à appréhender «l'absurdité technicienne et l'absurde économique» (57). Le tout est de savoir si le marivaudage, médiatique, politique et technocratique, reposant essentiellement sur un mode de «gadgetisation» de l'ensemble de la société connaîtra une limite aux yeux des populations. Pour autant, il ne s'agira pas de verser sur la pente privilégiant le sectarisme, la xénophobie, le nationalisme exacerbé dont nous connaissons trop bien l'issue. Nous faisons tous partie du même vaisseau (58), seuls les échelons nous séparent. En situation de naufrage l'accès aux "dinghys" reste déterminant.

Face à la menace totalitaire, la convivialité et la frugalité

Les zéloteurs du grand marché-Monde et du fondamentalisme techno-scientifique auront beau continuer à joncher notre environnement d'images virtuelles, à coups de croissance illusoire, de défis commerciaux, d'extension des marchés, le jour viendra, que d'aucuns augurent proche, où «l'os planétaire» restant à ronger sera si ténu que seul un pouvoir des plus autoritaires pourra éviter la ruée généralisée.

C'est pourquoi, il est urgent que des réseaux, proposant des alternatives au mercatique planétaire, s'organisent face au bourrage de crâne, au discours ambiant assénant qu'il n'existerait plus d'utopie afin de créer «un vaste projet convivial qui vise à permettre la reconquête de la dignité et de la responsabilité par chaque personne, chaque groupe, chaque peuple, en misant sur la contagion de la conscience. (59) La tâche risque d'être hardue, d'autant plus qu'il s'agira, que nous le voulions ou non, d'accepter une frugalité matérielle. Or, dans le même temps, chaque société se replie sur ses urgences et ses propres objectifs. Les sociétés les plus riches cherchent à sauvegarder ou améliorer leur bien être tout en combattant chômage et pauvreté, et cherchent pour cela à créer encore plus de marchandises ; d'autres sociétés poursuivent la marche forcée de l'industrialisation et de la modernisation, au prix de graves atteintes au milieu et aux hommes, avec, en perspective, le rattrapage des plus riches ; d'autres ont à arracher au dénuement extrême de larges parts de leurs populations ; d'autres enfin cherchent à survivre, simplement survivre, souvent dans les déchirements et les affrontements.» (60) En outre, pour sortir de la seule générosité hypocrite, consistant simplement à nous donner bonne conscience tout en pérennisant le clivage toujours plus béant entre repu-e-s et affamé-e-s, le partage des richesses existantes sera la voie obligée. Car «Toute commisération est dans la logique du malheur. Se référer au malheur, même si c'est pour le com-

battre, c'est lui donner une base de reproduction objective indéfinie. En tout état de cause, pour combattre quoi que soit, il faut partir du mal, et jamais du malheur.» (61) La production des richesses y compris, exsangue de toutes réflexions depuis des lustres, devra être remise en question pour deux raisons essentielles : elle contribue, en tout cas dans la logique capitaliste, à accroître les intérêts particuliers et elle met la planète à sac (62).

Les Politiques, mises à part quelques déclarations opportunistes dont ils connaissent la portée, sont soumis aux seules lois du Marché. Inféodés à une poignée de financiers et de groupes industriels, il n'est pas sûr qu'il faille en attendre autre chose que des discours anesthésiants. C'est pourquoi «dans la dictature libérale, la sécurité n'est pas dans l'abandon des utopies mais dans leur renaissance et la seule posture digne est celle de la dissidence.» (63) Il est grand temps, d'élaborer une autre économie, non plus basée sur la croissance de production mais sur un bien-être convivial, de réinstaurer la pratique du troc, de reprendre les programmes d'autogestion, de quitter la civilisation du travail sans pour autant la transmettre aux autres populations, de limiter notre consommation énergétique, de renoncer à toutes productions d'armement, d'imaginer sans se résigner de nouvelles alternatives pour échapper à l'archaïsme du discours dominant actuel. «Nous sommes pour notre part si peu optimistes qu'il nous semble indispensable, dès maintenant et pour chacun, de préserver sa vitalité, quand c'est encore possible, de l'épouvantable désolation qui progresse sous la figure multiforme des aménagements autoritaires, des pollutions toxiques, de la destruction des liens sociaux non marchands, et des drogues diverses grâce auxquelles, de la télévision aux neuroleptiques, on peut encaisser tout cela. Et nous sommes si peu pessimistes que nous pensons possible, à partir de ce besoin universel d'échapper à ce qui corrompt la vie, de créer une force subversive capable de renverser le cours du désastre.» (64)

Christian GLASSON

**NUCLEAIRE ?
NON MERCI !**

Un livre collectif réalisé par les groupes antinucléaires

Le nucléaire, ce n'est pas seulement le réacteur ou le projet de décharge à côté de chez soi. C'est avant tout un choix de société qui implique de nombreuses contraintes. L'histoire de l'énergie nucléaire et ses effets aujourd'hui nous rappelle la nécessité de stopper au plus vite le programme nucléaire français.

Rédaction coordonnée par Henry Chevallier, avec la collaboration de plusieurs associations : Réseau Uranium, GRANIT, Stop Melox, GSIEN, CRI-Rad, CDRPC, INESTENE...

190 pages demi-format, 75 F + 15 F de port.

Bon de commande en page 39





LA PAUVRETE EN RECU ?

Selon une étude publiée par la Banque mondiale, les conditions de vie des personnes vivant dans les pays les plus pauvres se sont améliorées au cours des vingt dernières années. Cependant la démographie "galopante" de ces pays fait que le nombre de pauvres en termes absolus est toujours en augmentation...

Les pays les plus pauvres seraient au nombre de 55 sur 192 pays étudiés par la Banque mondiale, ce qui représente une population de 3,2 milliards d'individus dont le revenu annuel était inférieur ou égal à 675 dollars en 1992 (1,1 milliard de personnes disposent même de moins d'un dollar par jour pour vivre !).

Bien sûr les "progrès" sont inégaux selon les pays. Et si en Asie de l'Est ou en Chine par exemple le PNB (Produit national brut) est en augmentation, à l'inverse, en Afrique subsaharienne, la pauvreté est en augmentation : le PNB par habitant est passé de 570 dollars en 1980 à 350 dollars en 1992...

LES RICHES PLUS RICHES, LES PAUVRES PLUS PAUVRES

Selon les estimations de l'ONU, en 1960, les 20 % d'individus les plus riches de la planète avait un revenu 30 fois supérieurs à celui des 20 % les plus pauvres. En 1991, on est passé à un rapport de 60 fois plus ! On comprend mieux le sens de l'aide du Nord pour le Sud.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE AU NORD ET AU SUD

Persuadés que seule l'agro-écologie, agriculture autonome, autonome et respectueuse de l'environnement, a des chances d'assurer durablement le revenu des paysans et la nourriture des populations, le CEPIAD, carrefour international d'échanges et de pratiques appliquées au développement, l'Agrécol et Nature et Progrès ont décidé d'appuyer l'initiative africaine de création de «L'acacia», lettre circulaire des amis de l'agriculture durable en Afrique. Cette revue présente différentes rubriques permettant l'échange de savoirs entre le Nord et le Sud. Le mode d'abonnement est particulièrement original : pour un abonnement payant (150 F) au Nord, un abonnement gratuit est offert au Sud. Pour en savoir plus : L'acacia, Hélène Hollard, 39160 Poissoux, tél : 84 85 46 55.

RESEAU JEUNES SOLIDAIRES

L'objectif du Réseau Jeunes Solidaires est de mettre en contact des jeunes d'horizons divers ayant ou non des projets de solidarité. De jeunes «citoyens» qui ne se soumettent pas à la fatalité du monde actuel et veulent prendre en main leur avenir et celui de la Planète. Ce réseau organise du 29 août au 3 septembre son université d'été dans le Vaucluse. Au programme : présentation du sommet social de Copenhague organisé par les Nations-Unies en 1995, rencontres avec des jeunes du Sud et avec d'autres mouvements de jeunes solidaires, ateliers : comment réaliser un tract, comment monter une association, comment faire une deman-

de de subvention, comment faire la comptabilité... Pour recevoir le programme complet : Réseau Jeunes Solidaires, Peuples Solidaires, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris, tél : (1) 40 35 17 28.

UN MONDE AVENIR, APRES RIO : LES ACTES

Les 19 et 20 novembre 1993,

plus de 300 personnes de 24 nationalités différentes se sont retrouvées autour du thème «un monde avenir, après Rio» (voir dossier «Après Rio, un monde à venir» dans Silence n°172). Les actes de ce colloque sont maintenant disponibles contre 50 F frais de port inclus à commander à : Bernard Salamand, RITIMO, 8 Bd Roger Salengro, 38100 Grenoble, tél : 76 70 72 67.

DEMOGRAPHIE ET EPUISEMENT DES RESSOURCES

Si la plus grande partie des pays du Sud est peu peuplée, de nombreux experts pensent que l'on a atteint la limite de densité de population au vu de la pauvreté des sols. Si cela est vrai, nous devrions alors, vu les taux de croissance démographique, aller vers une destruction rapide de l'environnement local. Le PNUD, programme des nations unies pour le développement, dément ce raisonnement jugé trop simpliste. L'organisation sociale d'une région, l'intensification rapide de l'agriculture ont parfois permis d'associer une augmentation des ressources et une meilleure qualité de l'environnement. Dans son livre «vers un éco-développement participatif» (voir en pages Livres), Grigori Lazarev rapporte l'exemple du district de Machakos, près de Nairobi, au Kenya. Alors que depuis les années 30, la population est passée de 250 000 à 1 250 000 habitants, l'environnement est en bien meilleur état aujourd'hui qu'hier. L'érosion des sols, en particulier, a été considérablement ralentie grâce à la protection de la plupart des terres arables par des terrasses et des cordons végétaux. Il n'y a pas de pénurie de bois par suite des usages intensifs pour la cuisson grâce à une bonne gestion des plantations. L'élevage et la production agricole ont suivi les besoins de la population, malgré l'extension des cultures dans les zones les plus arides du district. Des technologies et des systèmes de production nouveaux ont été introduits en combinant des innovations exogènes et des adaptations locales mises au point par les agriculteurs.

Ce résultat est le fruit d'un travail régulier de plusieurs décennies. Malgré des périodes de sécheresse, les améliorations se sont poursuivies de façon continue. Parmi les facteurs qui ont aidé à ce développement réussi : la proximité de Nairobi, la capitale où il a été possible de vendre certaines productions, où il a été possible de suivre une formation et une aide financière amenée souvent par les enfants travaillant dans le tertiaire dans la capitale. Les échanges villes-campagnes ont suffi dans ce cas à assurer une bonne dynamique.

Il semble donc que bien souvent la question démographique ne soit pas (ou pas encore) le facteur déstabilisant d'une région : c'est bien plus souvent les dysfonctionnements sociaux qui sont à l'origine de l'épuisement des ressources locales.

Qui sont les lecteurs de Silence ?

Dans le numéro d'été précédent, nous avons inclus un questionnaire pour mieux vous connaître. Nous avons reçu 280 réponses, ce qui correspond environ à 10 % des ventes du journal. Cette quantité importante de retour de votre part a provoqué une grosse difficulté dans le traitement de ce questionnaire... l'équipe de Silence étant par ailleurs sollicitée par de multiples travaux. Le dépouillement est aujourd'hui presque terminé et nous sommes en mesure de donner les premiers résultats.

Age	Réabonnement	Comment avez vous connu Silence ?	Etes-vous membre d'une association ?
Moins de 16 ans.....0	Oui243	Par une association28	Oui242
16-20 ans3	Non7	Par un magasin26	Non24
21-30 ans65	Ne sait pas10	Dans une manif28	Sans réponse4
31-40 ans99	Sans réponse20	Par une n° gratuit45	
41-50 ans58		Chez d'autres personnes ..52	
51-60 ans23	Activité principale	Echo dans presse alternative44	Conservez-vous Silence ?
61-70 ans22	Lycéen.....16	Echo dans presse classique7	Oui234
Plus de 70 ans9	Enseignant57	Autres27	Non24
Sans réponse1	Employé48	Sans réponse23	Sans réponse22
	Ouvrier11		
Sexe	Technicien10		Relisez-vous Silence ?
Femmes79	Fonctionnaire2		Oui220
Hommes189	Agriculteur6		Non37
Couples8	Commerçant.....2		Sans réponse23
Sans réponse4	Cadre36		
	Prof. libérale.....8	Où habitez-vous ?	
Abonnés	Permanent assoc.12	Moins de 2000 habitants ...74	Dans le premier tableau ci-dessous, la colonne recouvrement indique le pourcentage de lecteurs qui lisent Silence et une autre revue (en prenant les colonnes 3 et 4 comme références)
Oui254	Objecteur.....5	2 à 10 000 h.....57	
Non21	CES/Formation.....11	10 à 30 000.....37	
Sans réponse5	Chômeur.....19	30 à 100 000.....33	
	Associé en entreprise alter..3	100 à 500 000.....54	
Nombre	Retraité.....31	Paris.....21	
527 lecteurs	Autre14	Sans réponse4	
pour 280 réponses	Sans réponse2		

Presse alternative

	1 - je connais	2 - je lis parfois	3 - je lis souvent	4 - je suis abonné	Total	Recouvrement
Alternatives économiques	64	40	7	19	130	9 %
Alternatives non-violentes	96	43	2	13	154	5 %
Calypso	71	23	7	34	135	15 %
Combat Nature	69	48	12	24	153	13 %
Croissance	70	40	4	12	126	5 %
Ecologia	36	14	3	0	53	1 %
Ecologie politique	44	22	3	11	80	5 %
L'impatient	83	77	9	18	187	10 %
Nature et Progrès	78	66	9	19	172	10 %
Non-violence Actualité	76	47	6	20	149	10 %
Observez	40	24	6	39	109	16 %
Réalités de l'écologie	59	65	14	34	172	17 %
Transversales	21	6	3	2	32	2 %
Urgences pacifistes	31	19	5	15	70	7 %
Verts Europe	26	19	13	59	117	26 %

Presse classique

Libération	119	25	0	144
Le Monde	120	44	12	176
La Croix	16	2	0	18
Le Figaro	25	1	0	26
Quotidien régional	61	56	20	137
Politis	70	14	19	103
Canard Enchaîné	123	37	20	180
Charlie Hebdo	58	28	5	91
Événement du Jeudi	78	3	4	85
Nouvel Observateur	81	3	4	85
Express	38	2	1	41
Le Point	30	3	0	33
Témoignage Chrétien	37	7	14	58
Le Monde diplomatique	64	30	28	122
La Recherche	41	10	13	64
Science et Vie	76	15	18	109
Science et Nature	25	6	1	32



PETITES PHRASES

«Echappez-vous au cap de Flamanville et visitez gratuitement le centre nucléaire de Flamanville, admirablement implanté au pied d'une falaise granitique. C'est avec plaisir que nous vous accueillerons toute l'année dans ce paysage sauvage». Extrait d'un document EDF envoyé à tous les tour-opérateurs chargés de la commémoration du 50ème anniversaire du débarquement. Si après ça, vous n'aimez pas le nucléaire...

VOYAGES EN AVION : DANGER RADIOACTIVITE

On le savait depuis longtemps, plus on monte en altitude, plus on est exposé à la radioactivité présente dans l'univers. Cela commence à inquiéter sérieusement les syndicats des personnels navigants. Alors qu'au sol, la dose de radioactivité est en moyenne de 0,04 microsievert par heure, au sommet de l'Himalaya, vous êtes déjà à 3,8, à 10 000 m, hauteur de vol pour les avions continentaux, vous êtes à 8,2 et pour les vols intercontinentaux, qui volent en moyenne entre 10 000 et 14 000 m, la dose moyenne monte à 14,1 avec un maximum au-dessus des pôles : jusqu'à 20 microsieverts par heure mesurés sur le vol Paris-Tokyo. Ce seul voyage, d'une douzaine d'heures, fait prendre 200 microsieverts à chaque passager.

Des études commencent à être réalisées. Une étude italienne montre que l'on a deux fois plus d'anomalies chromosomiques sur le personnel en vol que sur le personnel au sol. Des études menées au Canada et en Grande-Bretagne montrent que les cas de cancers de

la peau et de tumeurs au cerveau sont de plus en plus fréquents. (Source Der Spiegel, repris dans le Courrier International du 11 mai 94)

GRANDE-BRETAGNE : QUEL PROGRAMME ENERGETIQUE ?

Après la fermeture de son deuxième et dernier surgénérateur, le programme nucléaire britannique est décapité. Suivant la même logique que la France, les surgénérateurs justifiaient le retraitement des déchets. Malgré l'arrêt de la surgénération, le gouvernement a quand même donné le feu vert pour l'usine Thorp qui retraitera, comme la Hague en France, des déchets étrangers.

Les deux surgénérateurs britanniques, beaucoup plus petits que Superphénix, auront coûté 34 milliards de francs officiellement. Le gouvernement ayant renoncé à poursuivre son programme nucléaire, de nouvelles productions d'énergie devraient voir le jour maintenant.

Ainsi, une première centrale utilisant l'énergie des vagues - une première mondiale - devrait commencer à fonctionner l'an prochain... au large de Dounray, site des deux surgénérateurs.

La presse britannique a révélé que cette technique prometteuse avait été freinée pendant des années par le lobby nucléaire. (source : The Independent repris dans le Courrier International du 11 mai 94)

MARCHE POUR UN MONDE SANS NUCLEAIRE

La marche organisée par «For Mother Earth» («pour la mère Terre») partira de Bruxelles le 12 janvier 1995

pour atteindre Moscou le 12 octobre 1995. En neuf mois, la marche passera par les capitales des cinq pouvoirs européens nucléaires, par le siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, par Tchernobyl, plus grande catastrophe causée par l'être humain, et de nombreux sites civils et militaires.

La marche passera en France pendant un mois (en gras, les villes où des actions auront lieu) : Maubeuge (15 janvier), Aulnoyes (16), Longchamps (17), St-Quentin (19), Noyon (21), Compiègne (22), Senlis (23), Luzarches (24), Taverny (25), Paris (27), Saclay (29), Neauphle le Château (30),

St-André de l'Eure (1er février), Conches (2) Epinay (3), Caen (8), Carentan (12), Cherbourg (14).

Elle s'en ira ensuite en Angleterre (du 15 février au 13 mars), aux Pays-Bas (du 14 au 18 mars), en Allemagne (du 19 mars au 28 avril), en Tchécoslovaquie (29 avril au 18 mai), en Autriche (19 au 25 mai), en Slovaquie (26 mai au 18 juin), en Ukraine (19 juin au 8 août), en Biélorussie (9 août au 12 septembre) et en Russie (13 septembre au 12 octobre). Pour participer à la marche, (quelques jours ou quelques mois) prendre contact avec : For Mother Earth, Zilverhof 19, B-9000 Gent, Belgique, tél : 19 32 9 233 32 68.

SUPERPHENIX : LE GASPILLAGE FINANCIER

Le prix de Superphénix est assez flou. Un rapport officiel, fait pour l'office parlementaire des choix technologiques et scientifiques, retient 55 milliards déjà dépensés. Certains avancent que ce chiffre sous-estime les réserves nécessaires pour le démantèlement... Mais restons-en au chiffre officiel.

Cette somme augmente d'entre 600 à 800 millions de francs par an, soit 2 millions de francs par jour.

Que pourrait-on faire dans le domaine des énergies renouvelables avec pareil argent ?

Dans le domaine des éoliennes, on sait que les neuf éoliennes de Dunkerque, d'une puissance totale de 2,7 MW, coûteront 23 millions de francs. L'expérience de la première éolienne laisse penser que le rendement sera de l'ordre de 20 %. La production sera donc d'environ 5 millions de kWh par an.

Avec 55 milliards de francs, il devrait donc être possible d'installer 2400 installations de ce genre... soit de quoi assurer une production de 12 milliards de kWh par an.

Si Superphénix produisait autant qu'une centrale nucléaire normale - ce qui bien sûr n'est pas le cas - la production attendue dans le meilleur des cas serait de 1200 MW (puissance théorique) x 8760 heures (dans une année) x 0,7 (facteur de charge d'une centrale moyenne) soit 7,4 milliards de kWh par an.

Ainsi, la même somme investie dans des éoliennes de même taille que Dunkerque aurait permis de produire plus qu'un réacteur nucléaire normal !

Maintenant, si l'on prend les installations éoliennes les plus performantes, c'est-à-dire en reprenant les installations que l'on trouve au Danemark ou au Nord de l'Allemagne, on a des prix jusqu'à trois fois moins élevés... c'est-à-dire qu'en développant une filière éolienne au lieu d'une filière surgénératrice, on aurait pu avoir aujourd'hui l'équivalent de 4 surgénérateurs installés en éoliennes !

En résumé, si en 1974, la France avait refusé la surgénération et développé une filière éolienne, aujourd'hui, cette dernière, à budget équivalent, permettrait non seulement de se passer de Superphénix, mais de fermer également 3 autres réacteurs nucléaires.

Et le gaspillage continue.

Si en 1994, la France choisissait de stopper Superphénix, avec les économies réalisées, elle pourrait ouvrir une ferme éolienne de la taille de Dunkerque tous les quinze jours.

Qu'est-ce qu'on attend ?

L'ECONOMIE VERNACULAIRE EST LOCALE DONC LARGEMENT AUTOSUFFISANTE

Eugène Odum(2) remarque que, dans la succession écologique, les écosystèmes deviennent de moins en moins dépendants des ressources de l'extérieur pour leur maintien. Les chaînes trophiques gagnent ainsi en complexité, les détritrus représentant une source

biotiques» et constamment recyclés à l'intérieur de celui-ci. C'est pour un écosystème une stratégie essentielle lui permettant d'augmenter sa capacité de maintenir son homéostasie, et donc sa stabilité.

Il en est de même pour le développement des sociétés vernaculaires. Les nourritures et les

nous appelons l'argent. Mais, comme le montre **Malinowski** (3) à propos des îles Trobriands, ce genre de commerce non plus n'est pas guidé par des motifs « économiques » : « *Il importe de se rendre compte qu'aux Trobriands, dans presque toutes les formes d'échange, on ne trouve nulle trace de gain. (...) Ainsi, il est un type de transaction tout à fait courant où A donne vingt paniers d'ignames à B et reçoit en compensation une petite lame de pierre polie; le même manège se reproduit, mais cette fois en sens inverse, quelques semaines plus tard.* »

Le troc solidaire

Ceci vaut pour les échanges avec d'autres groupes sociaux. Marcel **Mauss** et **Malinowski** ont tous deux décrit les grandes expéditions commerciales qu'entreprennent périodiquement les indigènes des îles Trobriands. Ils transportent, en passant par le ponant, un certain type d'objets précieux, toujours les mêmes, aux habitants d'îles lointaines à qui ils rendent visite régulièrement. D'autres expéditions transportent d'autres objets précieux en suivant le même trajet en sens inverse. Le but de ces expéditions n'a rien d'économique. « *Nous le qualifions de commercial*, écrit **Polanyi** (4), *alors même qu'il n'est nullement question de profit, monétaire ou autre.* »

Même dans un village indien où la structure sociale s'est

Dans son livre «Le défi du XXIème siècle» (1), Teddy Goldsmith présente en une soixantaine de chapitres ce que peut être une société écologique. Nous en extrayons ce chapitre qui présente l'importance de l'économie locale.

(1) «Le défi du XXIème siècle, une vision écologique du monde», Teddy Goldsmith. Ed. du Rocher, 1994.

(2) Odum E.P. «The strategy of ecosystems development», p.262-270.

(3) Malinowski B. «Argonauts of the Western Pacific», p.176.

(4) Polanyi K. «The Great Transformations», p.57.

d'éléments nutritifs de plus en plus importante. « *Dans une forêt parvenue à maturité, moins de 10% de la production annuelle nette sont consommés (autrement dit, broués) à l'état vivant ; la plus grande partie de la biomasse utilisée, morte (détritrus), selon des mécanismes différés et complexes impliquant des interactions entre animaux et végétaux encore méconnues.* » C'est ainsi que les éléments nutritifs inorganiques, qui provenaient, à l'origine, de l'extérieur de l'écosystème, deviennent progressivement « intra-

ustensiles sont distribués suivant des modes qui respectent les règles de réciprocité et de redistribution, règles entièrement soumises au contrôle social. Dans nombre de sociétés vernaculaires, ce qui apparaît comme des transactions commerciales est en réalité un échange hautement ritualisé, enchâssé dans les rapports sociaux. Il arrive ainsi fréquemment que certaines marchandises soient échangées contre d'autres bien différentes, ou même contre des objets investis d'une valeur sociale, qui ressemblent fort à ce que



Des chevaux de labour traînant une charrue : un spectacle très fréquent naguère en Europe, aujourd'hui fort rare. Les chevaux ont été remplacés par des tracteurs. Le rendement de la ferme s'en trouve accru, mais les dépenses - en combustibles fossiles - le sont également.

quelque peu écartée des normes tribales, les transactions commerciales étaient, très récemment encore, soumises à des règles sociales. L'agriculteur se procurait ses pots chez le potier du village et ses outils chez le forgeron, en échange d'une certaine quantité de nourriture, selon le taux fixé par la tradition plutôt que par les forces aveugles du marché. En outre, que le potier du village ait été un artisan médiocre et qu'on ait pu se procurer ailleurs de meilleurs pots n'était pas une raison pour boudier ses produits. Selon les critères de l'économie moderne, un tel système n'incite pas les producteurs à produire davantage ou à améliorer la qualité de leurs produits. Mais c'est là passer à côté de la question. Les relations commerciales dans un village indien étaient d'abord destinées à satisfaire des impératifs sociaux plutôt que des exigences purement économiques. Après tout, la qualité des pots disponibles n'est pas la considération essentielle. *Le maintien de la cohésion et de la stabilité sociales sont autrement importants.*

Le mahatma **Gandhi** (5) l'avait fort bien compris. L'un des concepts fondamentaux de sa philosophie était le *swadeshi*. Il le définit comme l'«*esprit en nous qui nous amène à nous servir de notre alentour immédiat et à le servir, à l'exclusion de ce qui est plus éloi-*

reusement, il est totalement miné par le développement économique qui se fonde sur le principe que toute considération, qu'elle soit morale, sociale ou écologique, doit être impitoyablement subordonnée aux impératifs économiques à court terme. La communauté villageoise

«Le libre-échange, pour un pays industrialisé, dont la population est capable de vivre et vit dans les villes, dont le peuple ne répugne pas à piller les autres nations, et qui entretient la plus puissante flotte du monde pour protéger son commerce contre-nature, le libre-échange, dis-je, peut paraître économiquement sain (même si, comme le lecteur le perçoit, je mets en doute sa moralité). Pour l'Inde, le libre-échange a été sa malédiction : il l'a réduite en servitude. La charkha (le rouet) est le symbole de la prospérité, et donc de la liberté de la nation. Elle est un symbole, non point de guerre, mais de paix commerciale. Elle ne véhicule aucun message hostile pour les autres nations, mais encourage la bonne volonté et l'initiative personnelle. Elle n'a nul besoin de la protection d'une flotte qui menace la paix du monde et exploite ses ressources, mais de la foi de millions d'individus qui filent eux-mêmes dans leur foyer, tout comme ils préparent leurs repas à la maison. »

M. K. Gandhi (1869-1948)

gné». Sunderlal **Bahaguna**, le leader du mouvement Chipko dans l'Himalaya, considère le *swadeshi* comme le plus fondamental des enseignements de **Gandhi**. Malheu-

est jetée par dessus bord pour des quantités toujours croissantes de pots de plus en plus grands. Production et consommation ne sont plus soumises à des règles sociales.

(5) Gandhi M.K. «*An Autobiography*», p.350.

«*Quand le commerce du bois est florissant, la famine sévit dans la région d'Ogowe.*»

Albert Schweitzer (1875-1965)

Dans les sociétés tribales, ce n'est que lorsqu'on a affaire à des étrangers que les transactions commerciales sont autorisées et que les lois du marché peuvent jouer en dehors de toute contrainte sociale. Paul et Laura Bohannan affirment ainsi : « *Un « marché » est une transaction qui en elle-même n'implique pas de relations personnelles suivies, et qui doit donc être exploitée au maximum. En fait, l'existence d'une relation préalable interdit la « bonne affaire ». On répugne à vendre à un proche, car il est mal venu de lui réclamer un prix aussi élevé que celui qu'on demandera à un étranger. Comportement marchand et comportement familial sont incompatibles dans une même relation, et l'individu devra sacrifier l'un des deux.* »

Cela est tout à fait conforme au précepte de l'Ancien Testament : « *A un étranger tu peux prêter à usure, mais pas à ton frère; tu ne lui prêteras pas à usure.* »

**le développement
du système du marché
ne se produit
dans une société donnée
qu'à condition que
la solidarité et la réciprocité
aient disparu**

Marshall Sahlins montre que l'on peut discerner les relations économiques selon les différents secteurs — foyer, lignage, village, tribu ou extérieur de la tribu—. A mesure que l'on avance dans cette échelle de l'ordre social, la réciprocité et la solidarité font place au marchandage et à la recherche du profit, et les relations économiques prennent une tournure plus commerciale. C'est pourquoi le développement du système du marché ne se produit dans une société donnée qu'à condition que la solidarité et la réciprocité aient disparu au sein des groupes qui la composent. La

société de marché n'est en effet possible que lorsque la différence essentielle entre les relations sociales intérieures et extérieures des groupes s'est assez estompée. En d'autres termes, pour que la richesse économique devienne la préoccupation dominante de l'homme, il fallait d'abord qu'il fût privé de sa richesse sociale.

Comme le remarque Karl Polanyi (6), bien que toutes les sociétés aient connu une certaine forme d'organisation économique, aucune économie avant la nôtre « *n'a jamais existé qui ait fonctionné, même en principe, sous le contrôle du marché.* » Il ne faut pas s'en étonner puisque c'est seulement en résistant aux forces du marché que « *l'intégrité de nos systèmes sociaux et écologiques (...) a pu si longtemps être préservée.* » Dès que le marché cesse d'être accessoire, les sociétés qu'il envahit et les écosystèmes où elles sont implantées, sont condamnés à la désintégration accélérée.

Dans l'Europe médiévale, seules des marchandises d'importance sociale et écologique secondaire — épices, cire à bougie, soies venues d'Orient et autres articles de luxe destinés essentiellement à la noblesse et au clergé — étaient échangées sur le marché, à l'occasion notamment des grandes foires qui se tenaient dans quelques grandes villes. Cependant aux XIIe et XIIIe siècles, une révolution s'est produite : l'économie de marché s'est répandue rapidement jusqu'à dominer la vie économique d'un grand nombre de sociétés européennes. Comme le rappelle Polanyi (7), la transformation des principales ressources — le travail et la terre — en marchandises a été un facteur essentiel de cette révolution : « *Le travail n'est qu'un autre nom pour l'activité humaine, qui accompagne la vie même et n'est pas fourni pour être vendu mais pour de tout autres raisons, et n'est pas dissociable du reste de la vie, stockable ou mobilisable à volonté; la terre est synonyme de nature.* » Dans l'Europe médiévale, ni le travail ni la terre n'avaient encore été échangés sur le marché.

Les serfs étaient attachés à la terre, mais leur relation à leur seigneur était d'obligation mutuelle non simplement fondée sur l'opportunisme économique, et en contrepartie ils jouissaient d'ordinaire de la sécurité de la tenure.

**La vie humaine
n'est pas une
simple marchandise**

Quand on en est venu à traiter la vie humaine comme une simple marchandise, le travail a cessé d'être enchâssé dans les relations sociales — et l'« homme total » a laissé la place au travailleur, catégorie nouvelle d'êtres humains. Tandis que l'homme traditionnel — l'homme total — appartient à une famille et une communauté, et a accès à une terre à cultiver, le travailleur vit dans une société en grande partie atomisée, dépossédé de sa terre, et peut être recruté pour accomplir n'importe quelle tâche — aussi socialement et écologiquement nuisible, aussi moralement dégradante soit-elle — dès lors qu'elle lui procure le salaire dont il devient de plus en plus dépendant pour satisfaire ses besoins biologiques et sociaux les plus fondamentaux.

La transformation de la terre en marchandise a des implications sociales et économiques gigantesques. C'est un contrat — établi par le jeu du système de marché — et non plus le statut défini par la tradition reflétant la structure sociale — qui détermine dorénavant le lieu où la famille vit et travaille la terre. Peut-être le régime de propriété foncière qui en résulte satisfait-il aux exigences du nouveau système économique, mais il déclenche l'atomisation de la société en masses informes d'individus étrangers les uns aux autres. Qui plus est, les sociétés ainsi désagrégées ont souvent été privées de leurs moyens de subsistance, car leurs ressources alimentaires ont été mises sur le marché et vendues au plus offrant, quelle que soit la communauté à laquelle elles appartenaient.

(6) Polanyi K. *op cit.*
p. 56.
(7) *Ibid.*, p. 78



Ventes de fruits à Manaus : la récolte de fruits dans la forêt amazonienne pourrait permettre de faire vivre de manière durable beaucoup plus de personnes que l'exploitation forestière et les grandes exploitations agricoles qui ruinent les sols en quelques années.

Polanyi (8) attribue à la mise en place du système de marché la responsabilité des graves famines qui ont frappé l'Inde pendant la colonisation britannique. Le paysan indien, écrit-il, mourait de faim «conformément aux règles du jeu», car c'est le principe même du système de marché que d'acheter les marchandises le moins cher possible et de les vendre au prix le plus élevé. En d'autres termes, il est inéluctable que les biens de première nécessité s'écoulent en un flot continu à sens unique entre les pays pauvres et les pays riches, quelles que puissent être la malnutrition et les famines provoquées dans les populations locales ainsi dépouillées de leurs ressources alimentaires de base.

Redcliffe Salaman (9) écrit à ce propos qu'en Irlande, au cours de la grande famine du XIXe siècle, le blé continuait d'être exporté vers l'Angleterre en dépit des millions de personnes qui mouraient de faim. «S'il manquait aux autochtones, c'est en partie parce qu'il était expédié en Angleterre à raison de quelque six mille tonnes par semaine, mais aussi parce que, même si on ne

l'avait pas expédié, les Irlandais n'auraient pu se l'offrir».

Ce genre de trafic est aujourd'hui l'une des causes majeures de malnutrition et de famine dans le tiers-monde, où une forte proportion de terre arable — jusqu'à 70% dans certains pays — est affectée à des cultures d'exportation, marginalisant les cultures vivrières, dont les populations dépendent pour survivre. De nos jours, en vertu des règles édictées par le GATT (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce), un pays ne peut s'opposer à l'exportation de ses récoltes dès lors qu'une demande existe sur le marché. Ce n'est que lorsque la famine sévit que des «exceptions» à cette règle peuvent éventuellement être consenties. Au cours des négociations de l'Uruguay Round, les délégués américains ont même insisté pour que l'exportation de denrées continue d'être obligatoire même en cas de famine. S'ils obtenaient gain de cause, nourrir sa population affamée au lieu d'exporter sa production agricole vers les régions repues ferait du pays en question un pays «délinquant» selon la terminologie du

GATT. Ceci est tout à fait logique, puisque pour maximiser leurs achats de produits manufacturés en provenance des pays industrialisés, qui contrôlent le GATT, les pays du Sud doivent exporter le plus possible, aucune espèce de considération ne pouvant compromettre la réalisation de cet objectif sordide.

Profitant du libre-échange, les firmes se sont affranchies des contraintes de la communauté au niveau national, et une fois lancées dans la sphère internationale, qui n'a rien d'une communauté, se sont effectivement affranchies de toute obligation envers la communauté.

Herman Daly et John Cobb

Tout cela illustre le principe suivant : quand elle est gouvernée par les «forces du marché», la production ne sert plus à satisfaire des besoins biologiques, sociaux ou écologiques. Comme le souligne **Kenneth Lux** (10), les économistes en sont réduits à nier l'existence de ces besoins pour «valider» les théories économiques modernes. Pour eux, le

(8) *Ibid.*, p. 160.
 (9) Salaman R.N. «The History and Social Influences of the Potato», p. 293.
 (10) Lux K. «Adam Smith's Mistake», p. 107.

marché pourvoit aux «besoins» dans la mesure seulement où, cautionnés par des espèces sonnantes et trébuchantes, ils reflètent une «demande effective» et on estime qu'un pays devient «autosuffisant» lorsque cette «demande effective» est satisfaite. Ainsi, la modernisation de l'agriculture au travers de la «Révolution Verte» est censée avoir permis à l'Inde d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Résultat qui semble remarquable, car il donne à penser que tous les habitants de ce pays sont convenablement nourris; mais rien n'est plus éloigné de la réalité. Un récent rapport de l'UNICEF révèle qu'environ 85% des enfants indiens sont maintenant touchés par la malnutrition; et beaucoup en conserveront des séquelles physiques et mentales. Déclarer que l'Inde est autosuffisante sur le plan alimentaire signifie seulement que davantage de nourriture dans les boutiques n'entraîne pas pour autant une augmentation des ventes, les mal nourris n'ayant pas de quoi acheter : que leurs besoins biologiques ne se traduisent pas par une «demande effective».

Que tout ce qui peut l'être soit fabriqué dans le pays et, surtout, que la finance reste de préférence nationale.

John Maynard Keynes

Dès que le marché règne en maître sur notre vie économique, le monde naturel n'est plus considéré que comme source de matières premières, destinées à être transformées en marchandises, elles-mêmes échangées contre argent comptant sur le marché mondial. Il s'agit là d'un processus pervers. C'est lui qui fait que partout dans le monde, forêts, marais, récifs coraliens, rivières, estuaires et mers, avec tous les êtres vivants qui les habitent, sont systématiquement transformés en devises. Hommes politiques, industriels et économistes ne semblent guère se préoccuper de ce qui se passera lorsque tout cela aura disparu, et que des pays entiers seront transformés en quasi déserts.

Toute ressource susceptible d'être monnayée est en danger, et elle ne peut être préservée qu'en la maintenant en dehors de la sphère du marché mondial. En Nouvelle-Zélande, il est interdit de commercialiser les truites. Elles sont réservées aux pêcheurs à la ligne, grâce à quoi on en trouve encore dans les lacs et les rivières. Seule la création de parcs nationaux, dans lesquels les espèces vivantes sont soustraites à l'arbitrage du marché, permet de protéger un grand nombre d'entre elles. Mais on peut hélas parier que si le développement économique se poursuit, les pressions exercées sur ces parcs finiront par avoir raison de leur existence. En revanche, dans certaines régions de la Tanzanie où l'économie s'est effondrée et où l'argent manque pour réparer les routes, les gens commencent à remanger convenablement : désormais incapables d'exporter leur nourriture sur le marché international, ils redeviennent libres de la consommer.

Le processus d'exportation est en outre aussi souvent destructeur pour l'importateur que pour l'exportateur, c'est «un processus de sabotage mutuel», comme dit E. F. Schumacher. Car l'importation de denrées bon marché en provenance de régions où elles peuvent être produites à un coût particulièrement bas et où elles sont fortement subventionnées par l'Etat, vers d'autres régions où, pour diverses raisons, leur production coûte plus cher, a entraîné la ruine d'innombrables paysans dans le tiers-monde. L'adoption des méthodes d'agriculture moderne — imposées par les organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) le fait à ses pays débiteurs — augmente leur dépendance vis-à-vis d'intrants non-agricoles, machines agricoles, semences hybrides, engrais et pesticides, intrants qu'ils ont de plus en plus de mal à financer, d'autant plus que leur prix augmente, alors que leur terre de plus en plus dégradée est de moins en moins productive. Les agriculteurs s'appauvrissent progressivement

jusqu'à être contraints d'abandonner leurs terres, pour venir grossir les populations des bidonvilles de la grande cité la plus proche, sort qui menace la majeure partie de la société rurale du tiers-monde.

Le sort des artisans traditionnels n'est pas plus enviable. Le mahatma **Gandhi** rappelait constamment comment la production textile à grande échelle du Lancashire avait ruiné l'artisanat des villages indiens et entraîné la destruction de la vie rurale. Cardeurs, teinturiers, filateurs et tisserands — si nombreux à faire tourner l'économie villageoise — ont tous sombré et le village indien s'est vu privé de sa vie économique et sociale.

La même chose se produit dans les pays industriels. Avec la récession actuelle, la communauté agricole européenne est au bord de la faillite et seules les plus grosses exploitations ont quelques chances de survie. Aux Etats-Unis, l'agriculture est dans une impasse similaire. La situation des petites et moyennes entreprises n'est guère meilleure : en ce moment (1991), en Grande-Bretagne, environ neuf cents déposent leur bilan toutes les semaines.

Pour ceux qui analysent les tendances actuelles, il ne fait aucun doute que l'avenir, pour l'instant du moins, est aux mains des multinationales. Au fur et à mesure que le marché s'étend pour englober la planète entière, il leur laisse le champ libre.

La liberté de détruire

Les partisans du libre-échange font croire qu'il libère l'individu opprimé d'un ensemble d'entraves que des gouvernants et régimes tyranniques lui avaient imposées comme à ses ancêtres. Mais l'«individu» qui bénéficie du libre-échange, c'est en réalité la multinationale, et la «liberté» acquise est celle d'abattre les forêts vierges pour fabriquer du contre-plaqué, du papier hygiénique ou l'édition du dimanche du *New York Times*. C'est la liberté d'éroder, saliniser, rendre compacts et désertifier les terres agri-



Pêcheurs à Goa, en Inde : la pêche locale fournit des quantités appréciables de poissons aux populations locales... mais une exploitation industrielle pourrait ruiner cette pratique.

coles afin de produire à bon marché les «matières premières» de l'industrie agro-alimentaire; la liberté de faire la razzia sur les océans avec d'énormes chalutiers qui anéantissent littéralement les populations de poissons en faisant dériver ces filets «murs de la mort», atteignant parfois 100 kilomètres de long. C'est la liberté d'arracher les récifs coraliens encore existants, qui protègent des îles vulnérables des vagues, récifs qui sont parmi les plus productifs des écosystèmes, dans le seul but d'approvisionner les boutiques de souvenirs. C'est la liberté de drainer les piteux vestiges des marais jadis si étendus, afin de créer de nouveaux pâturages pour un cheptel déjà pléthorique, ou fournir des terrains à bâtir à des promoteurs insatiables. C'est la liberté de produire des quantités industrielles de substances chimiques de plus en plus toxiques, qui seront répandues dans les cours d'eau et nappes phréatiques, accumulées dans des décharges, ou injectées sous pression dans des trous de mine — d'où elles se propageront vers nos

aliments et notre eau «potable», augmentant ainsi la fréquence des mutations génétiques, cancers et malformations congénitales. C'est la liberté de détruire la couche d'ozone, ce rempart qui nous protège des rayons ultra-violetts mortels, afin de vendre les bombes de produits de toilette, les réfrigérateurs et les systèmes d'air conditionné fonctionnant au CFCs au lieu de produits de substitution non brevetables qui diminueraient les profits des principaux producteurs, Du Pont et ICI. C'est la liberté d'augmenter la pauvreté et la détresse, la malnutrition et la maladie, d'entraîner chaque année l'extinction de centaines de milliers d'espèces vivantes, tout cela pour satisfaire les intérêts financiers à court terme de quelques industries irresponsables, et des bureaucrates et politiciens à leur solde. *Voilà la «liberté» que permet le libre-échange, voilà quels sont les enjeux défendus par les propositions actuelles du GATT.* Si elles étaient appliquées, elles livreraient le monde sur un plateau aux pilliers, leur permettant d'en user et abuser à volonté.

C'est exactement de l'inverse dont nous avons besoin — il nous faut évoluer vers un monde composé de communautés en grande partie autosuffisantes, qui mènent leurs activités économiques à l'échelon de la famille, de la petite entreprise artisanale et de la communauté elle-même, dans le but de satisfaire les besoins locaux par l'intermédiaire d'un marché local.

C'est là la seule voie qui permettra de subordonner les activités économiques aux impératifs biologiques, sociaux, écologiques et moraux — et la survie de l'humanité sur cette planète prise d'assaut.

Teddy GOLDSMITH

Les photos de cet article sont extraites d'un autre livre de Teddy Goldsmith et coll. «5000 jours pour sauver la planète» paru en 1990 aux éditions du Chêne.